RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agreste
La statistique, l'évaluation et la prospective du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

LES DOSSIERS

DÉCEMBRE 2023 N° 6

Commission des comptes de l'agriculture de la nation

Session du 20 décembre 2023 - Version définitive

Commission des comptes de l'agriculture de la nation

SOMMAIRE

p. 5 1 LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN 2022

p. 47 2 LES COMPTES NATIONAUX PRÉVISIONNELS DE L'AGRICULTURE EN 2023

p. 89 ANNEXE 1
Compte-rendu des débats

CHAPITRE 1

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2022

Données du Réseau d'Information Comptable Agricole

Rapport annuel RICA 2022 – Méthodologie 7

1. Les résultats économiques du secteur agricole 9

2. La dispersion et la variabilité des résultats en 2022 13

3. L'évolution de la forme juridique des exploitations. 16

4. Les subventions d'exploitation en 2022 17

5. La situation financière des exploitations agricoles 19

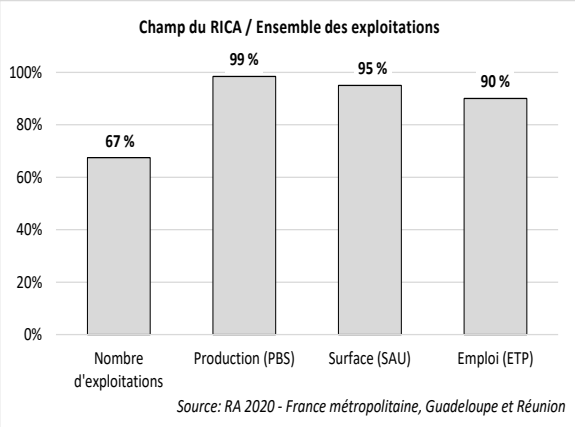
6. Le rapprochement des différents niveaux de subventions PAC en 2021 au sein des différens États membres de l'UE 26

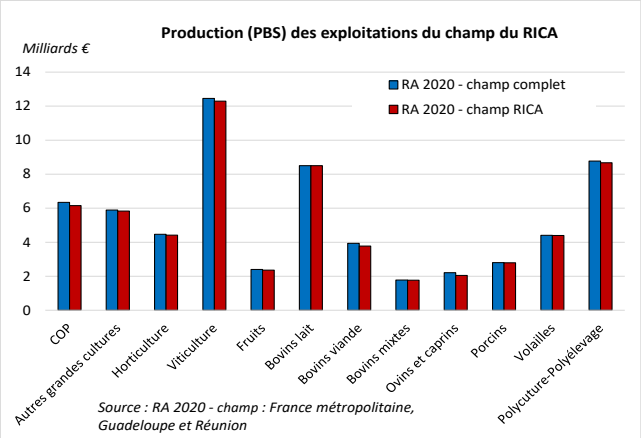
Annexes 32

Rapport annuel RICA 2022 – Méthodologie

Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA[1]) est une opération européenne annuelle de recueil d'informations technico-économiques sur les exploitations agricoles. En France, le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 € pour la métropole et à 15 000 € pour les départements ultramarins. L'ensemble de ces structures contribue à 99 % de la production standard et utilise 95 % de la surface agricole.





Données 2022

Les résultats présentés dans ce rapport ont été établis à partir des données issues du RICA 2022 et portent sur le champ de la France métropolitaine, de la Guadeloupe et de la Réunion. Elles reposent sur un échantillon de 7 322 entreprises, pondérées pour représenter les 289 005 exploitations agricoles du champ couvert par le RICA (France métropolitaine, Guadeloupe et La Réunion, et PBS supérieures aux seuils mentionnés précédemment).

Évolutions 2021-2022

Les évolutions 2021-2022 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillons constants (c'est-à-dire à partir de l'échantillon des exploitations présentes à la fois dans l'échantillon du RICA 2021 et dans celui du RICA 2022, la part des exploitations présentes une année donnée qui quittent l'échantillon l'année suivante étant en moyenne de 14 %, échantillon constant repondéré pour représenter les 289 005 exploitations du champ complet couvert par le RICA) et exprimées en réel (c'est-à-dire corrigées de l'inflation). Les données 2021 ont pour cela été valorisées en euros de 2022 à l'aide de l'indice des prix à la consommation (source Insee). Les séries longues présentent des valeurs calculées sur échantillons complets (mais également exprimées en euros constants de 2022.

Indicateurs de résultats

Le principal indicateur économique commenté ici est l'excédent brut d'exploitation (EBE) par équivalent temps plein (ETP) non salarié. Cet indicateur de résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, de laquelle sont soustraites les consommations intermédiaires et les autres charges d'exploitation (salaires, impôts fonciers, fermages…).

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (qui ne sont pas décaissables).

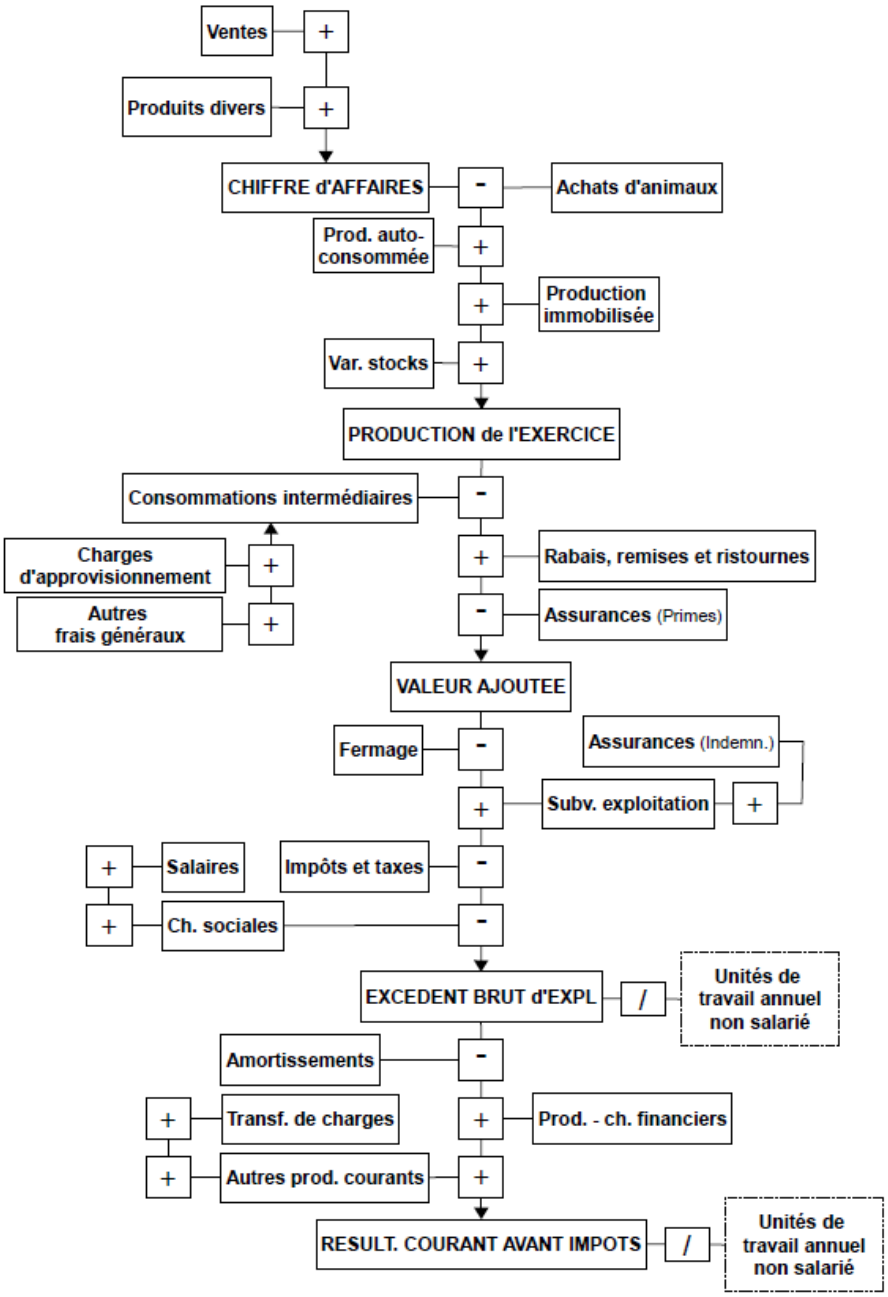
Un solde disponible est calculé en déduisant de l'EBE les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant. Le résultat mesure la performance annuelle de l'exploitation, le solde disponible donne une information complémentaire, en intégrant le mode de financement des investissements.

[1] Pour une présentation générale sur le RICA et la définition des concepts tels que la production brute standard (PBS) ou l'orientation technico-économique d'une exploitation (Otex), voir la rubrique dédiée sur le site agreste.gouv.fr : https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/methodon/S-RICA/methodon/.

Subventions

Les subventions d'exploitation perçues au cours de l'année N peuvent se rapporter à une campagne de production antérieure. Dans le RICA, seules sont enregistrées pour l'exercice comptable N les subventions se rapportant à la campagne de production N. Certaines subventions non encore perçues au cours de l'année sont alors estimées.

Schéma de construction des indicateurs de résultats

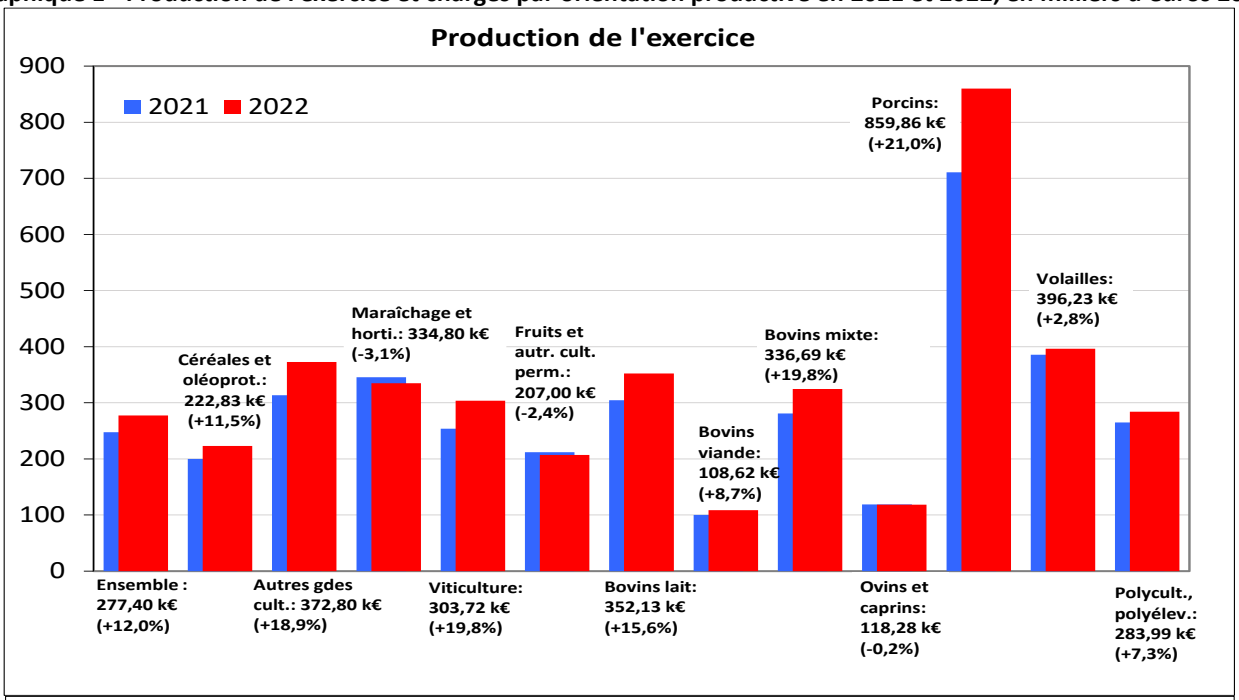


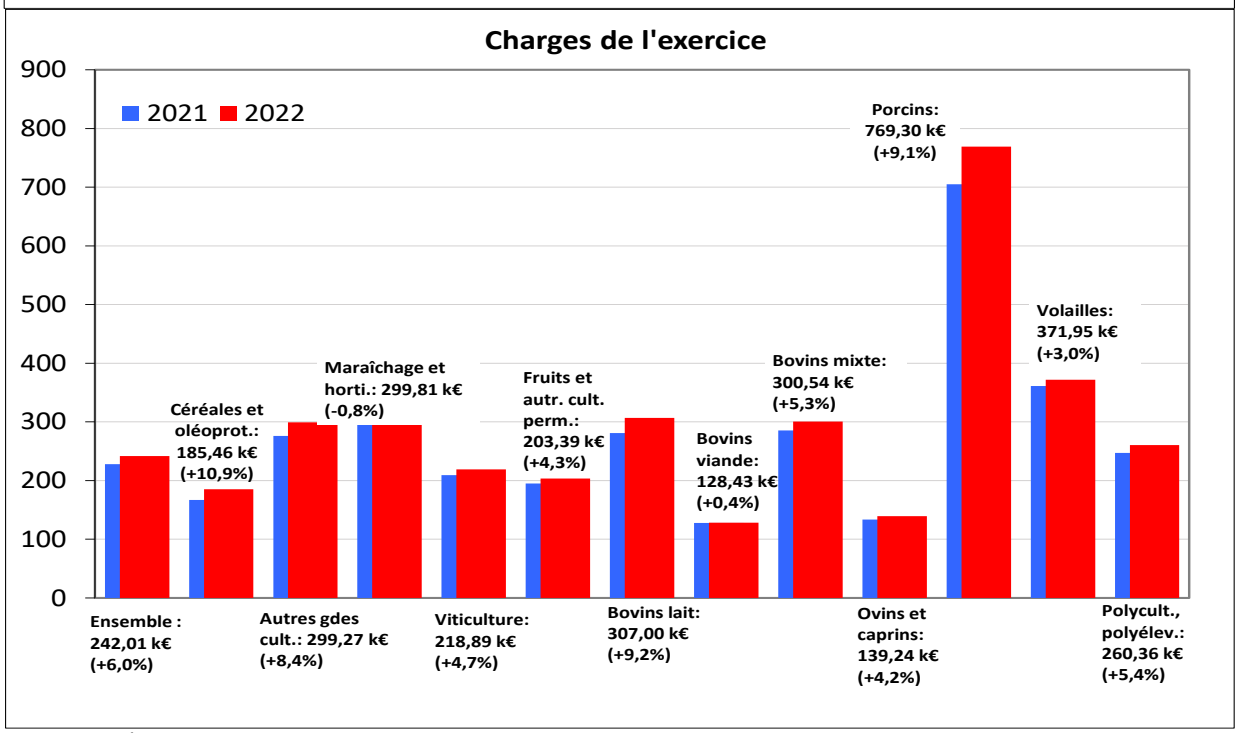
1. Les résultats économiques du secteur agricole

La production de l'exercice constitue l'essentiel des produits courants d'une exploitation agricole. Cette production est composée majoritairement des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux transformés). Sa variation explique en grande partie celle des résultats de l'exploitation.

Ainsi, en 2022, la production moyenne de l'exercice des exploitations agricoles s'élève à 277 400 €, soit une hausse de 12,0 % en termes réels par rapport à 2021. Seules les filières fruits (-2,4 %), horticulture (-8,3 %), maraîchage (-0,4 %) et ovins-caprins (-0,2 %) connaissent un repli. Les plus fortes progressions sont relevées dans les élevages porcins (+21,0 %), dans les secteurs viticole et bovins mixte (+19,8 %) et dans celui des grandes cultures hors céréales-oléagineux–protéagineux (COP) avec une augmentation de 18,9 % (+11,5 % pour les COP) *(Graphique 1)*.

Graphique 1 - Production de l'exercice et charges par orientation productive en 2021 et 2022, en milliers d'euros 2022





**Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons d'exploitations 21-22 constants, repondérés pour représenter l'ensemble du champ (Méthodologie)*

Source : SSP RICA 2021 et 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Après correction de la hausse générale des prix (voir encadré méthodologique), dans un contexte général d'inflation particulièrement marquée en 2022, les charges progressent de 6,0 % sur un an pour atteindre en 2022 une moyenne de 242 010 €. Les augmentations ont été importantes pour les engrais et amendements (+32,4 %), les consommations énergétiques (+22,2 %) et les carburants et lubrifiants (+32,1 %). Les autres postes de charges qui progressent le plus sont les charges d'alimentation du bétail (+10,7 %) et celles d'entretien - réparation de matériel et des bâtiments (+5,4 %). Les charges en produits phytosanitaires évoluent peu entre 2021 et 2022 (+1,9 %), tout comme celles liées aux fournitures (emballages, produits d'entretien, fournitures d'atelier et de bureau) qui affichent une évolution interannuelle de +0,6 %.

Les exploitations ne sont pas toutes soumises aux mêmes charges selon leur spécialisation ; les impacts de ces évolutions sont donc variables d'une filière à l'autre. Par exemple, les structures spécialisées en COP engagent 34 000 € en engrais et amendement (soit 18,3 % du total de leurs charges) alors que le principal poste de dépense pour les élevages de bovins lait porte sur l'alimentation animale (67 980 €, soit 22,1 % de l'ensemble de leurs charges). Les hausses marquées des dépenses en énergie ont un impact important sur la filière maraîchère, les charges en énergie (41 910 €) représentant 12,0 % de l'ensemble de leurs charges.

Au total, après une forte progression de 25,9 % en 2021, la valeur ajoutée moyenne des exploitations connaît une seconde augmentation conséquente de 17,3 % pour atteindre 111 290 € en 2022.

Les subventions d'exploitation atteignent 36 330 € en moyenne par structure et apparaissent en très légère évolution par rapport à 2021 (-1,0 %), tout comme les dépenses liées aux impôts et taxes (2 300 €, soit +0,4 %). Les charges de personnel progressent de 3,5 % pour s'établir à 17 620 €, alors que celles liées aux fermages, qui s'élèvent à 15 920 €, augmentent de +2,4 %. En 2022, les indemnités d'assurance (3 920 € en moyenne) connaissent une forte progression (+25,8 % par rapport à 2021). L'excédent brut d'exploitation (EBE), part de la valeur ajoutée revenant à l'entreprise et correspondant à un revenu brut, s'élève à 115 710 €, traduisant une hausse de 15,9 % par rapport à 2021.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (charges non décaissables). Il mesure la performance économique de l'exploitation et constitue une base pour l'élaboration de l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux de l'exploitant. En 2022, le RCAI moyen est de 77 090 €, soit une progression conséquente de 27,1 % par rapport à l'année précédente *(Tableau 1).*

Tableau 1 – Principaux indicateurs de résultats et évolutions

Orientation	Excédent brut d'exploitation		EBE par ETP non salarié		Résultat courant avant impôts		RCAI par ETP non salarié	
	2022 (en €)	Ecart 22/21* (en %)	2022 (en €)	Ecart 22/21* (en %)	2022 (en €)	Ecart 22/21* (en %)	2022 (en €)	Ecart 22/21* (en %)
Céréales - oléoprotéagineux	107 458	5,6	91 597	7,0	77 877	8,6	66 381	10,0
Autres grandes cultures	160 900	30,8	124 316	31,3	115 967	45,4	89 599	45,9
Maraîchage	103 563	2,1	74 748	0,4	61 849	5,9	44 641	4,1
Horticulture	61 229	-21,8	44 540	-21,6	41 257	-28,9	30 012	-28,7
Viticulture	132 629	27,9	104 362	28,4	99 876	43,2	78 590	43,8
Fruits et autres cultures perm.	66 783	-26,5	53 842	-25,9	36 417	-39,3	29 360	-38,7
Bovins lait	148 269	18,3	88 017	20,0	91 762	34,9	54 473	36,8
Bovins viande	62 371	10,8	48 041	11,1	34 536	25,4	26 601	25,8
Bovins mixtes	158 452	29,9	85 183	31,0	102 886	60,9	55 311	62,3
Ovins et caprins	59 377	-8,1	41 260	-7,6	28 521	-18,6	19 819	-18,1
Porcins	239 258	123,0	175 644	121,6	169 467	374,3	124 409	371,3
Volailles	131 244	25,7	97 521	30,3	78 483	51,8	58 317	57,3
Polyculture, polyélevage	116 006	7,6	78 447	7,4	73 796	14,3	49 903	14,1
Ensemble	**115 709**	**15,9**	**84 076**	**16,9**	**77 089**	**27,1**	**56 014**	**28,2**

**Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons d'exploitations 21-22 constants (Méthodologie)*
Source : SSP RICA 2021 et 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

A partir du RCAI, le résultat de l'exercice s'obtient :

- en déduisant les charges sociales personnelles de l'exploitant (qui ne sont pas considérées comme des charges de l'exploitation pour le RICA et ne sont donc pas déduites pour le calcul du RCAI). Elles s'élèvent en 2022 à 12 340 € (+5,1 % par rapport à 2021) ;
- en ajoutant les plus ou moins-values sur cession d'actifs (6 890 € nets en moyenne) et les subventions d'investissement (2 140 € par structure), qui constituent des produits dits « exceptionnels ».

Au total, le résultat de l'exercice est en moyenne de 86 410 € par exploitation en 2022, soit +26,8 % par rapport à 2021, toutes orientations technico-économiques des exploitations (Otex) confondues.

Une nouvelle campagne favorable aux résultats économiques en grandes cultures

En 2022, en volume, les récoltes céréalières sont en baisse à cause d'un recul global des rendements et des surfaces. Mais, sous l'effet d'une forte hausse des cours, notamment due aux conséquences de la guerre en Ukraine, les productions céréalières progressent en valeur par rapport à 2021 : +13,3 % pour le blé tendre, +9,8 % pour le blé dur, +31,9 % pour l'orge d'hiver et +9,9 % pour l'orge de printemps. Seule la production de maïs recule légèrement (-1,9 %), à cause d'une forte chute des quantités produites (-25,2 %), qui s'explique notamment par l'effet de conditions climatiques estivales exceptionnellement chaudes et sèches.

Malgré une baisse marquée de certains rendements (pour le tournesol et le soja), la valeur de la production d'oléagineux augmente nettement en 2022 (+35,9 % pour le colza, +9,1 % en tournesol et +11,2 % en soja) sous l'effet conjugué des hausses des cours (+20,0 % en tournesol, +15,3 % en colza et +13,0 % en soja) et d'une réimplantation de nombreuses terres en colza (+28,4 %) et en tournesol (+19,8 %) dans le contexte du conflit russo-ukrainien.

A l'instar des cours des céréales et des oléagineux, les prix des cultures protéagineuses augmentent fortement en 2022 (notamment +38,1 % pour les pois protéagineux et +14,6 % pour les fèves et féveroles). Ils compensent ainsi les baisses de volumes relevées à cause d'un fort recul des surfaces de certaines de ces cultures (notamment -30,9 % pour les pois et -15,1 % pour les lentilles). Au final, la valeur de production des protéagineux augmente : +14,9 % pour les pois protéagineux et +26,2 % pour les fèves et féveroles.

Au total, on observe une progression de 11,5 % de la production de l'exercice des exploitations spécialisées en COP. En 2022, l'EBE par actif non salarié de ces exploitations s'établit à une moyenne de 91 600 €, soit +7,0 % par rapport à 2021.

Concernant les autres grandes cultures, les productions de pommes de terre et de betteraves sucrières connaissent en 2022 des évolutions similaires : valeurs en hausse autour de 25 % grâce à une augmentation marquée des prix compensant des contractions de volumes de l'ordre de 10 %, les rendements ayant notamment souffert des conditions climatiques (sécheresse et fortes chaleurs). Ainsi, sur l'ensemble de ce secteur des grandes cultures autres que les COP, on observe une hausse de 18,9 % de la production de l'exercice, de 28,5 % de la valeur ajoutée et de 30,8 % de l'EBE. Ce dernier indicateur, rapporté au nombre d'actifs non-salariés, atteint en 2022 une moyenne de 124 320 €.

Des résultats viticoles profitant de belles récoltes en 2022

En 2021, les récoltes avaient été fortement affectées par des conditions climatiques défavorables. En 2022, un rebond de la production viticole profite à toutes les catégories de vin : +8,6 % pour les quantités produites en vins AOP/AOC, +17,5 % pour les vins IGP/de pays et +38,7 % pour les vins sans appellation. Cela a notamment permis de reconstituer pour partie les faibles stocks de début de campagne. En effet, pour essayer de conserver leurs parts de marché malgré la chute de la récolte 2021, les viticulteurs ont dû puiser dans leurs réserves.

Au total, la valeur de la production de l'exercice 2022 pour l'ensemble des exploitations viticoles est en hausse de 19,8 %. La valeur ajoutée atteint une valeur moyenne de 186 550 €, en nette progression (+31,8 %), et induisant une augmentation de 27,9 % de l'EBE moyen. L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit en 2022 à 104 360 €, soit une hausse de 28,4 % par rapport à 2021.

Malgré le recul de certains volumes produits, des résultats économiques stables pour les maraîchers

Affectés par les sécheresses et la canicule estivale, les volumes produits de nombreux légumes sont en baisse en 2022 : -23,5 % pour les choux, -20,4 % pour les courgettes, -8,7 % pour les céleris et céleris-raves, -5,3 % pour les carottes, -2,5 % pour les tomates et -2,0 % pour les endives. Ainsi, en 2022, la valeur ajoutée des exploitations maraîchères diminue de 2,9 %. Cependant, le montant moyen des subventions d'exploitation augmente de 21,2 % pour atteindre 16 440 € en moyenne par structure. Cette hausse s'explique notamment par une très forte hausse des indemnités pour calamités agricoles liées aux phénomènes de sécheresse. Les indemnités d'assurance sont également en forte hausse (+114,2 %). Au total, l'EBE moyen connaît un léger rebond (+2,1 %). Sur l'ensemble des exploitations maraîchères, l'EBE par équivalent temps plein (ETP) non salarié moyen se stabilise à 74 750 € (+0,4 % par rapport à 2021).

En horticulture, la conjoncture 2022 a été difficile et tire à la baisse les résultats de l'ensemble des exploitations spécialisées en maraîchage et horticulture

Des résultats 2022 confirmant le rebond observé l'an passé pour les éleveurs de bovins lait et viande

La valeur de la production de lait augmente de 14,5 % sous l'effet d'une augmentation des cours (+12,5 %), pour partie contrebalancée par une légère baisse des volumes de 2,7 %. La collecte de lait diminue en raison d'une moindre qualité des fourrages, du prix élevé des aliments pour animaux et de la poursuite de la décapitalisation du cheptel laitier. Cependant, les disponibilités mondiales ayant été limitées face à une demande internationale soutenue en produits laitiers, les cours du lait ont augmenté en 2022. La production de l'exercice des élevages de bovins lait augmente donc en 2022 de 15,6 % en valeur. La valeur ajoutée moyenne des élevages en bovins lait progresse de 20,1 % en 2022 et l'EBE de 18,3 % pour atteindre un ratio par ETP non salarié de 88 020 €. Les exploitations hors zone défavorisée ont davantage bénéficié de cette conjoncture favorable *(Tableau 2)*.

Tableau 2 - Indicateurs de synthèse des élevages en bovins lait selon la localisation du siège d'exploitation

	Production de l'exercice		EBE par ETP non salarié		RCAI par ETP non salarié	
	2022 (en €)	2022/2021* (en %)	2022 (en €)	2022/2021* (en %)	2022 (en €)	2022/2021* (en %)
Hors zone défavorisée	407 201	18,4	98 487	24,1	64 807	43,1
Zones de montagne	213 470	5,6	61 264	6,2	31 876	13,4
Zones soumises à contraintes (ZSCN et ZSCS)	372 779	14,8	91 601	17,7	54 164	35,8
Ensemble Bovins Lait	**352 130**	**15,6**	**88 017**	**20,0**	**54 473**	**36,8**

**Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons d'exploitations 21-22 constants (Méthodologie)*

Les zones agricoles défavorisées sont des zones soumises à des contraintes dans lesquelles la production agricole est considérée comme plus difficile. Dans ces zones, les agriculteurs sont éligibles à l'indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN). La réglementation européenne distingue 3 types de zones agricoles défavorisées : les zones de montagne, les zones soumises à des contraintes naturelles importantes (ZSCN) et les zones soumises à des contraintes spécifiques (ZSCS).

Source : SSP RICA 2021 et 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion

La diminution du cheptel de bovins viande se poursuit et se traduit entre autres par une baisse des volumes produits : -2,2 % pour les broutards, -3,6 % pour les génisses, -8,2 % pour les veaux de boucherie. Pour autant, grâce à une évolution favorable des cours, les valeurs de production en viande bovine augmentent : +19,1 % pour les vaches allaitantes, +8,6 % pour les broutards et +7,8 % pour les génisses. Au total, les élevages concernés voient leur valeur ajoutée progresser de 45,4 % et leur EBE de 10,8 % pour aboutir à un EBE moyen par ETP non salarié de 48 040 €.

Des résultats économiques pour la filière porcine qui repartent à la hausse en 2022

Après deux années successives de baisse, la valeur des productions porcines repart nettement à la hausse en 2022 (+23,4 %), malgré une nouvelle contraction des volumes (-2,3 %), dans un contexte de réduction des cheptels français qui se poursuit. Avec un niveau historiquement élevé du coût de l'aliment porcins, la réduction de l'offre sur le marché français et européen est à l'origine d'une forte hausse des prix à la production : +19,7 % pour les porcs à l'engrais, +23,8 % pour les truies et +9,4 % pour les porcelets.

Dans un tel contexte, la production de l'exercice est en hausse de 21,0 % dans les élevages de cette filière, induisant un net rebond de 62,8 % de la valeur ajoutée et de 123,0 % pour l'excédent brut. L'EBE par actif non salarié des éleveurs porcins s'établit à 175 640 €, contre 71 240 € en 2021 et 83 470 € en 2020. Il revient donc à un niveau plus élevé qu'en 2019 (132 230 €), année ayant précédé les deux années de baisse.

Un secteur avicole soutenu par des dispositifs compensatoires dans un contexte sanitaire 2022 toujours difficile

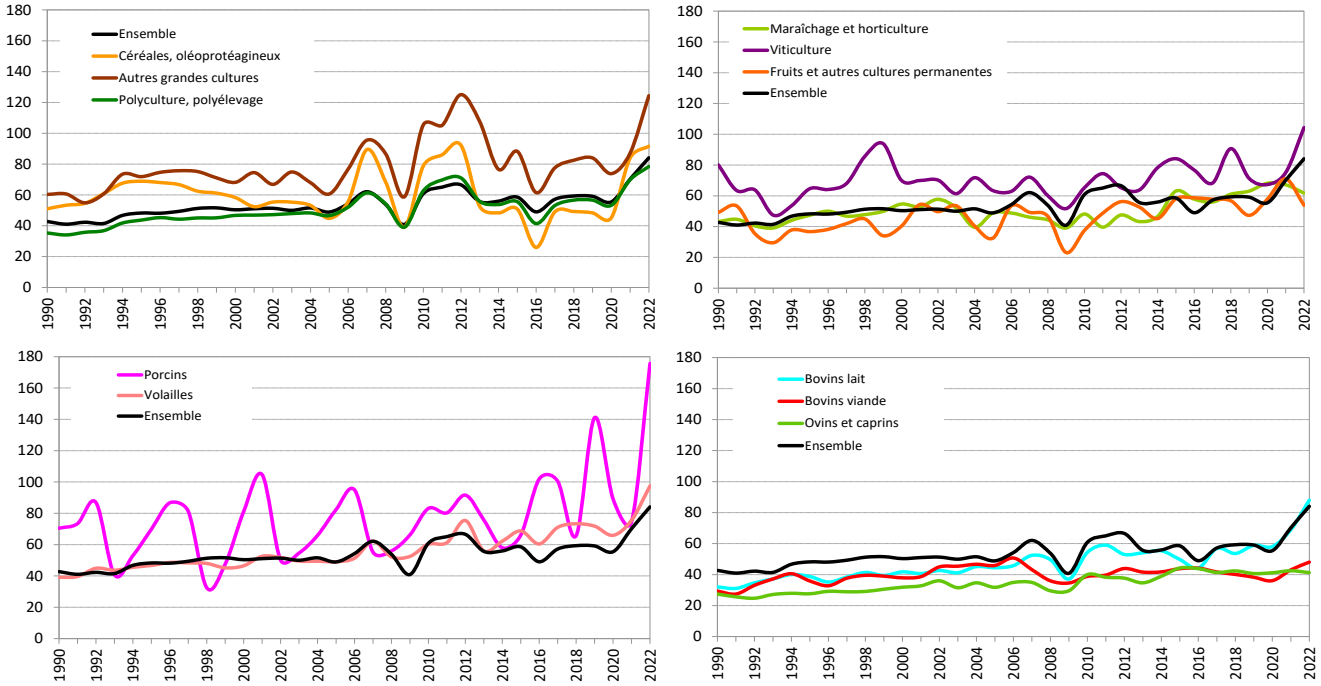
Les quantités de volailles produites évoluent de façon assez hétérogène selon les filières : +5,8 % pour les poulets de chair et -34,9 % pour les canards. Pour ces derniers, le recul observé s'explique essentiellement par les abattages sanitaires consécutifs à l'épizootie d'influenza aviaire. Les prix orientés plutôt à la hausse (à l'exception de ceux des dindes qui fléchissent de 12,1 % en 2022) soutiennent la dynamique de la production de l'exercice des élevages

français spécialisés en volailles : +2,8 % entre 2021 et 2022. La valeur ajoutée moyenne de ces derniers est quasi stable (+0,8 %). Les subventions d'exploitation et les indemnités d'assurance perçues ont nettement augmenté en 2022 (respectivement +109,7 % et +44,8 %) en raison de l'épizootie. Au total, l'EBE par ETP non salarié a crû de 30,3 % sur un an pour atteindre 97 520 € en 2022.

2. La dispersion et la variabilité des résultats en 2022

L'indicateur de résultat analysé plus en détail dans ce rapport est l'EBE rapporté au nombre d'actifs non salariés, ce dernier étant exprimé en ETP. Avec un nombre moyen d'actifs non salariés par exploitation de 1,37 en 2022, l'EBE par ETP non salarié s'élève à 84 080 € toutes orientations de production confondues, en progression de 16,9 % (après une hausse déjà marquée de 27,9 % entre 2020 et 2021). Il s'établit ainsi à un niveau historiquement haut : le plus haut depuis 1990, nettement supérieur donc à la moyenne portant sur les 20 dernières années (57 920 €) (*Graphique 2*).

Graphique 2 - Évolution de l'EBE par ETP non salarié par orientation productive, en milliers d'euros 2022



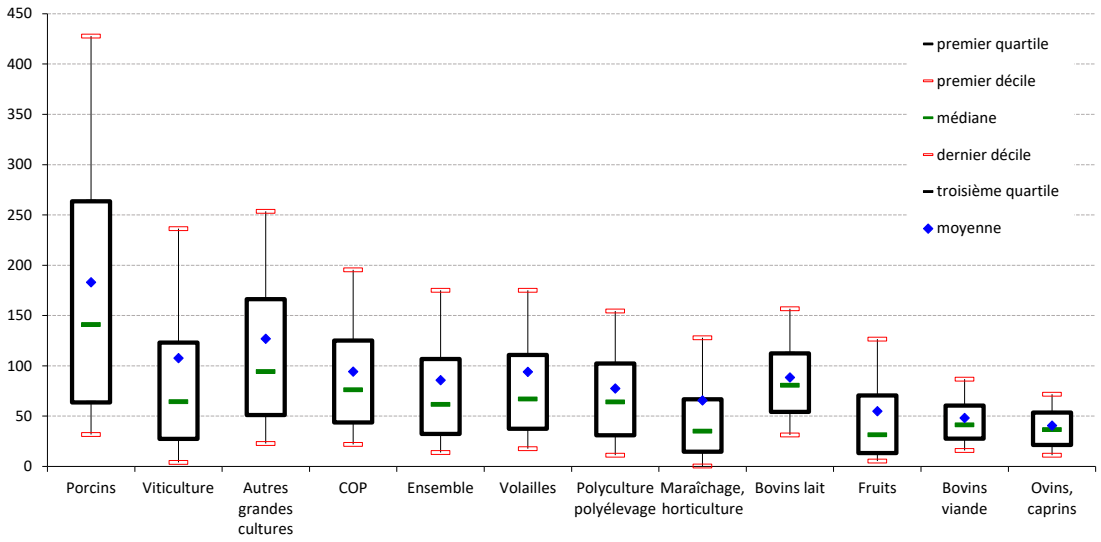
Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)
Source : SSP RICA 1990 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Depuis 2005, les évolutions de l'EBE par ETP non salarié connaissent de fortes variations pour les céréales, les oléoprotéagineux, les cultures industrielles et les exploitations en polyculture-polyélevage. Celles-ci s'expliquent notamment par les fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux et les épisodes climatiques exceptionnels qui affectent les récoltes. Pour les mêmes raisons, les résultats des autres productions végétales (viticulture, arboriculture et, dans une moindre mesure, maraîchage) peuvent également varier d'une année sur l'autre, mais, bien souvent, dans des proportions moindres. En production animale, les cycles sont particulièrement marqués pour les élevages porcins, avec des cours mondiaux de la viande porcine très sensibles à la confrontation saisonnière de l'offre et de la demande mondiales sur un marché peu régulé. Le faible taux de marge (rapport entre l'EBE et le chiffre d'affaires) caractérisant cette filière amplifie l'impact de la fluctuation des prix au niveau du résultat. Les résultats des filières bovines, ovines et caprines connaissent des évolutions nettement moins marquées.

La distribution des résultats montre d'importantes disparités de situations entre exploitations. La moitié des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à 61 650 € *(Graphique 3)*. La médiane du RCAI par ETP non salarié se situe quant à elle à 37 760 € (*Annexes, Graphique E*). Pour un quart des exploitations, l'EBE par ETP non salarié est inférieur à 32 310 € (1er quartile). A l'inverse, en haut de la distribution, un autre quart des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à 106 680 € (3eme quartile), soit un rapport interquartile de 3,3 (3eme quartile/1er quartile). Pour 10 % des exploitations, l'EBE par actif non salarié est en-deçà de 13 890 € (1er décile). A l'inverse, en haut de la distribution, un autre dixième des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à

175 040 €, soit un rapport interdécile de 12,6.

Graphique 3 - Dispersion de l'EBE par ETP non salarié par orientation en 2022, en milliers d'euros



Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Toutes orientations confondues, 3,5 % des exploitations ont un EBE négatif, proportion stable par rapport à 2021. Ce ratio est 3,5 fois plus élevé parmi les exploitations maraîchères (12,3 %) et 2,3 fois plus important au sein des structures viticoles (8,3 %). 27,7 % de ces exploitations (soit 1,0 % de l'ensemble des exploitations) avaient déjà un EBE négatif en 2021.

Dans la continuité des années précédentes, les dispersions de résultats sont plus faibles parmi les élevages d'herbivores, qui présentent une moindre diversité dans la valorisation des produits. Ainsi, en orientations ovins-caprins et bovins viande, les écarts interquartiles (3eme quartile – 1er quartile) de l'EBE par ETP non salarié ne sont respectivement que de 32 150 € et de 32 770 € (rapports interquartiles respectifs de 2,5 et de 2,2). Ces écarts sont bien plus élevés au sein des élevages porcins (200 030 €) et des structures viticoles (95 920 €), les rapports interquartiles étant respectivement de 4,2 et de 4,5.

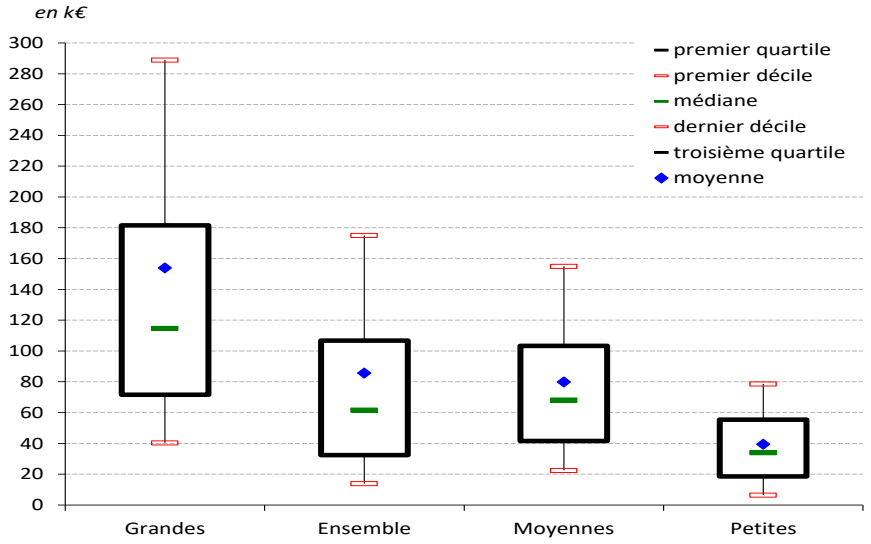
La distribution des évolutions 2021-2022 de résultats par structure montre également une certaine hétérogénéité. Ainsi, en productions porcines, la hausse des résultats entre 2021 et 2022 est plus marquée que dans les autres filières : 88,0 % des structures ont observé une augmentation de leur EBE et, pour 77,4 %, il s'agit même d'une croissance de plus de 30 % de leur résultat *(Annexes, Tableau C)*. À l'inverse, 2022 est une année de fort repli pour de nombreuses structures horticoles et maraîchères : 63,1 % d'entre elles ont connu une baisse d'EBE, 32,5 % ont même vu leur EBE se réduire de plus de 30 % *(Annexes, Tableau D)*. Les éleveurs de bovins, de volailles et d'ovins-caprins connaissent des évolutions moins contrastées de leurs résultats d'une année sur l'autre. Sur les 10 dernières années, les proportions des exploitations de ces Otex dont l'EBE fluctue de plus de +30 % ou de moins de -30 % entre deux années consécutives dépassent rarement les 25 %.

Les différences de taille entre exploitations expliquent en partie les disparités observées, l'EBE par actif non salarié étant en moyenne plus élevé dans les plus grandes exploitations. Un peu plus d'un tiers des exploitations agricoles dans le champ du RICA (donc pour rappel, hors exploitations en deça des seuils de PBS requis pour entrer dans le RICA) affiche une production brute standard (PBS) inférieure à 100 000 €, alors qu'un peu plus d'un quart présente une PBS supérieure à 250 000 €. Pour les plus grandes exploitations, l'EBE par ETP non salarié s'établit en moyenne en 2022 à 135 280 €, soit 1,8 fois celui des exploitations de taille intermédiaire (PBS entre 100 000 € et 250 000 €) et près de 3,7 fois celui des petites exploitations (*Tableau 3 et graphique 4*). La croissance de l'EBE moyen par ETP non salarié avec la catégorie de taille économique des exploitations se vérifie pour toutes les Otex. Néanmoins, il existe une grande dispersion de l'EBE par ETP non salarié, y compris à l'intérieur des catégories de taille économique : le rapport interquartile est de 2,5 au sein des grandes et des moyennes exploitations et de 3,0 au sein des petites.

Tableau 3 et graphique 4 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié en fonction de la taille économique des exploitations

	Taille économique des exploitations en PBS[1]							
	Petites (Inf. à 100 000 €)		Moyennes		Grandes (Sup. à 250 000 €)		Ensemble	
	% exploitations	EBE / ETP non salarié (en €)	% exploitations	EBE / ETP non salarié (en €)	% exploitations	EBE / ETP non salarié (en €)	Nombre exploitations	EBE / ETP non salarié (en €)
Céréales et oléoprotéagineux	50,5	52 683	40,6	109 145	8,9	174 082	48 140	91 597
Grandes cultures	26,1	40 775	37,2	101 422	36,7	186 854	24 283	124 316
Maraîchage et horticulture	43,8	27 684	26,2	44 130	30,1	112 052	13 298	61 798
Viticulture	18,6	29 075	47,8	64 396	33,6	182 012	44 240	104 362
Fruits et autres cultures permanentes	43,7	28 688	27,5	40 001	28,9	96 306	11 240	53 842
Bovins lait	11,1	34 019	49,1	73 108	39,8	108 212	34 545	88 017
Bovins viande	59,8	33 619	34,7	57 896	5,5	83 971	34 819	48 041
Ovins, caprins et autres herbivores	65,6	31 545	27,3	48 040	7,1	69 072	18 573	41 260
Porcins, volaille et autres granivores	8,7	35 462	24,6	52 502	66,7	141 431	17 580	117 075
Polyculture, polyélevage	36,5	31 696	33,4	70 806	30,0	118 348	34 459	78 447
Ensemble	**35,1**	**36 799**	**37,9**	**73 075**	**26,9**	**135 284**	**289 005**	**84 076**

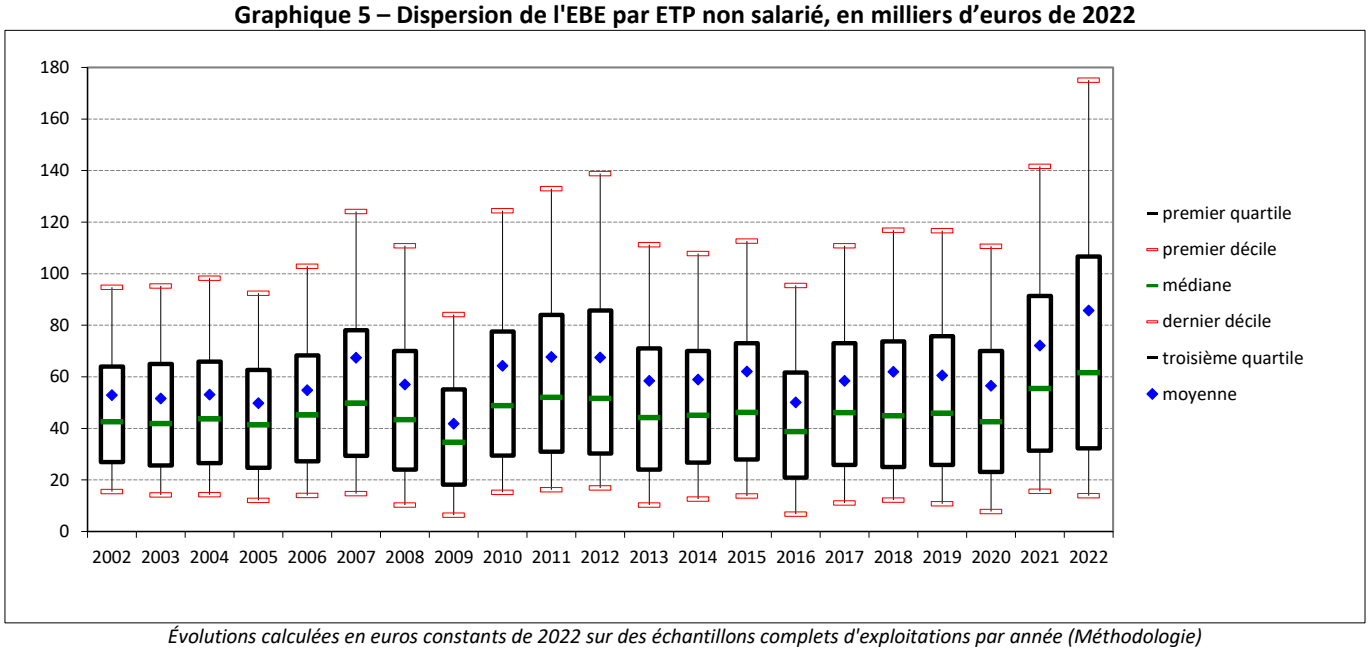
1. Production brute standard



Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

La dispersion des résultats a tendance à augmenter en période de hausse des prix des productions agricoles et des consommations intermédiaires et, à l'inverse, à diminuer en phase de baisse des prix. La dispersion s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis entre 2009 et 2012 *(Graphique 5 et Annexes, Graphique F pour le RCAI par ETP non salarié)*. Entre 2013 et 2020, la dispersion a été relativement stable. Elle a fortement augmenté en 2021 et 2022 et atteint des niveaux record : l'écart interquartile atteint 74 370 € en 2022, soit une progression de 24,0 % par rapport à l'année précédente (après une progression de près de 28 % entre 2020 et 2021). Cet écart en 2022 est 53,5 % plus élevé que la moyenne calculée sur la dernière décennie (2012-2021).

Graphique 5 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié, en milliers d'euros de 2022



Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)
Source : SSP RICA 2002 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

3. L'évolution de la forme juridique des exploitations

Depuis 40 ans, la proportion d'exploitations individuelles est en diminution quasi-constante, avec en parallèle une croissance de la part des exploitations agricoles de forme sociétaire (notamment EARL et GAEC). En 2022, les formes sociétaires représentent 54,9 % des exploitations de France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion sur le champ du RICA (*Tableau 4*). Elles reçoivent 68,9 % des subventions et réalisent 75,7 % de la production brute.

Tableau 4 – Répartition des exploitations, de la production, SAU, emploi et subventions par statut juridique

Forme juridique	Nombre d'exploitations (en %)	Production brute (en %)	Subventions (en %)	SAU (en %)	ETP (en %)
Exploitations individuelles	**45,1**	**24,3**	**31,1**	**31,2**	**28,5**
Sociétés	**54,9**	**75,7**	**68,9**	**68,8**	**71,5**
dont GAEC	*16,9*	*26,6*	*32,2*	*29,4*	*24,1*
dont EARL	*29,2*	*35,3*	*28,6*	*30,8*	*33,9*
dont Autres sociétés	*8,8*	*13,8*	*8,1*	*8,6*	*13,5*

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

L'EBE par ETP non salarié généré par les exploitations en société est, quelle que soit l'orientation productive, supérieur à celui des exploitations individuelles *(Tableau 5)*. Les écarts les plus élevés sont observés en maraîchage/horticulture et en filières granivores, avec un EBE par ETP non salarié moyen des formes sociétaires supérieur de plus de 75 % à celui des formes individuelles.

Tableau 5 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié en fonction de la structure juridique des exploitations

	Formes juridiques des exploitations					
	Exploitations individuelles		Sociétés		Ensemble	
	% exploitations	EBE / ETP non salarié	% exploitations	EBE / ETP non salarié	Nombre exploitations	EBE / ETP non salarié
Céréales et oléoprotéagineux	48,6	81 147	51,4	98 747	48 140	91 597
Grandes cultures	43,0	86 557	57,0	143 647	24 283	124 316
Maraîchage et horticulture	47,1	40 970	52,9	73 797	13 298	61 798
Viticulture	45,2	78 655	54,8	119 107	44 240	104 362
Fruits et autres cultures permanentes	48,9	40 404	51,1	62 499	11 240	53 842
Bovins lait	29,6	70 830	70,4	91 832	34 545	88 017
Bovins viande	59,8	41 061	40,2	54 226	34 819	48 041
Ovins, caprins et autres herbivores	56,7	35 782	43,3	44 882	18 573	41 260
Porcins, volaille et autres granivores	34,2	74 654	65,8	130 614	17 580	117 075
Polyculture, polyélevage	44,0	57 957	56,0	87 608	34 459	78 447
Ensemble	**45,1**	**63 360**	**54,9**	**94 461**	**289 005**	**84 076**

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Au-delà de l'orientation productive, le revenu brut est également lié au niveau des engagements financiers des détenteurs de l'exploitation. Les 20,2 % des exploitations qui engagent moins de 100 000 € de fonds propres génèrent en moyenne 5,8 fois moins de revenu par non-salarié que les 32,6 % d'exploitations qui en engagent plus de 350 000 €. La répartition des exploitations agricoles par classes de capitaux propres fait apparaître une proportion globalement croissante de formes sociétaires avec la valeur des capitaux propres (*Tableau 6*). Ainsi, 72,2 % des structures disposant de capitaux propres supérieurs à 350 000 € sont des sociétés.

Cette corrélation entre valeur des capitaux propres et statut de l'entreprise est d'autant plus remarquable qu'elle est limitée par le fait que beaucoup d'exploitations sous forme sociétaire choisissent de faire sortir le foncier des fonds propres de l'exploitation, ce que permet la séparation entre patrimoine privé et professionnel. La société verse alors un loyer de fermage à ses non-salariés. Les terrains ne constituent ainsi que 2,4 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 21,0 % de celui des structures individuelles.

Tableau 6 – EBE par classe de capitaux propres et par statut juridique

	Classes de capitaux propres											
	moins de 100 k€			100 - 200 k€			200 - 350 k€			plus de 350 k€		
Forme juridique	Nombre d'exploitations	Répartition des exploitations (en %)	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	Répartition des exploitations (en %)	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	Répartition des exploitations (en %)	EBE / ETP non salarié	Nombre d'exploitations	Répartition des exploitations (en %)	EBE / ETP non salarié
Exploitations individuelles	**31 768**	**54,4**	**31 961**	**35 565**	**55,8**	**50 233**	**36 872**	**50,7**	**62 757**	**26 215**	**27,8**	**118 901**
Sociétés	**26 581**	**45,6**	**39 722**	**28 209**	**44,2**	**56 304**	**35 835**	**49,3**	**72 311**	**67 960**	**72,2**	**131 731**
dont GAEC	*3 835*	*6,6*	*39 279*	*5 553*	*8,7*	*50 117*	*11 399*	*15,7*	*59 304*	*28 105*	*29,8*	*97 849*
dont EARL	*18 048*	*30,9*	*43 052*	*17 904*	*28,1*	*60 537*	*19 868*	*27,3*	*84 714*	*28 515*	*30,3*	*162 547*

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En proportion, on constate que les sociétés sont plus nombreuses (21,3 %) à vendre au détail (c'est-à-dire, au sens du RICA, vendre directement au consommateur final ou avec un seul intermédiaire), que les exploitations individuelles (16,5 %). On note aussi que les GAEC sont traditionnellement davantage présents dans les filières d'élevages et deux fois plus nombreux à transformer leur production agricole que les structures individuelles *(Tableau 7)*.

Tableau 7 – Exploitations transformant ou commercialisant au détail une partie de leur production par statut juridique

Forme juridique	Exploitations vendant au détail (en %)	Exploitation faisant de la transfomation (en %)
Exploitations individuelles	16,46	4,98
Sociétés	21,28	6,83
dont GAEC	*20,73*	*8,79*
dont EARL	*20,73*	*6,84*

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

4. Les subventions d'exploitation en 2022

La mise en œuvre de la nouvelle programmation de la Politique agricole commune (PAC) ayant été différée à 2023, les règles de la PAC 2015-2020 ont été prolongées pour deux années supplémentaires. Ainsi, tout comme l'ensemble des aides couplées et des subventions relatives au développement rural (dont l'ICHN et les MAEC font partie), l'aide découplée est maintenue en 2022 avec ses quatre volets : paiement de base (adossé à un droit à paiement de base, dit DPB), paiement vert, paiement redistributif et paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. Le paiement vert continue d'être conditionné au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). En majorant les 52 premiers hectares de chaque exploitation, le paiement redistributif permet, quant à lui, d'accroître le soutien aux petites exploitations.

Dans ce contexte, les montants moyens de subventions des premier et second piliers de la PAC sont assez stables entre 2021 et 2022 : 32 440 € en moyenne par bénéficiaire en 2022 contre 32 670 € en 2021 (*Tableau 8*). À l'inverse, la part des subventions d'exploitation qui ne relèvent pas de la PAC (aides de crise, calamités agricoles et autres subventions publiques nationales) est en forte hausse. En 2022, les montants moyens de ces subventions atteignent 7 150 € par bénéficiaire en moyenne, contre 6 380 € en 2021, soit +12,1 %. Elles représentent 18,1 % du total des

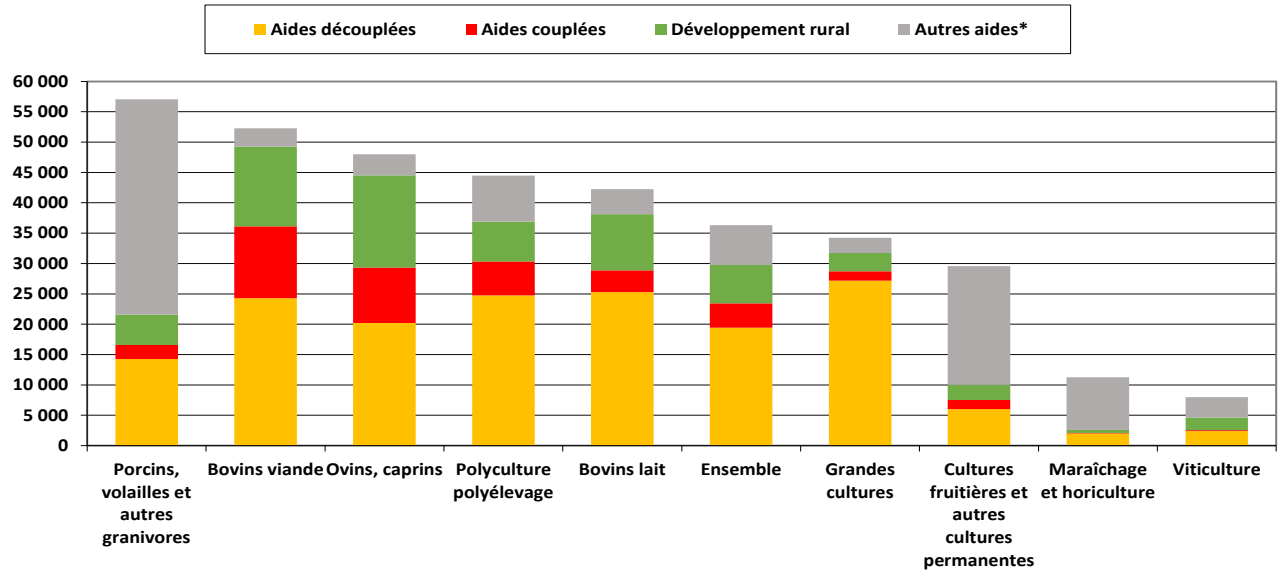
subventions perçues par les exploitations en 2022, contre 15,3 % en 2021 et 10,4 % en 2020 (*Graphique 6*). Cette hausse s'explique principalement par la croissance des montants d'indemnisations au titre des calamités agricoles (+74,4 % entre 2021 et 2022) et par celle des autres subventions publiques nationales, comme les indemnisations au titre de l'influenza aviaire, le plan de sauvegarde de la filière porcine décidé à la suite de la crise de 2021 ou les soutiens aux éleveurs liés au plan de résilience dans le contexte de la guerre en Ukraine. Les subventions d'exploitation représentent 12,1 % des produits courants des exploitations bénéficiaires en 2022, contre 13,5 % en 2021.

Tableau 8 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles bénéficiaires, par orientation productive, en euros 2022

Orientation technique	Part de bénéficiaires de subventions (en %)	Par bénéficiaire d'au moins une subvention							
		Montant total de subvention d'exploitation (en €)	Evol. (%) 22/21	dont premier pilier (en €)	Evol. (%) 22/21	dont second pilier (en €)	Evol. (%) 22/21	dont autres aides (en €)	Evol. (%) 22/21
Porcins	96%	72 941	160,3	16 828	-8,0	1 939	-9,6	54 174	616,4
Volailles	85%	56 592	97,0	12 412	-11,7	7 882	6,0	36 297	406,7
Bovins viande	100%	52 281	-2,8	36 117	-1,7	13 143	-2,7	3 021	-14,9
Ovins et caprins	100%	47 783	-1,6	29 248	-1,9	15 093	-5,7	3 442	25,6
Polyculture, polyélevage, autres	98%	45 606	4,4	31 087	-0,2	6 730	-15,2	7 789	71,2
Bovins lait	100%	42 248	1,3	28 894	-1,9	9 229	-2,7	4 124	60,1
Total	92%	**39 586**	**1,4**	**25 544**	**0,0**	**6 896**	**-3,3**	**7 146**	**12,1**
Fruits et autres cultures permanentes	84%	35 229	-20,3	8 941	-2,5	2 983	-1,5	23 305	-27,0
Autres grandes cultures	98%	34 626	-2,0	26 965	-1,9	2 659	-23,6	5 001	14,6
Céréales et oléoprotéagineux	100%	34 379	-1,7	29 843	-2,1	3 233	-4,9	1 302	20,5
Maraîchage - Horticulture	59%	19 246	14,4	3 571	-0,7	882	1,1	14 793	18,6
Viticulture	69%	11 542	-48,5	3 664	14,1	3 028	37,2	4 849	-71,5

Les subventions d'exploitation sont enregistrées ici au titre de la campagne en cours (Méthodologie)
Le premier pilier de la PAC regroupe les aides découplées et couplées, tandis que le second pilier correspond aux dispositifs relevant du développement rural.
Source : SSP RICA 2021 et 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Graphique 6 – Montant moyen des subventions d'exploitation par exploitation accordées au titre de la campagne 2022



** La catégorie "Autres aides" comporte notamment les aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles et les autres aides publiques nationales.*

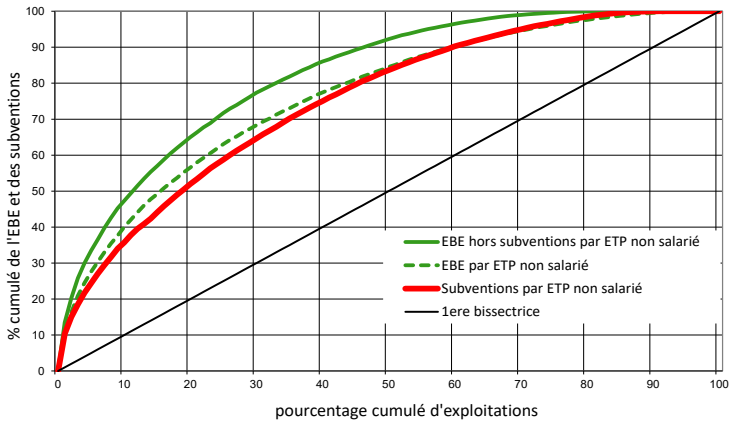
Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.
Champ : Ensemble des exploitations (bénéficiaires ou non d'une aide)

Les exploitations spécialisées en COP et autres grandes cultures perçoivent en 2022 des montants moyens de subventions de respectivement 34 380 € et 34 630 €. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficie également de soutiens publics en 2022 : 52 280 € en moyenne pour les éleveurs de bovins viande, 47 780 € pour les éleveurs d'ovins-caprins et 42 250 € pour ceux de bovins lait. Les maraîchers-horticulteurs et les viticulteurs sont quant à eux bien moins nombreux à bénéficier de subventions d'exploitation : seulement 58,6 % des structures en perçoivent pour les premiers et 69,3 % pour les seconds. Ils sont en outre les moins subventionnés, avec des montants moyens respectifs de 19 250 € et de 11 540 € en 2022 par exploitation bénéficiaire. Les indemnisations

2022 au titre des aides nationales (grippe aviaire et plan de sauvegarde pour les porcins) ont conduit à de fortes augmentations de montants moyens de subventions dans deux autres secteurs traditionnellement moins aidés : +160,3 % en élevages porcins et +97,0 % en filière volailles.

Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats entre les différentes productions. Elles sont réparties de façon plus équilibrée entre exploitations agricoles que l'EBE par ETP non salarié hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat, ce qu'illustrent les courbes de Lorenz de l'EBE par ETP non salarié avant et après subventions (*Graphique 7*).

Graphique 7 - Mesure des concentrations de l'EBE par ETP non salarié, avant et après subventions en 2022



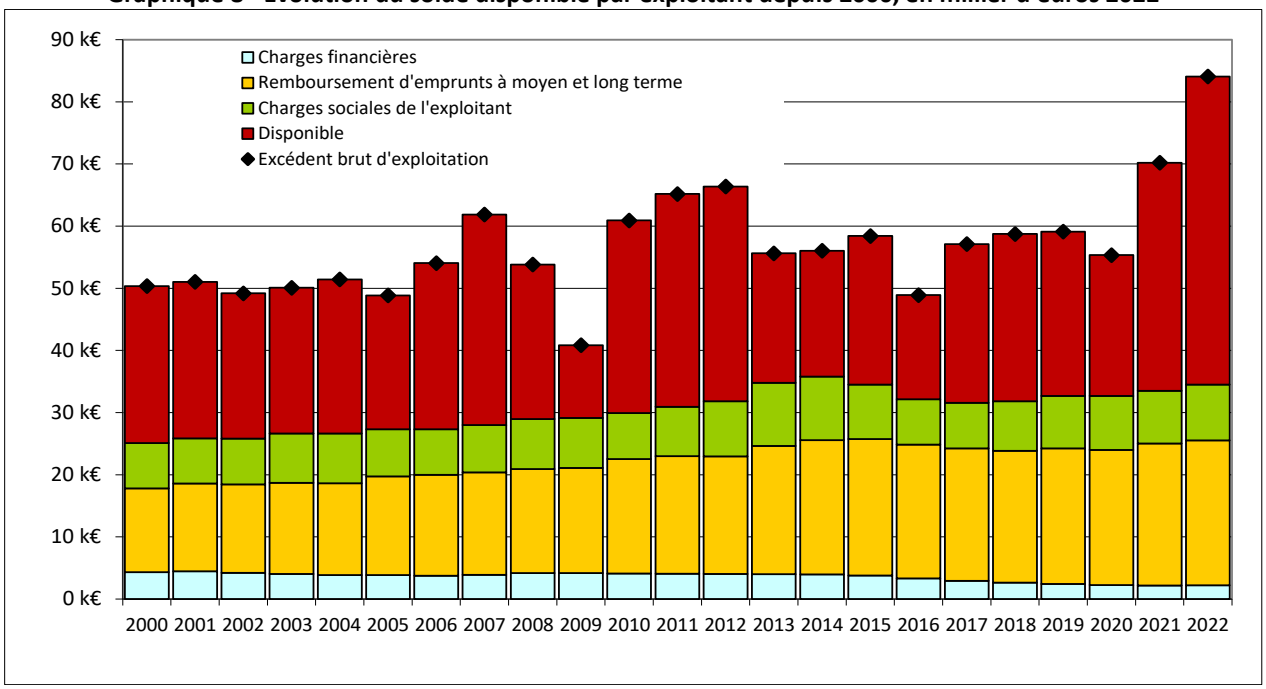
Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'analyser la répartition d'une grandeur (ici l'EBE par ETP non salarié) dans une population. Plus la courbe d'une variable est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2022, les 30 % d'exploitations agricoles ayant l'EBE par ETP non salarié le plus élevé (qui représentent 68,3 % de l'EBE par ETP non salarié total) se partagent 64,6 % du total des subventions octroyées par actif non salarié.

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

5. La situation financière des exploitations agricoles

Après le net rebond des résultats économiques de 2021, la campagne 2022 conduit à une nouvelle progression importante des ressources disponibles. Une fois les annuités d'emprunts (capital et intérêts dus) à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE (*Méthodologie*), le solde disponible par actif non

Graphique 8 - Évolution du solde disponible par exploitant depuis 2000, en millier d'euros 2022



**Série en euros constants de 2022 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)*
Source : SSP RICA 2000 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

salarié atteint en 2022 une moyenne de 49 580 €. Cette valeur est en hausse de 30,0 % par rapport à 2021, après une l'augmentation de 59,9 % relevée entre 2020 et 2021 (*Graphique 8)*.

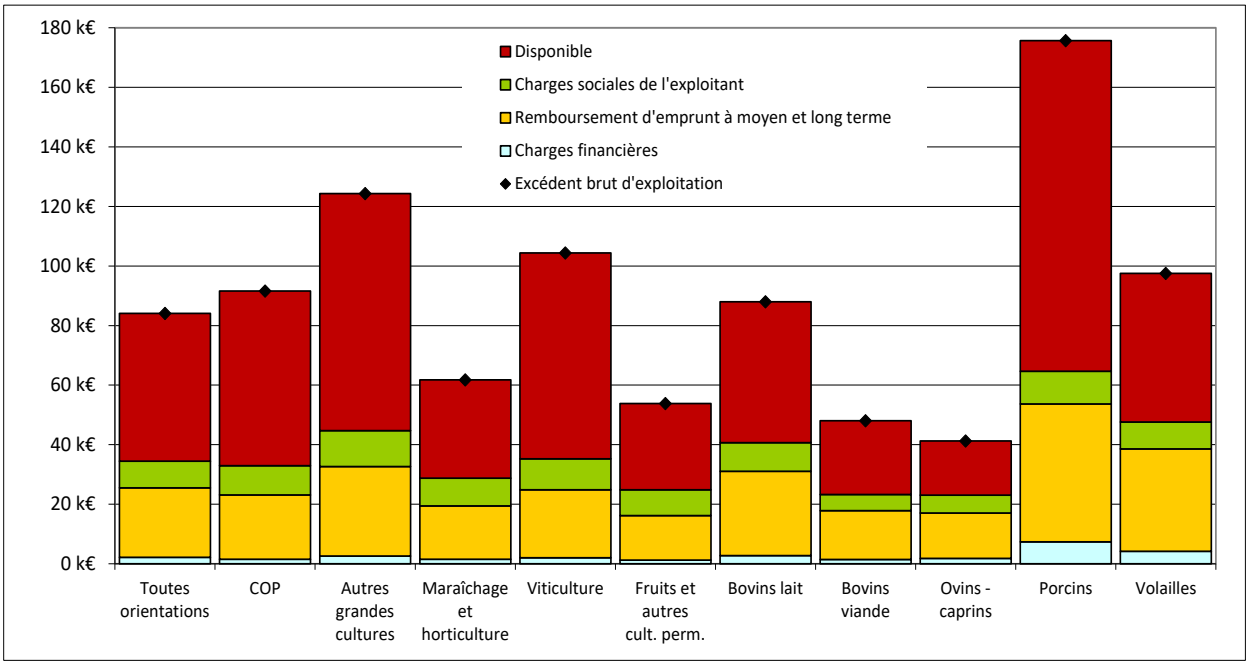
Ce disponible permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (autofinancement pouvant être complété par un éventuel recours à l'emprunt). Il dépasse donc en 2022 le niveau historiquement élevé de 2021, déjà supérieur aux points hauts observés entre 2010 et 2012.

Après avoir tendanciellement augmenté depuis le début des années 2000 jusqu'à une certaine stabilisation entre 2015 et 2019, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme repartent à la hausse depuis 2020. Ils s'établissent en 2022 à 23 330 € par exploitant, en hausse de 1,2 % entre 2021 et 2022. Avec 8 960 € en moyenne, les charges sociales de l'exploitant augmentent de 6,0 % par rapport à 2021. Cela s'explique par la substitution de revenus 2018 par des revenus 2021 plus importants dans le calcul des charges 2022 (calcul fondé sur la moyenne des revenus des trois années précédentes).

Le disponible varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. 2022 est une année avec un disponible élevé pour les éleveurs de porcins, les viticulteurs et les producteurs de grandes cultures autres que les COP qui dégagent respectivement des disponibles moyens de 111 010 €, 79 570 € et 69 100 € par ETP non salarié *(Graphique 9)*. Les structures d'élevages porcins connaissent une multiplication par 10 de leur disponible moyen entre 2021 et 2022.

A contrario, en raison d'une année 2022 particulièrement sèche, les producteurs de fruits voient leur disponible par ETP non salarié diminuer de 40,7 %, tandis que celui des éleveurs d'ovins-caprins recule de 19,4 % entre 2021 et 2022. Les moyennes 2022 au sein de ces deux Otex s'établissent respectivement à 28 970 € et 18 240 €.

Graphique 9 – Solde disponible par exploitant en 2022 par orientation productive



Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Toutes orientations confondues, les prélèvements privés (prélèvements sur le résultat de l'exploitation effectués par l'exploitant au cours de l'exercice), nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'établissent à 35 080 € en moyenne par exploitant. Ils progressent de 14,3 % par rapport à 2021. Les céréaliculteurs et producteurs d'oléoprotéagineux augmentent leurs prélèvements privés de 50,1 % et les éleveurs de bovins viande de 36,0 %, tandis que les horticulteurs, les éleveurs de volailles et d'ovins-caprins les réduisent respectivement de 24,0 %, 16,2 % et 9,9 %.

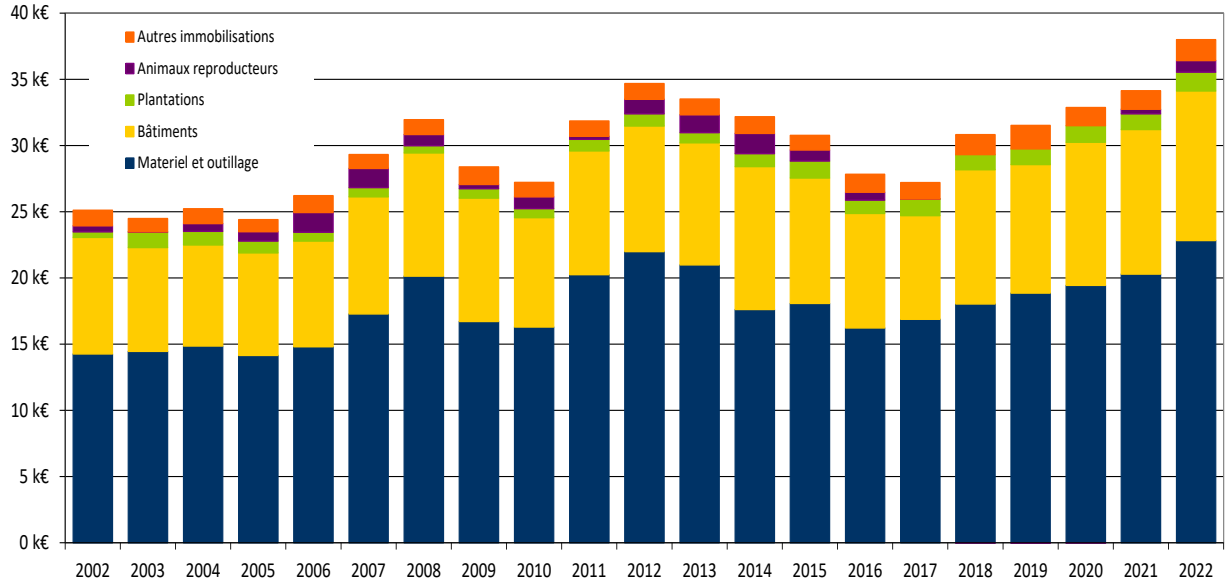
Depuis 2018, les investissements agricoles repartent à la hausse, interrompant une période de décroissance amorcée en 2012. Avec une moyenne de 37 990 €, le total des investissements de 2022 dépasse ainsi le niveau record de 2012 (*Graphique 10*). En 2022, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 47 350 € (+12,4 % par rapport à 2021) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 10 240 € (+23,0 %).

La hausse des investissements par rapport à 2021 (deux fois plus forte que celle observée entre 2021 et 2022) s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements en matériel et outillage (+12,5 %), poste qui demeure le plus important pour l'ensemble des exploitations agricoles (60,1 % en moyenne de la totalité des investissements) devant ceux portant sur les bâtiments[2] (29,7 %). Dans tous les types d'élevage, les exploitants augmentent leurs investissements en animaux reproducteurs (moyenne de 880 € en 2022). De même, les investissements 2022 en plantations progressent de 19,2 % par rapport à 2021 dans les exploitations à orientation végétale.

Les secteurs granivores mixte, ovins-caprins et céréales-oléoprotéagineux sont ceux qui ont le plus augmenté leur niveau moyen d'investissement en 2022 (respectivement +63,5 %, +32,9 % et +30,9 % par rapport à 2021). À l'inverse, les structures de productions horticoles et maraîchères ont connu entre 2021 et 2022 les plus fortes baisses : -44,2 % pour les premières et -34,4 % pour les secondes.

En valeur, ce sont, cette année encore, les élevages porcins qui affichent le plus haut niveau d'investissement (73 150 €), loin devant les élevages laitiers de bovins (59 120 €). À l'opposé, les élevages en bovins viande ont en 2022 le niveau d'investissement le plus faible de toutes les orientations productives (22 360 €).

Graphique 10 - Évolution des montants moyens d'investissement par poste depuis 2002, en euros 2022

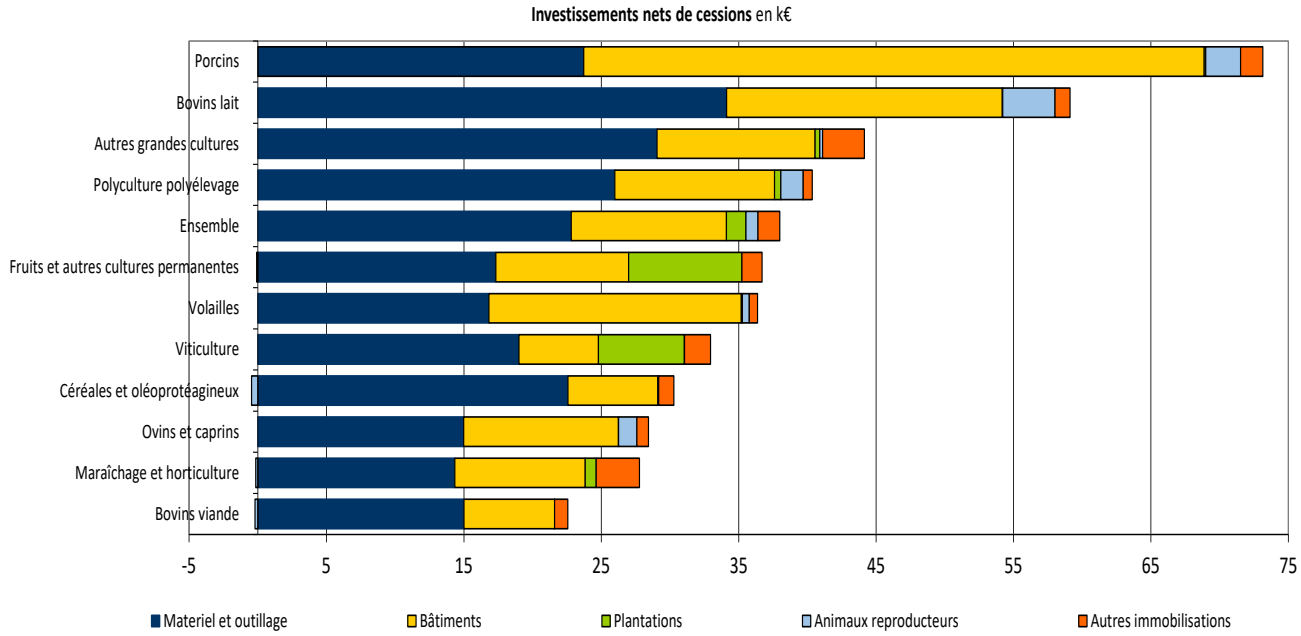


Source : SSP RICA 2002 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Au-delà du niveau d'investissement, la composition des investissements dépend également beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Ainsi, les investissements de la filière porcine portent, comme chaque année, davantage sur les bâtiments (61,7 % du total des investissements hors foncier) que sur le matériel et l'outillage (32,4 % de l'ensemble). Les investissements des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'orientent essentiellement sur le matériel et outillage (75,7 % du total des investissements). En viticulture et dans les filières de fruits et d'autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont logiquement plus importants : ils représentent respectivement 19,0 % et 22,5 % de leurs investissements en 2022 *(Graphique 11)*.

[2] *Poste d'investissement concernant en fait toutes les constructions, ce qui inclut, au-delà des bâtiments, les installations spécialisées qui leur sont liées fonctionnellement (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...).*

Graphique 11 - Niveaux d'investissement moyens par exploitation en 2022 présentés par poste, selon l'orientation productive



Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En 2022, 76,8 % des exploitations agricoles ont réalisé des investissements : 69,2 % dans du matériel et 30,1 % dans des bâtiments. Ce sont globalement dans les filières viticoles, de polyculture-polyélevage et celles d'élevages d'herbivores (à l'exception des structures en bovins viande) que se concentrent les exploitations ayant investi *(Tableau 9)*.

Tableau 9 – Proportions des exploitations ayant investi en 2022

	Structures ayant investi	Structures ayant investi dans du matériel	Structures ayant investi dans des bâtiments
	Part effectif (en %)	Part effectif (en %)	Part effectif (en %)
Céréales et oléoprotéagineux	71,2	64,1	21,2
Autres grandes cultures	72,1	65,1	26,4
Maraîchage	70,2	58,9	31,1
Horticulture	74,0	59,0	38,8
Viticulture	78,7	68,3	25,1
Fruits et autres cultures permanentes	74,0	61,7	27,0
Bovins lait	85,8	81,1	41,6
Bovins viande	72,2	69,2	24,6
Bovins mixtes	86,7	83,5	43,3
Ovins et caprins	79,5	68,7	38,0
Porcins	76,3	64,3	46,0
Volailles	74,3	63,8	36,7
Polyculture polyélevage	79,7	72,4	30,8
Ensemble	**76,8**	**69,2**	**30,1**

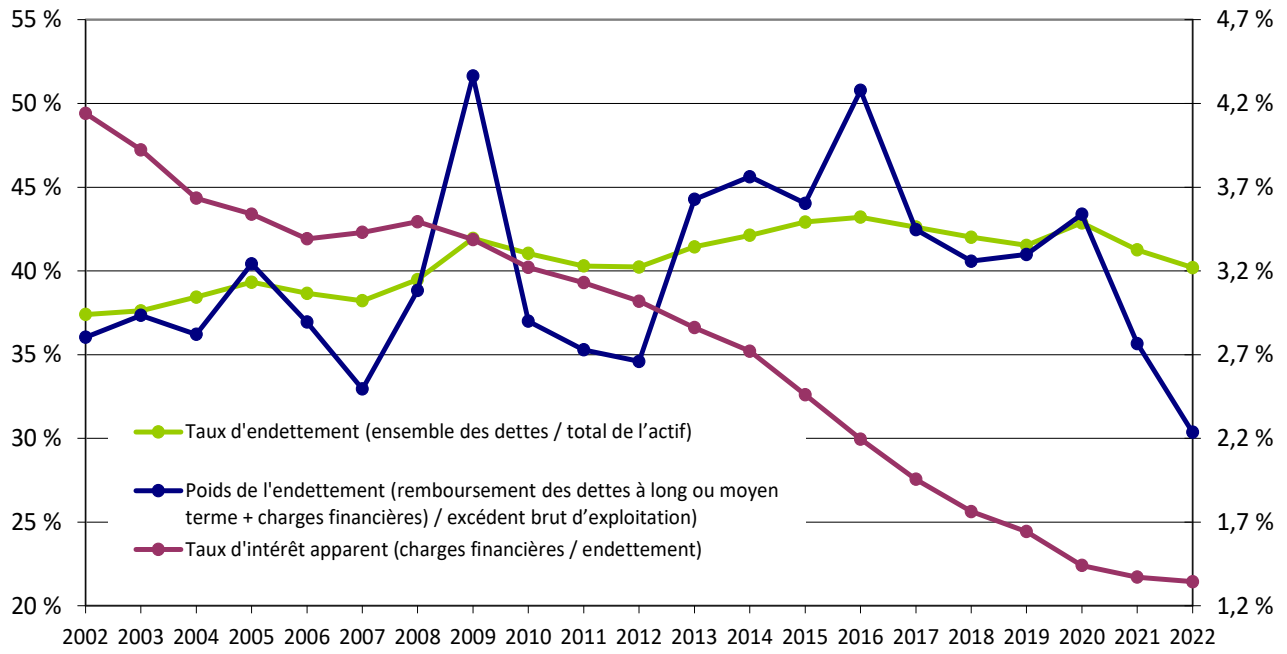
Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Après le rebond de 2020, on observe depuis 2021 un retour à des tendances baissières pour les indicateurs d'endettement moyen des exploitations agricoles françaises, dans la continuité de la tendance décroissante observée depuis 2016. Pour autant, l'endettement total des exploitations s'élève en moyenne à 225 580 €, marquant une progression de 3,4 % par rapport à 2021.

Le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) s'établit à 40,2 %, en baisse de 1,1 point par rapport à 2021 *(Graphique 12)*. Avec la hausse globale des résultats en 2022, le poids de l'endettement dans l'EBE (dit autrement la charge de la dette, soit la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) recule toutes orientations productives confondues de 5,3 points pour atteindre 30,4 %.

En parallèle, la baisse des taux d'intérêt apparents, liée aux mesures de bonifications d'intérêts et à l'évolution des taux proposés par les banques ces dernières années, se poursuit et permet de contenir les charges financières à 3 030 € en moyenne (-3,1 % par rapport à 2021). Le niveau moyen de ce taux apparent s'établit en 2022 à 1,3 %. Il est en baisse constante depuis 2008 (-0,1 point entre 2021 et 2022), mais la diminution se fait à un rythme plus lent depuis 2018.

Graphique 12 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002

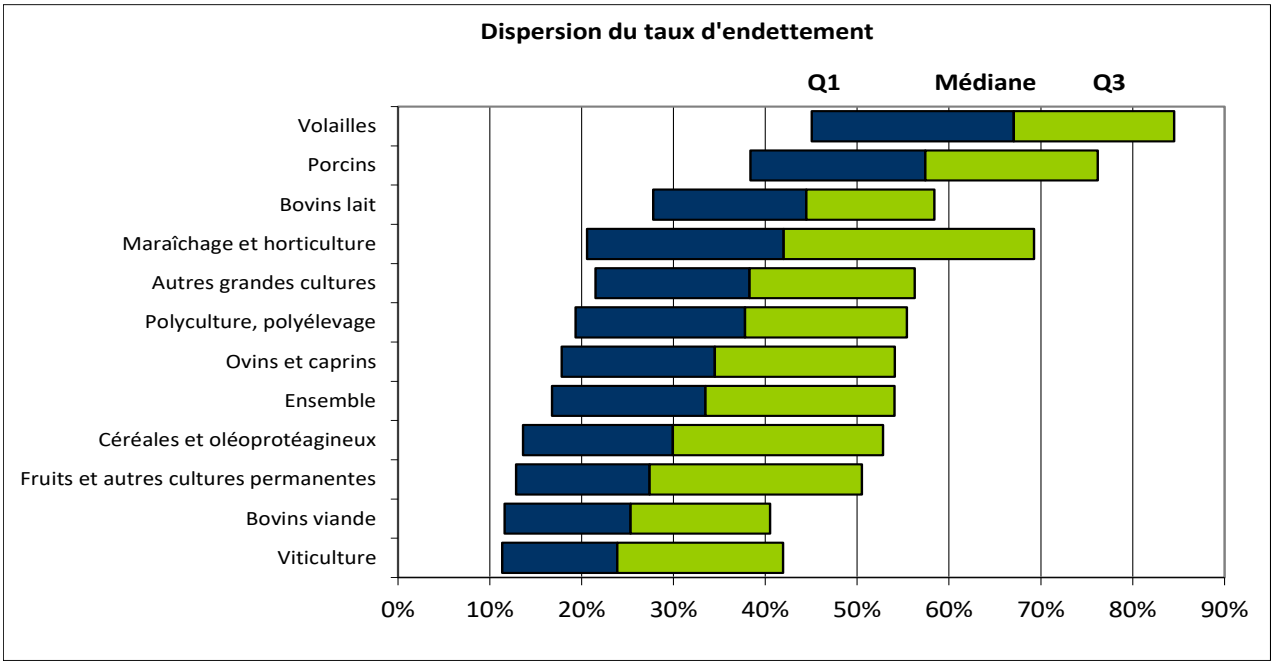


**Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)*
Sur ce graphique, le taux d'intérêt se réfère à l'axe de droite, tandis que les deux autres indicateurs se rapportent à celui de gauche.
Source : SSP RICA 2002 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Le montant moyen de l'endettement connaît une progression plus marquée entre 2021 et 2022 pour les exploitations spécialisées en COP (+8,2 %), les structures fruitières (+5,8 %) et les élevages de bovins mixte (+5,1 %), les élevages porcins conservant malgré tout le niveau le plus élevé de toutes les orientations productives (575 830 €). Les élevages de volailles et de bovins lait affichent également des montants moyens de dettes élevés (respectivement de 345 520 € et de 325 340 €). À l'inverse, on relève une baisse du total des dettes des exploitations maraîchères (-2,2 %), des élevages de volailles (-2,1 %) et des structures horticoles (-2,0 %). En 2022, ces dernières affichent même le niveau de dettes le plus faible avec une moyenne de 128 850 €.

La dispersion des taux d'endettement reste forte au sein de chaque orientation productive *(Graphique 13).* Le quart des exploitations céréalières ayant le taux d'endettement le plus élevé a des dettes représentant plus de 52,8 % de son actif en 2022 alors qu'à l'autre bout de la distribution, un autre quart affiche des dettes ne dépassant pas 13,6 % de l'actif. Cette dispersion est encore plus marquée pour les exploitations maraîchères et horticoles : le quart des exploitations ayant le taux d'endettement le plus élevé a des dettes à hauteur de plus de 69,3 % de l'actif alors que, pour un autre quart, ce ratio ne dépasse pas 20,6 %. Dans les élevages de bovins viande, les taux d'endettement demeurent a contrario faiblement dispersés (écart interquartile de 28,9 points seulement).

Graphique 13 – Indicateur de dispersion du taux d'endettement en 2022 par orientation productive



Q1 désigne le 1er quartile et Q3 le 3ème.

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif décline le patrimoine de l'exploitation et présente les moyens mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Il présente également les actifs circulants, essentiellement l'ensemble des biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer l'actif, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par les processus de production. Elle varie donc sensiblement d'une Otex à l'autre. En 2022, la valeur totale de l'actif d'une exploitation agricole toutes orientations confondues s'établit en moyenne à 561 120 € *(Graphique 14)*. Elle est composée à 54,1 % d'immobilisations et à 45,4 % d'actifs circulants (les 0,5 % restants constituant la régularisation de l'actif). Dans les exploitations d'élevages bovins, le niveau des immobilisations est relativement élevé (67,1 % en bovins lait et 66,7 % en bovins viande) et s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs en plus des bâtiments et matériels nécessaires à ce type d'activité. Les immobilisations ne représentent à l'inverse que 37,9 % en viticulture, avec toutefois une part significative en plantations (19,6 % du total de l'actif immobilisé) *(Annexes, Graphique B)*. La structure de l'actif circulant est également variable selon les orientations. Les systèmes viticoles se caractérisent par l'importance de leurs stocks en cours de vinification (64,8 % du total de leurs actifs circulants). Dans les élevages porcins ou bovins viande, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux non reproducteurs, qui représentent respectivement 42,9 % et 34,7 % de l'actif circulant.

Toutes orientations confondues, les actifs sont financés à hauteur de 59,8 % par des capitaux propres et de 40,2 % par des dettes. Avec 148 970 € en moyenne, les emprunts à long et moyen terme représentent 66,1 % de la dette totale. L'importance des capitaux propres est également conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer leurs stocks de vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (69,9 %). Il en est de même pour les élevages bovins (lait et viande). À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture, volailles et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'une part de financement sur capitaux propres aussi importante (38,4 % en élevages porcins et 46,4 % en maraîchage-horticulture).

Graphique 14 – Bilan à la clôture de l'exercice 2022, pour l'ensemble des exploitations, toutes orientations confondues

Détail de l'actif		Clôture en k€	Δ Clôture - Ouverture en k€	Δ Clôture - Ouverture %
Actif immobilisé	54%	**303,5**	**11,3**	**3,9%**
Terrain		44,3	2,1	5,1%
Aménagts, construct. et install. spécialisées		85,1	2,1	2,5%
Matériel		88,7	5,1	6,1%
Plantations		11,8	0,3	2,7%
Animaux reproducteurs		47,5	0,9	1,9%
Autres immobilisations		26,1	0,9	3,4%
Actifs circulants	45%	**255,0**	**34,9**	**15,8%**
Stocks		127,0	15,9	14,3%
Valeurs réalisables		64,1	10,5	19,5%
Valeurs disponibles		64,0	8,5	15,3%
Régularisation actif		**2,6**	**0,2**	**8,1%**
Total actif		**561,1**	**46,4**	**9,0%**

Détail du passif		Clôture en k€	Δ Clôture - Ouverture en k€	Δ Clôture - Ouverture %
Capitaux propres	60%	**335,3**	**39,1**	**13,2%**
Capital individuel initial		203,2	0,0	0,0%
Variation du capital initial		119,1	38,1	47,1%
Subventions d'investissement		12,9	0,9	7,9%
Dettes	40%	**225,6**	**7,4**	**3,4%**
Dettes à long ou moyen terme		149,0	3,7	2,6%
Emprunts à court terme		6,4	-0,2	-3,3%
Autres dettes financ. à - 1 an		11,5	0,2	1,6%
Dettes auprès de tiers		58,7	3,7	6,7%
Régularisation passif		**0,3**	**-0,1**	**-16,9%**
Total passif		**561,1**	**46,4**	**9,0%**

A. Circulant | BFR | P. Circul. | FR | Immobilisations | Capitaux permanents

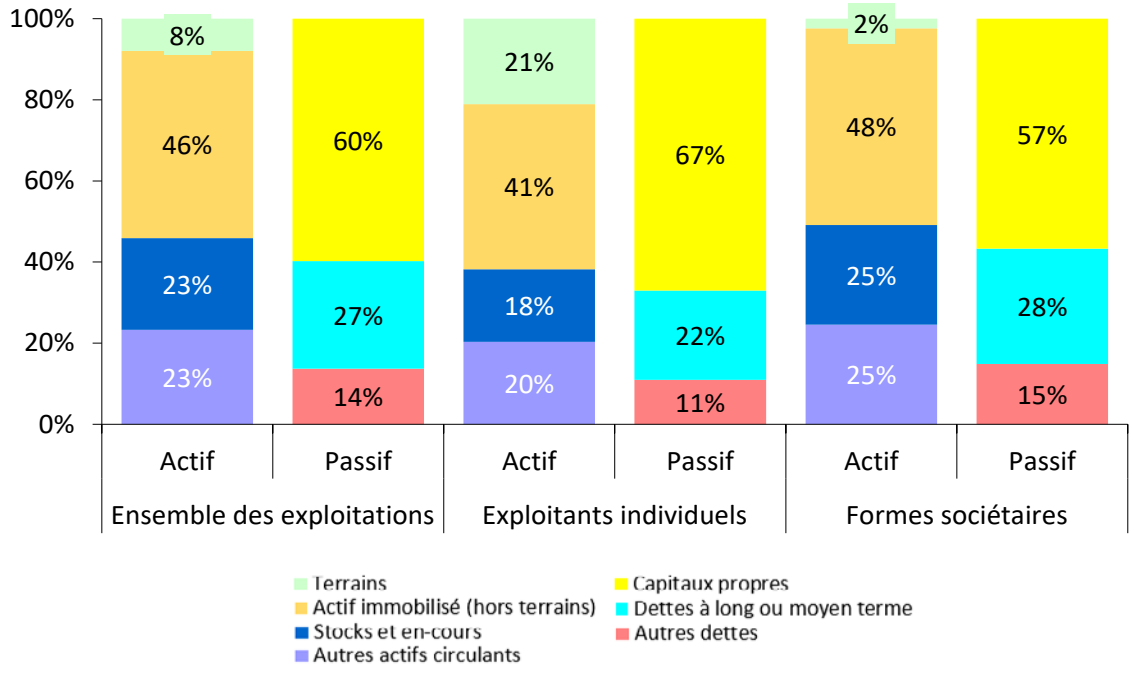
Note de lecture : En moyenne, toutes orientations confondues, à la clôture du bilan de 2022, l'actif total s'élève à 561,1 k, en hausse de 46,4 k€ (+9,0 %) par rapport à sa valeur lors de l'ouverture de l'exercice comptable.

FR désigne le Fonds de roulement et BFR signifie Besoin en fond de roulement.

Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 7,9 % du total de l'actif des exploitations agricoles de 2022, soit 14,6 % des immobilisations totales contre 36,1 % en 1990. Cette part est toutefois très variable selon la forme juridique *(Graphique 15)*. Dans les sociétés, les terres étant en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'exploitant, les terrains ne constituent que 2,4 % de l'actif (5,6 % en 1990) contre 21,0 % pour la part des terres dans l'actif des structures individuelles (23,2 % en 1990).

Graphique 15 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2022



Source : SSP RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Mécaniquement, la constitution du passif est également différente selon la forme juridique. La présence d'importantes immobilisations en terrains a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels : 67,0 % du total du passif, contre 56,7 % pour les formes sociétaires. Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 28,5 % du passif des formes sociétaires contre seulement 22,0 % pour les individuelles.

6. Le rapprochement des différents niveaux de subventions PAC en 2021 au sein des différents Etats membres de l'UE

Après consolidation par la Commission européenne des RICA nationaux au cours du premier semestre 2023, les données des différents États membres portant sur l'exercice 2021 ont été diffusées à l'été 2023 (FADN, farm accountancy data network[3] :). L'échantillon européen ainsi constitué compte un peu moins de 80 000 exploitations, qui représentent quelques 3 500 000 exploitations de l'union européenne (UE).

Les indicateurs comptables utilisés dans cette partie, définis à partir des variables disponibles dans les données du RICA européen, sont diffèrent, sur certains points, des indicateurs français. C'est le cas par exemple du concept européen de « valeur ajoutée nette » qui est nette des charges d'amortissement, alors que ces dernières ne sont pas déduites dans le calcul de la valeur ajoutée du RICA français. Ces écarts de définitions ainsi que des divergences sur la méthode de calcul des poids expliquent les légères différences observables sur certaines variables concernant la France entre celles présentées ici et celles des différentes publications SSP portant sur le RICA national 2021.

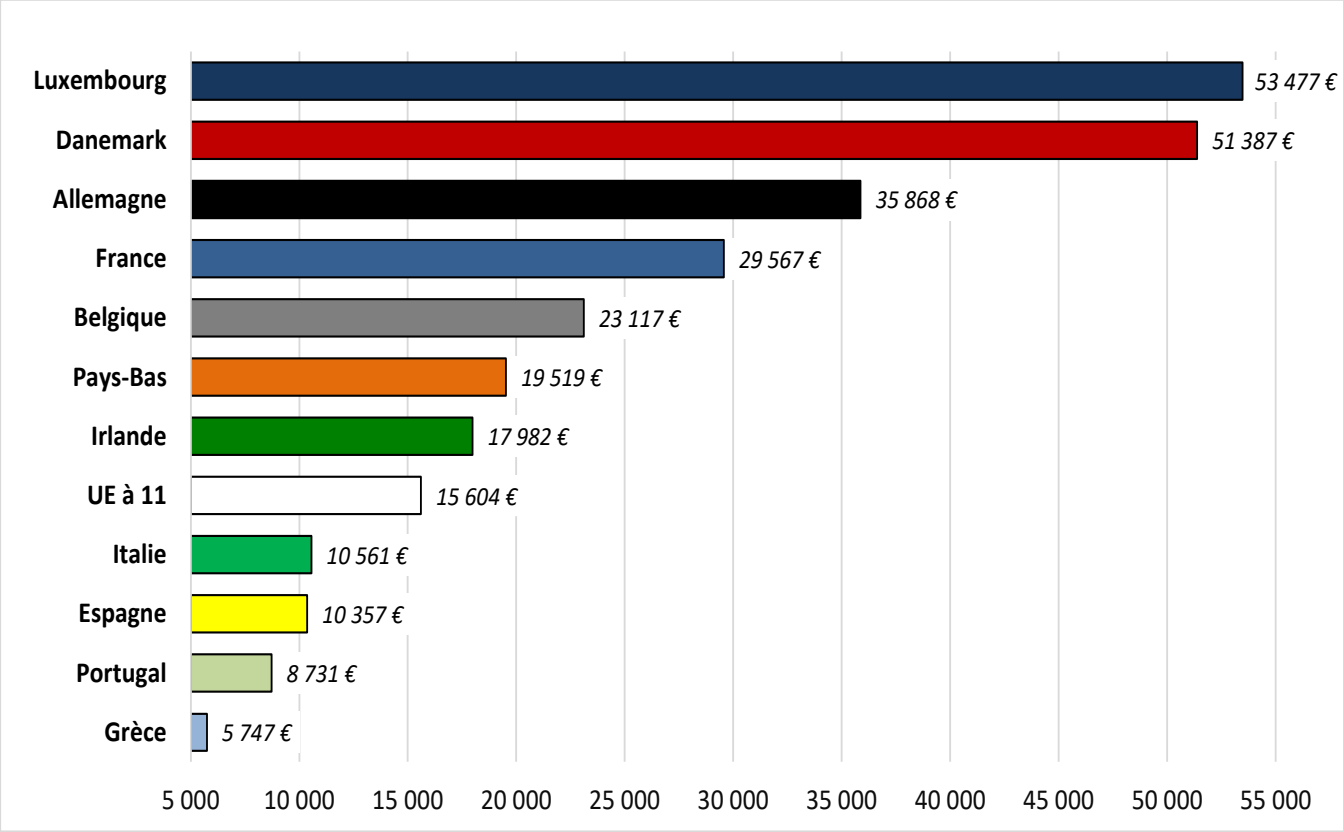
Les années 2020 à 2022 ont été, pour la PAC, des années de transition entre la programmation en vigueur depuis 2015 et la programmation 2023-2027, au cours desquelles les montants d'aides versés aux exploitations ont été relativement stables, après les changements intervenus entre 2015 et 2019. Dans ce contexte de fin de programmation avec la mise en œuvre en janvier 2023 d'une nouvelle mouture de la PAC, il est intéressant de dresser, à partir de ces données 2021, une comparaison des niveaux de soutiens publics PAC au sein des différents États membres de l'UE, et notamment de positionner la France par rapport à ce panorama d'ensemble. Par souci de proximité géographique, de comparabilité des niveaux de vie et de lisibilité, les résultats présentés sont ceux des exploitations agricoles européennes de l'UE à 11 : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas (pays fondateurs de 1957) ; Irlande, Danemark (intégrations en 1973) ; Grèce (entrée en 1981) ; Espagne et Portugal (adhésions en 1986). Depuis 2020, le Royaume-Uni n'est plus membre de l'UE, ses données ne sont donc plus intégrées au RICA européen à partir de l'exercice 2021.

En 2021, toutes aides PAC confondues, les montants moyens de subventions PAC par exploitation présentent une très grande variabilité d'un État membre à l'autre, de 5 750 € en Grèce à 53 480 € au Luxembourg, soit un rapport de 1 à près de 10. En France, ce montant est deux fois plus élevé que la moyenne de l'UE à 11 avec un montant par structure de 29 570 €, alors que les agricultures méditerranéennes se positionnent bien en deçà de la moyenne européenne (*Graphique 16*).

Cette forte hétérogénéité est à la fois le reflet des différentes productions nationales (une partie des subventions étant couplées à des productions), de la taille des exploitations et des choix nationaux de mise en œuvre des instruments réglementaires offerts par les textes européens (choix des dispositifs de soutien activés, priorisation vers certaines filières, types d'exploitations favorisées selon la stratégie nationale…).

[3] *https://agridata.ec.europa.eu/extensions/FADNPublicDatabase/FADNPublicDatabase.html*

Graphique 16 – Montants moyens en 2021 des aides PAC (toutes aides PAC confondues) par exploitation au sein de l'UE à 11

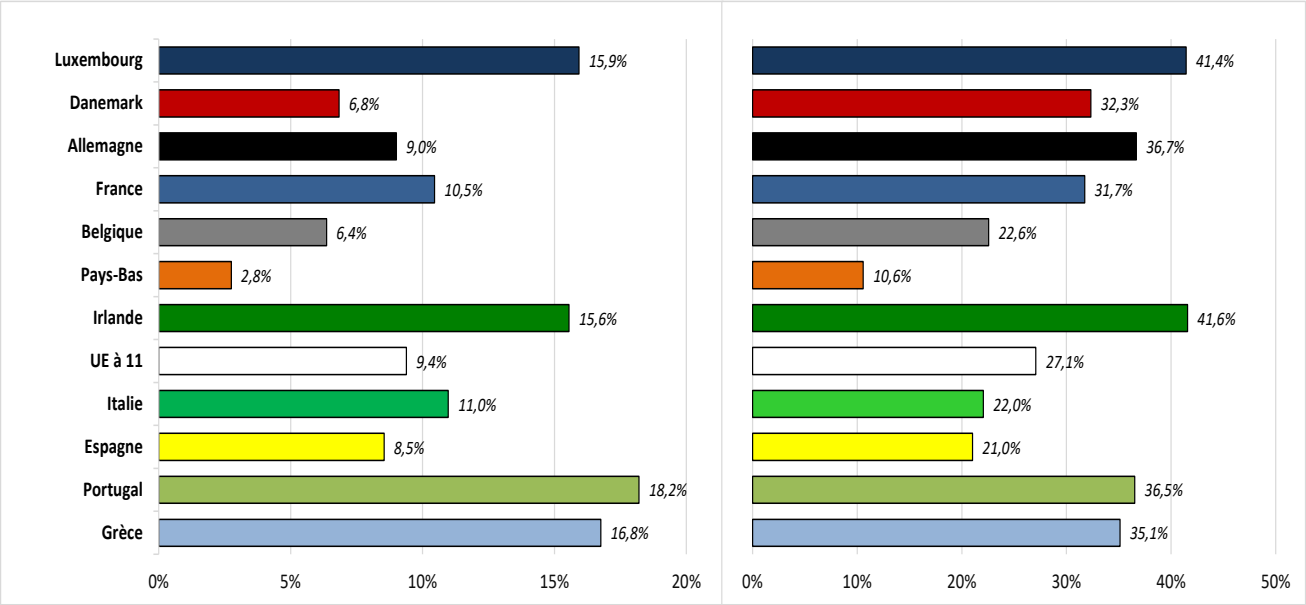


Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2021

Rapportées aux produits courants, ces subventions représentent un poids important au Portugal ou en Grèce (pays dans lesquels les moyennes de produits courants sont notablement plus faibles : respectivement 47 960 € et 34 300 €), mais aussi au Luxembourg et en Irlande *(Graphiques 17)*. Si l'on calcule un ratio équivalent sur le revenu brut d'exploitation[4], on relève une forte contribution des soutiens PAC à cet indicateur en Irlande, au Luxembourg, en Allemagne, au Portugal et en Grèce avec des taux supérieurs à un tiers. En France, les subventions européennes contribuent à 10,5 % des produits courants et à 31,7 % du revenu brut. À l'inverse, les Pays-Bas se distinguent par un ratio des subventions PAC sur les produits courants ou sur le revenu brut nettement plus faible que les autres pays de l'UE à 11.

[4] Pour mémoire, ce revenu brut (qui permet d'approcher l'EBE français) est recalculé à partir des grandeurs FADN en réintégrant les amortissements au revenu net, solde élaboré au niveau européen à partir du total des productions brutes et des subventions auquel on soustrait les consommations intermédiaires, les impôts et taxes, les amortissements et les charges externes (salaires, fermages et intérêts payés).

Graphiques 17 – Parts moyennes en 2021 des aides PAC dans les produits courants (figure de gauche) et dans le revenu brut d'exploitation (figure de droite), au sein de l'UE 11



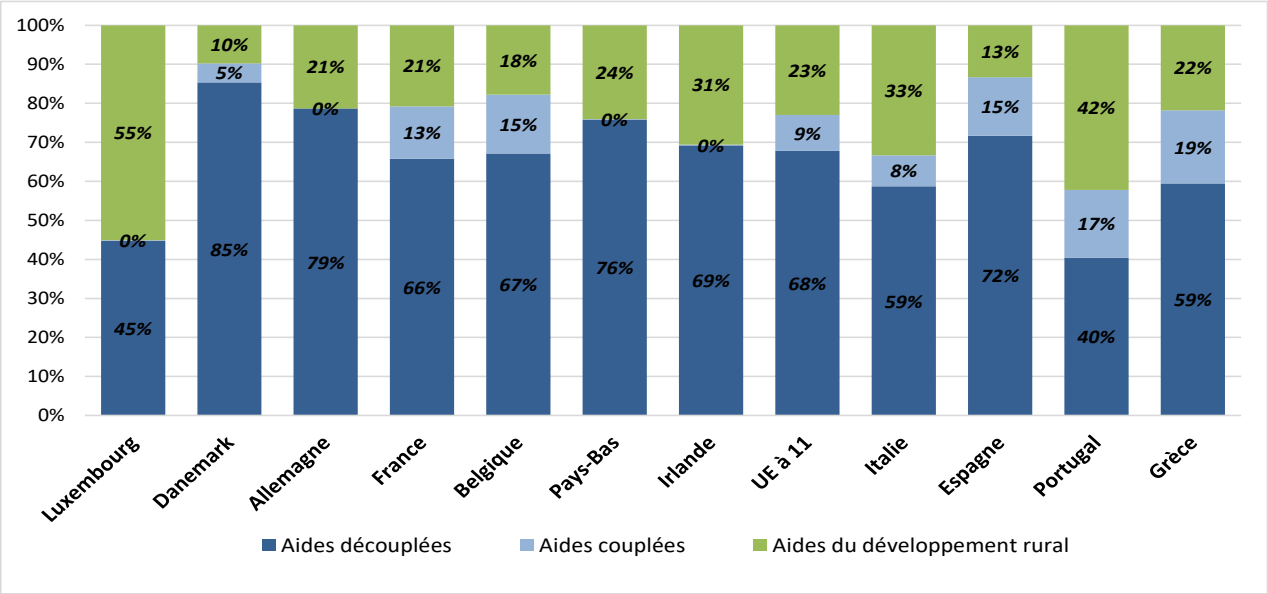
Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2021

Pour mémoire, les soutiens européens à l'agriculture s'adossent :

- au premier pilier de la PAC avec les aides découplées (paiements de base, redistributif, vert et additionnel aux jeunes agriculteurs) et les aides couplées (paiements ciblés sur des productions animales ou végétales spécifiques)
- et au second pilier avec les dispositifs relevant du développement rural (aides à l'agriculture biologique, mesures agro-environnementales et climatiques, soutiens aux zones à handicaps naturels, dispositifs de gestion des risques, subventions au renouvellement des générations …)

Ainsi, en 2021, au sein de l'UE à 11, le montant moyen des subventions PAC par exploitation provient à 68 % des aides découplées, 23 % du développement rural et 9 % des soutiens couplés (*Graphique 18*). La France, mais aussi la Belgique, l'Espagne ou la Grèce présentent des répartitions relativement proches de la moyenne de l'UE à 11. L'Allemagne, en revanche, a fait le choix de ne pas activer les dispositifs couplés, qui représentent également une part très faible des montants au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Irlande. Par ailleurs, la part des subventions du second pilier dans les aides PAC est nettement plus importante au Luxembourg, au Portugal, et dans une moindre mesure en Italie et en Irlande que dans les autres pays de l'UE à 11. Elle dépasse 30 % des aides dans ces pays, et représente même plus de la moitié des subventions PAC au Luxembourg.

Graphique 18 – Proportions en 2021 des différents types d'aides dans la composition du montant moyen de subventions PAC par exploitation, UE 11

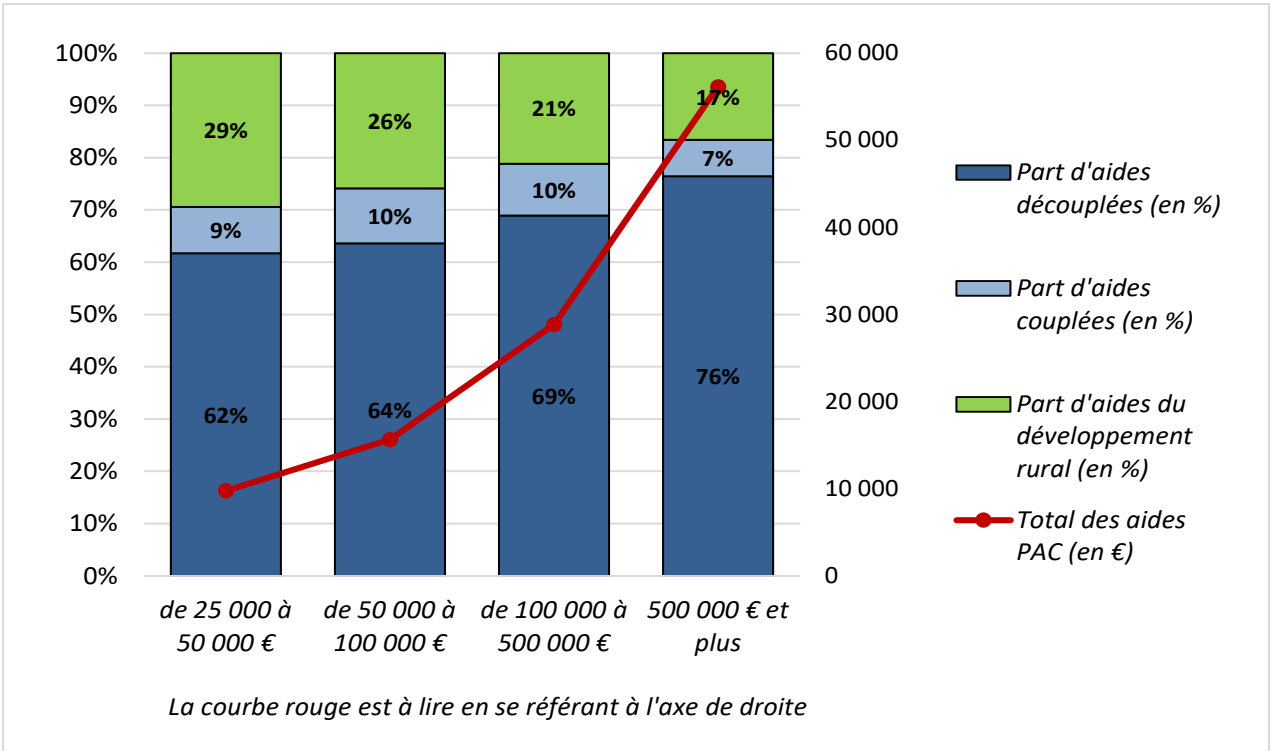


Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2021

De façon générale en Europe, le montant moyen de subventions PAC croît nettement avec la taille de l'exploitation. Ceci s'explique notamment par le fait que les aides découplées (qui représentent plus des deux tiers des montants distribués, voir ci-dessus) sont proportionnelles aux surfaces déclarées. Le montant moyen perçu par les exploitations ayant une production brute standard (PBS) comprise entre 25 000 et 50 000 € est 5,7 fois moins élevé que celui des exploitations dépassant les 500 000 € de PBS. La part moyenne d'aides dans le revenu brut d'exploitation, en revanche, est plus importante pour les exploitations dont la PBS est comprise entre 25 000 et 50 000 € (38 %) que pour celles dépassant les 500 000 € de PBS (18 %) (*Graphiques 19 et 20*).

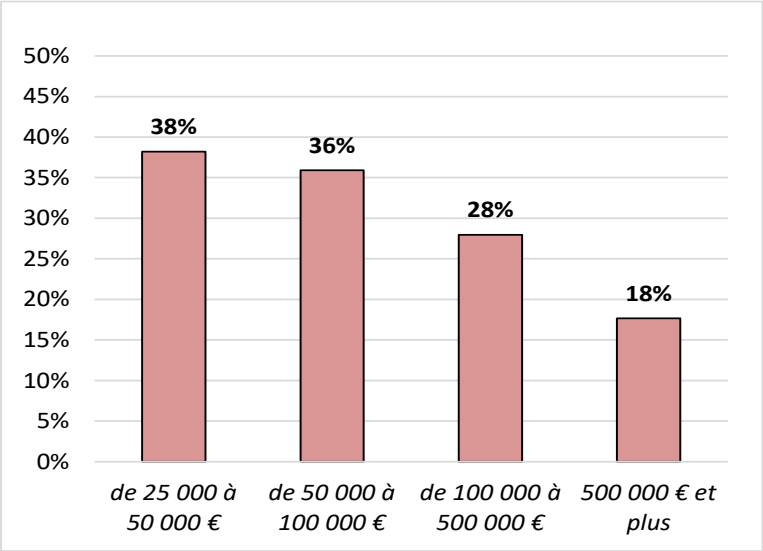
Par ailleurs, les plus petites structures présentent une proportion plus marquée de soutiens issus du développement rural : 29 % pour celles dont la PBS est comprise entre 25 000 et 50 000 € contre 17 % pour les autres.

Graphique 19 – Approche comparative par taille économique des niveaux d'aides PAC moyens 2021 au sein de l'UE à 11



Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2021

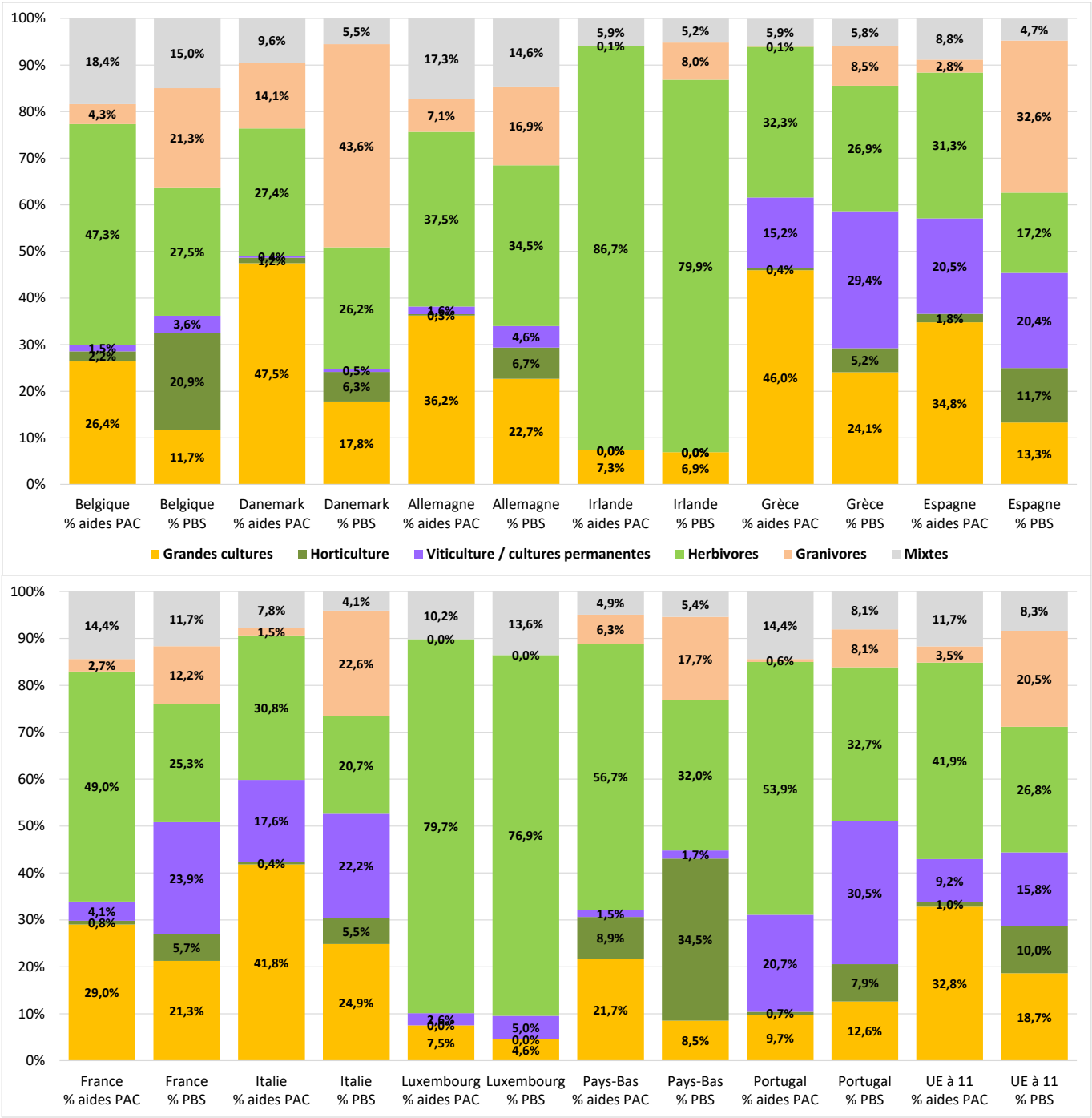
Graphique 20 – Parts des aides PAC dans le revenu brut d'exploitation en 2021 selon la taille économique au sein de l'UE à 11



Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2021

La distribution des subventions PAC entre filières est très variable en fonction des pays. Elle peut dépendre pour partie de la répartition de la PBS entre les filières. Par exemple, l'écrasante majorité (87 %) des aides PAC irlandaises sont destinées aux exploitations spécialisées en élevages d'herbivores, qui représentent aussi une part très importante de la PBS nationale (80 %). Mais la corrélation, au sein des Otex, entre poids dans les subventions PAC et poids dans la PBS est loin d'être parfaite. Ainsi, en France, alors que 24 % de la production est assurée par les exploitations spécialisées en cultures permanentes (viticulture surtout, et arboriculture), ces dernières ne bénéficient que de 4 % des aides PAC. Les pays méditerranéens (Grèce, Espagne, Italie, Portugal) ont également une part importante des cultures permanentes dans leurs PBS (respectivement 29 %, 20 %, 22 %, 31 %), mais la part de cette Otex dans les aides PAC y est plus forte (respectivement 15 %, 21 %, 18 % et 21 %). La part des aides dédiées aux exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores est, dans tous les pays, plus faible que la part de cette Otex dans la PBS *(Graphiques 21)*.

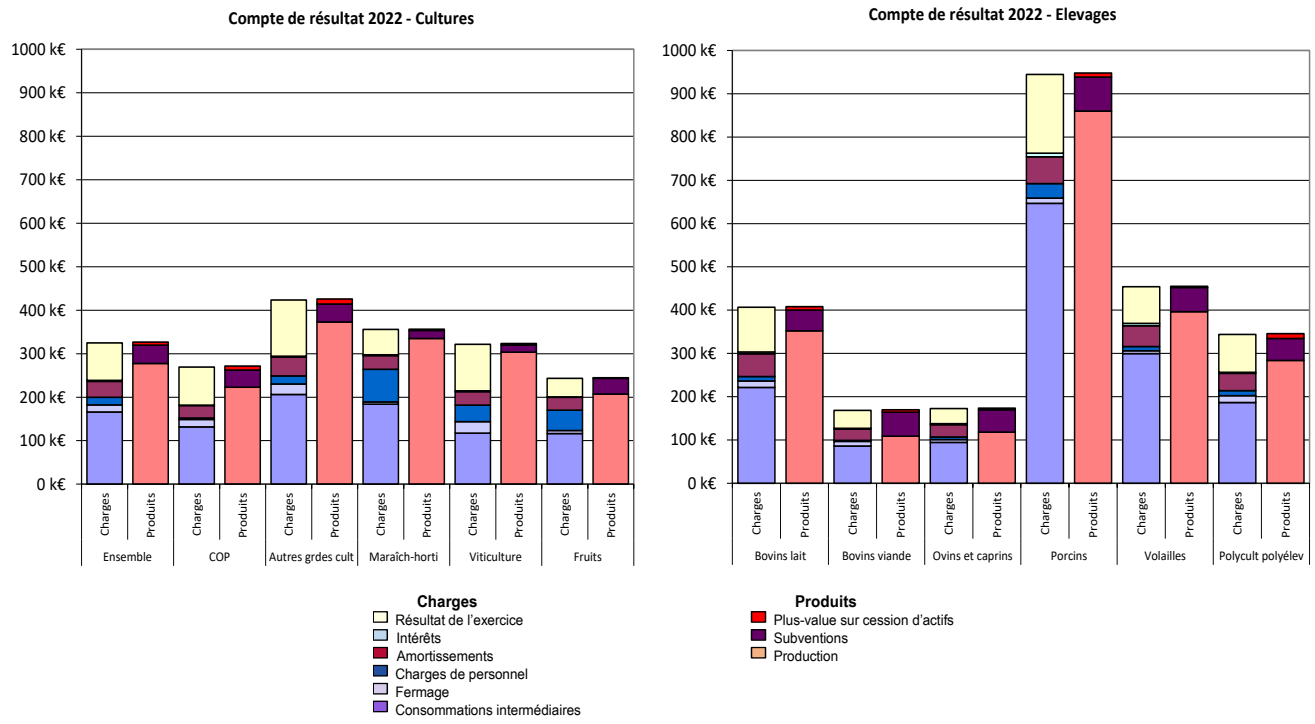
Graphiques 21 – Approche comparative des niveaux de soutiens PAC au regard de l'importance des productions au sein des filières, en 2021 dans l'UE11



Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2021

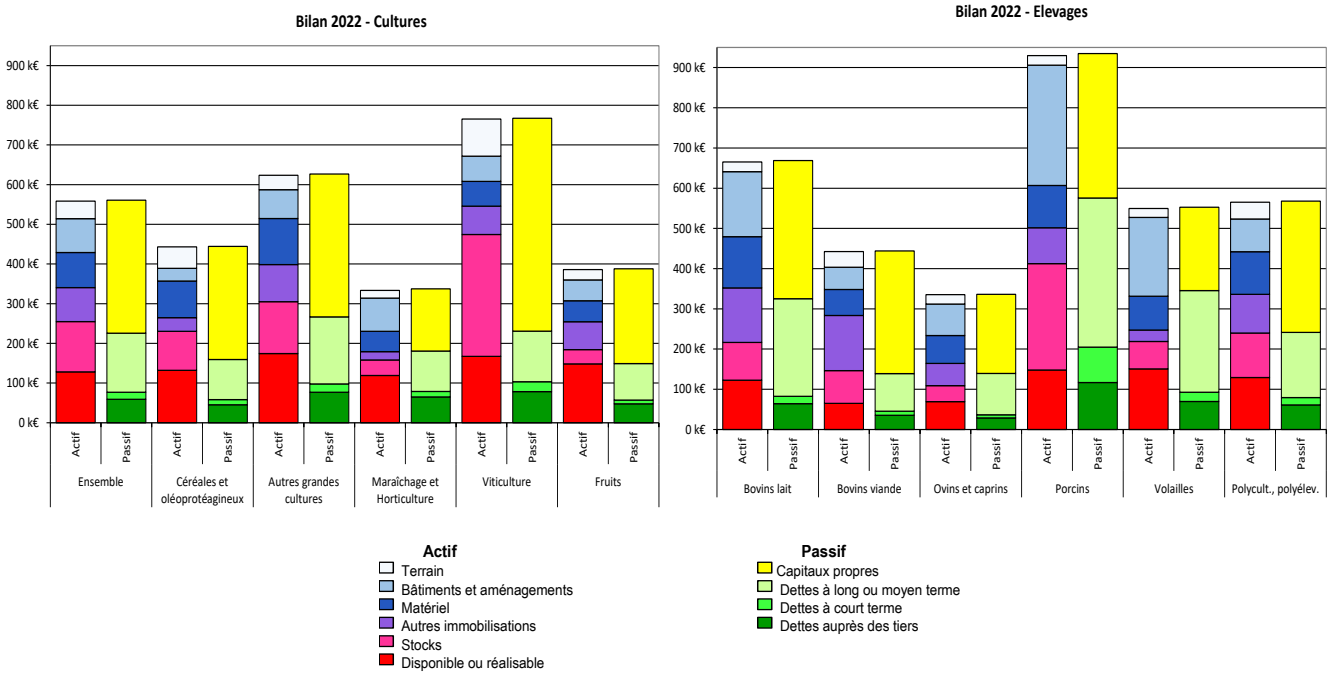
Annexes

Graphique A - Comptes de résultat 2022



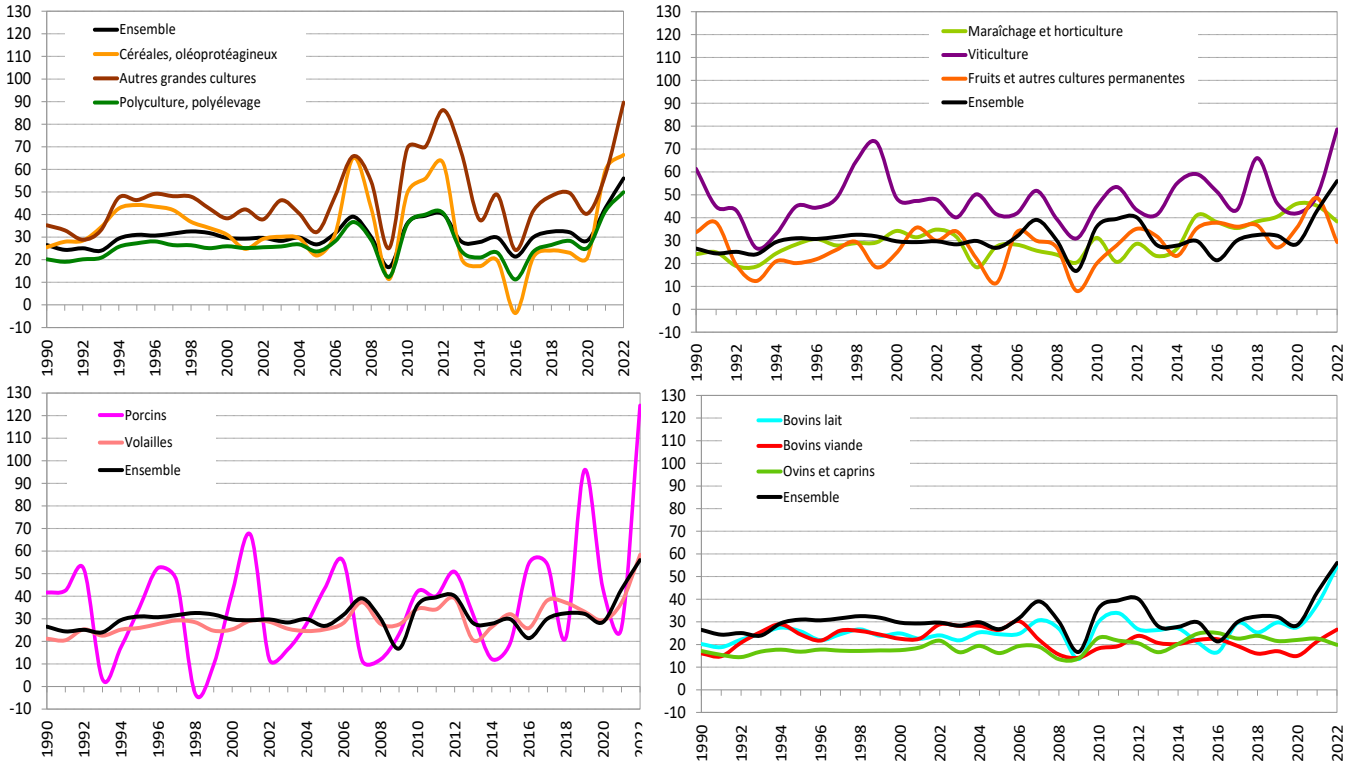
Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Graphique B - Bilans 2022



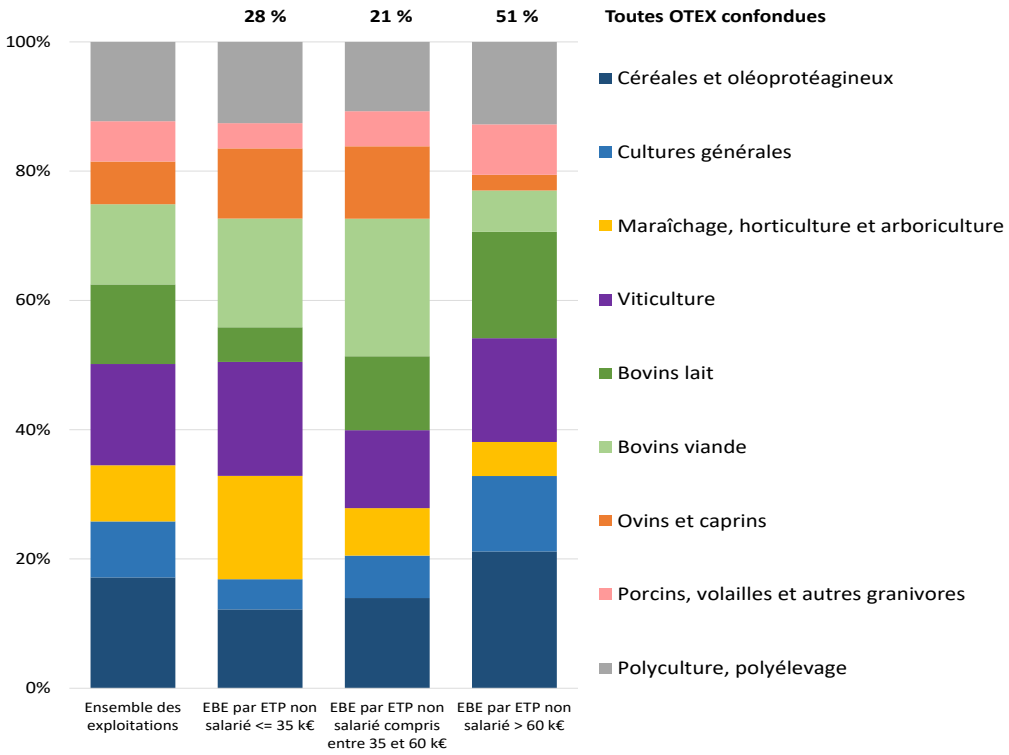
Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Graphique C - Évolution du RCAI par ETP non salarié par orientation productive, en milliers d'euros 2022



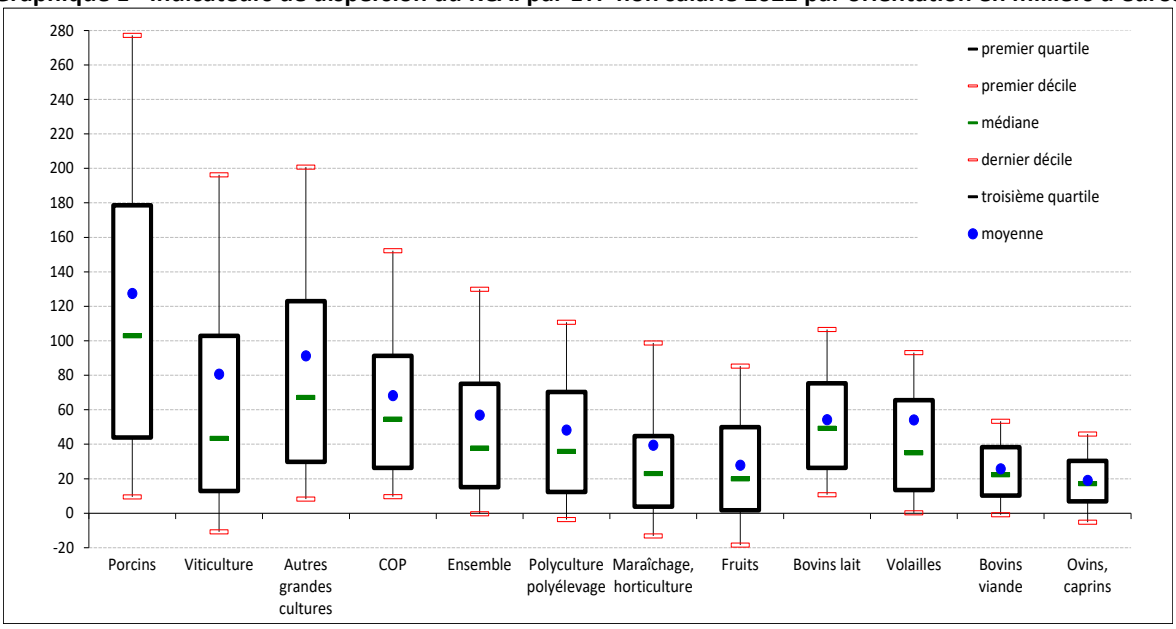
Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)
Source : SSP RICA 1988 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Graphique D - Contribution des orientations productives en 2022 aux classes d'EBE par ETP non salarié (en % du total de la classe)



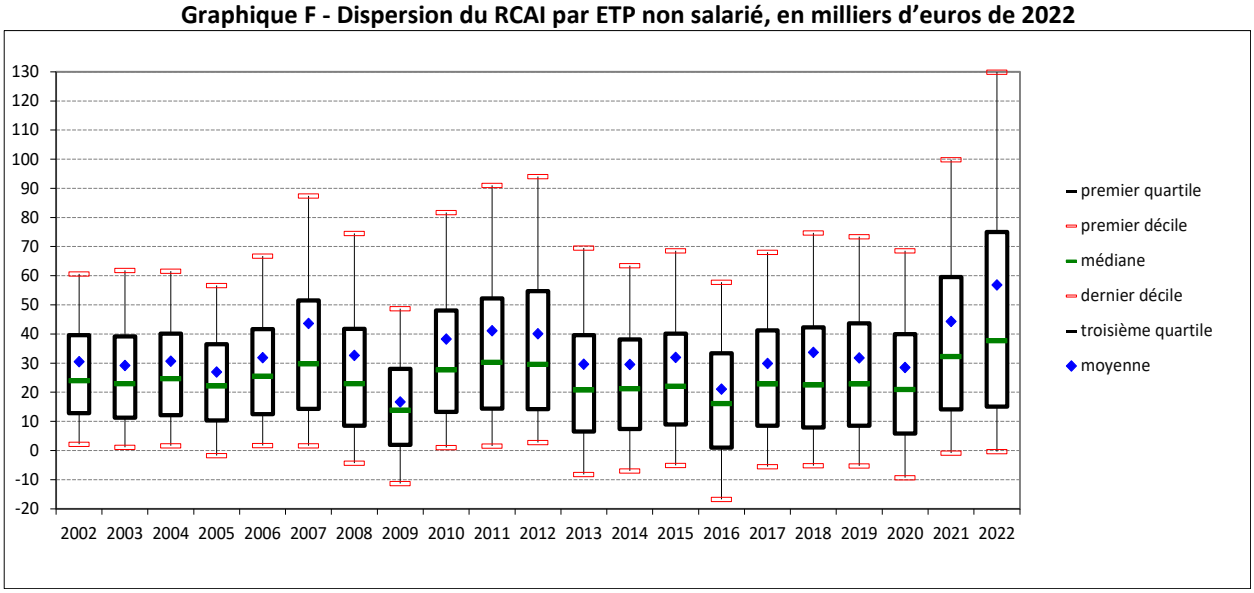
Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Graphique E - Indicateurs de dispersion du RCAI par ETP non salarié 2022 par orientation en milliers d'euros



Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Graphique F - Dispersion du RCAI par ETP non salarié, en milliers d'euros de 2022



Évolutions calculées en euros constants de 2022 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)
Source : SSP RICA 2002 à 2022
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Tableau A - Indicateurs de dispersion de l'EBE par ETP non salarié par orientation en 2022, en euros *

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Porcins	31 798	63 584	141 090	263 615	427 799	182 866	200 030	4,1
Autres grandes cultures	22 687	51 078	94 222	166 285	253 621	126 806	115 206	3,3
Viticulture	4 049	27 250	64 339	123 170	236 441	107 597	95 920	4,5
Céréales et oléoprotéagineux	21 810	43 580	76 161	125 147	195 532	94 158	81 567	2,9
Ensemble	**13 885**	**32 312**	**61 645**	**106 682**	**175 042**	**85 661**	**74 370**	**3,3**
Volailles	17 642	37 380	67 100	110 776	175 173	93 938	73 396	3,0
Polyculture polyélevage	11 011	30 915	64 164	102 280	154 476	77 357	71 365	3,3
Bovins lait	31 316	54 227	80 590	112 408	156 786	88 399	58 180	2,1
Fruits	5 307	13 222	31 512	70 406	126 605	54 757	57 184	5,3
Maraîchage - horticulture	377	14 563	35 164	66 647	127 977	65 484	52 084	4,6
Bovins viande	15 868	27 621	41 408	60 395	86 659	47 969	32 774	2,2
Ovins, caprins	11 212	21 377	36 683	53 526	71 710	40 503	32 150	2,5

* Classement des orientations productives par ordre décroissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Tableau B - Indicateurs de dispersion du RCAI par ETP non salarié par orientation en 2022, en euros *

	10 décile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Porcins	9 473	43 899	102 911	178 625	277 084	127 443	134 726	4,1
Autres grandes cultures	8 154	29 790	67 159	123 024	200 727	91 180	93 234	4,1
Viticulture	-10 808	12 879	43 443	102 837	196 298	80 548	89 958	8,0
Céréales et oléoprotéagineux	9 547	26 238	54 560	91 284	152 278	68 075	65 046	3,5
Ensemble	**-332**	**15 078**	**37 756**	**75 035**	**129 853**	**56 810**	**59 957**	**5,0**
Polyculture polyélevage	-3 608	12 385	35 824	70 281	110 748	48 119	57 897	5,7
Volailles	176	13 387	35 091	65 495	93 166	54 060	52 108	4,9
Bovins lait	10 681	26 275	49 230	75 369	106 558	54 173	49 093	2,9
Fruits	-18 462	1 741	19 886	49 943	85 393	27 823	48 202	28,7
Maraîchage - horticulture	-13 118	3 822	22 951	44 758	98 714	39 425	40 936	11,7
Bovins viande	-903	10 201	22 342	38 269	53 395	25 632	28 068	3,8
Ovins, caprins	-5 214	6 894	17 185	30 297	45 932	18 896	23 403	4,4

* Classement des orientations productives par ordre décroissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Variabilité de l'EBE par OTEX entre 2011 et 2022

Tableau C - Part des exploitations avec augmentation de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente (en % du nombre d'exploitations de la catégorie)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Céréales et oléoprotéagineux	29	37	3	30	31	11	70	30	27	21	81	32
Autres grandes cultures	28	31	10	8	29	13	58	29	22	20	52	46
Maraîchage et horticulture	20	29	19	29	29	24	19	26	26	34	24	21
Viticulture	38	24	32	41	25	29	24	48	21	30	42	44
Fruits et autres cultures permanentes	35	41	30	28	49	40	28	39	26	47	40	24
Bovins lait	20	7	18	18	9	14	49	10	25	13	38	35
Bovins viande	23	31	17	18	25	18	16	20	25	22	35	32
Ovins et caprins	15	22	22	26	29	24	12	23	13	22	20	15
Porcins	14	31	ns	11	37	63	24	ns	80	8	15	77
Volailles	17	18	ns	25	20	14	30	22	15	21	33	33
Polyculture, polyélevage	27	27	6	29	25	12	47	26	23	19	54	31
Ensemble	**26**	**25**	**15**	**26**	**25**	**18**	**41**	**26**	**25**	**22**	**48**	**34**

Source : SSP RICA 2011 à 2022

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

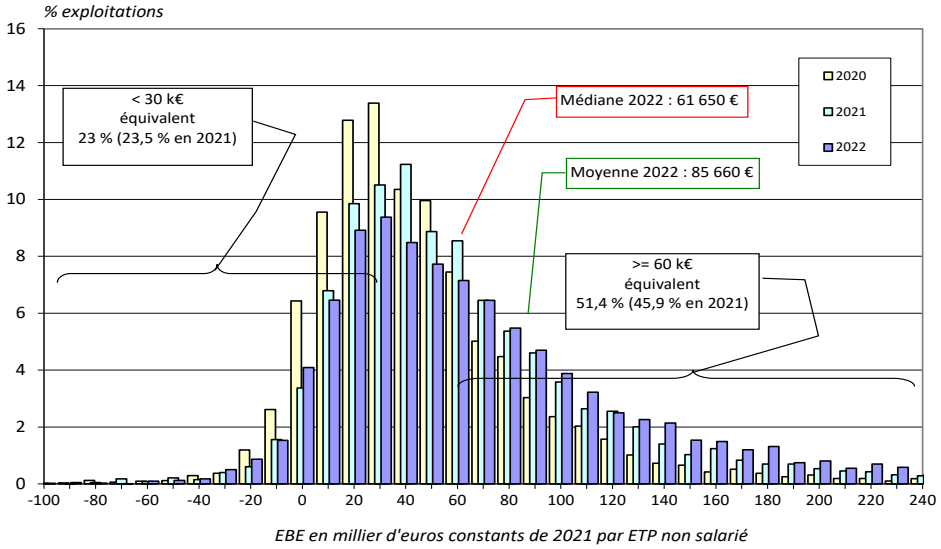
Tableau D - Part des exploitations avec diminution de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente (en % du nombre d'exploitations de la catégorie)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Céréales et oléoprotéagineux	12	10	76	28	22	67	7	20	26	32	3	18
Autres grandes cultures	18	7	28	41	17	53	13	18	23	32	13	14
Maraîchage et horticulture	35	21	30	26	16	19	22	25	15	15	21	32
Viticulture	18	39	30	19	23	25	36	17	44	30	26	25
Fruits et autres cultures permanentes	22	16	25	39	17	24	32	26	41	23	23	34
Bovins lait	6	17	11	11	23	22	5	21	8	17	6	5
Bovins viande	17	10	22	15	13	19	23	21	21	23	10	17
Ovins et caprins	17	17	19	15	10	10	21	11	17	11	15	22
Porcins	21	ns	37	36	20	ns	20	61	ns	58	40	6
Volailles	17	ns	32	14	ns	21	13	17	18	21	17	16
Polyculture, polyélevage	13	11	41	18	14	37	15	19	22	27	9	21
Ensemble	**15**	**17**	**34**	**20**	**18**	**34**	**16**	**20**	**23**	**26**	**12**	**18**

Source : SSP RICA 2011 à 2022

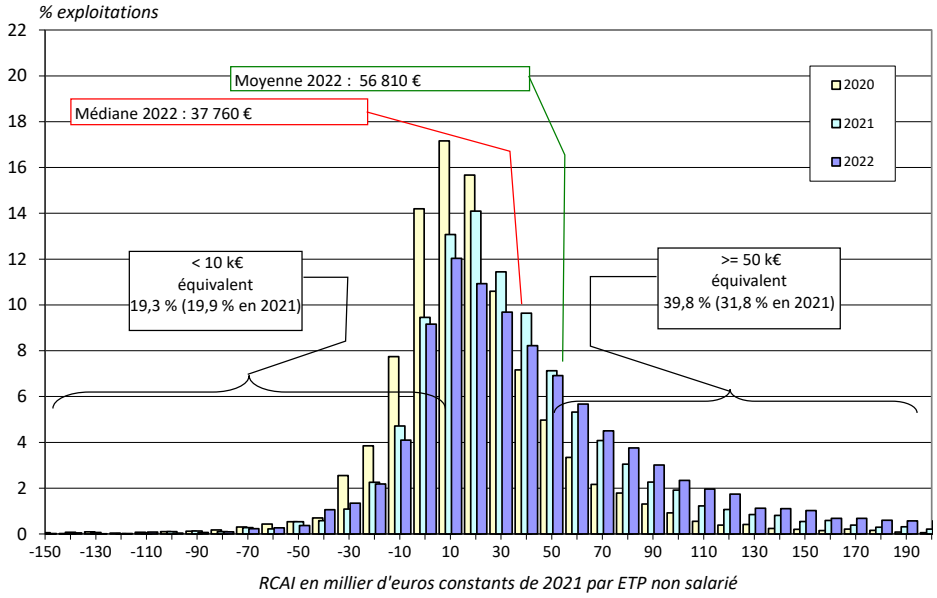
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Graphique G – Évolution 2020-2022 de la distribution de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié (en % d'exploitations)



Source : SSP, RICA 2020 à 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Graphique H - Évolution 2020-2022 de la distribution du résultat courant avant impôts par actif non salarié (en % d'exploitations)



Source : SSP, RICA 2020 à 2022 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Autres grandes cultures		Maraîchage et horticulture	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Echantillon	7 322		835		579		511	
Population	289 005		48 140		24 283		13 298	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	92,7	*+0,6*	131,5	*+0,6*	112,2	*-0,1*	12,7	*-4,7*
dont : SAU en fermage	79,2	*+0,8*	115,6	*+0,8*	105,0	*-0,1*	9,8	*+2,4*
Effectifs animaux (en UGB)	77,9	*-4,9*	5,7	*-3,5*	12,8	*-5,6*	0,9	*-17,8*
Nombre d'ETP	2,1	*+0,4*	1,3	*-0,9*	2,0	*+0,1*	4,3	*-0,4*
dont : ETP non salariés	1,4	*-0,9*	1,2	*-1,2*	1,3	*-0,3*	1,4	*+0,9*
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	113,9	*+16,2*	106,8	*+6,0*	159,1	*+28,7*	84,6	*-5,9*
- Prélèvements privés	48,3	*+13,3*	43,1	*+48,2*	67,0	*+32,8*	51,1	*-6,7*
= Autofinancement	65,6	*+18,6*	63,7	*-11,7*	92,1	*+25,6*	33,5	*-4,7*
Actif immobilisé	303,5	*-1,1*	212,7	*+2,4*	318,7	*+1,1*	175,2	*-4,8*
Actif circulant	255,0	*+10,0*	230,3	*+18,2*	304,9	*+17,8*	158,1	*-0,4*
Stocks	127,0	*+8,5*	98,2	*+27,3*	130,5	*+22,4*	38,8	*+6,0*
Capitaux propres	335,3	*+7,4*	285,0	*+12,9*	360,2	*+15,2*	156,7	*+3,4*
Endettement total	225,6	*-1,5*	159,3	*+5,1*	266,7	*+0,7*	180,8	*-7,7*
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation	267,4	*+10,5*	210,4	*+14,6*	353,1	*+19,2*	326,2	*-3,4*
- Achats d'animaux	7,6	*-3,3*	1,6	*+32,9*	2,9	*-22,8*	0,3	*+486,4*
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	259,8	*+10,9*	208,8	*+14,5*	350,2	*+19,6*	325,9	*-3,5*
+ Production stockée	8,7	*///*	6,8	*///*	10,2	*///*	0,5	*///*
+ Production immobilisée	4,0	*+12,2*	1,0	*-13,2*	1,6	*-44,4*	2,7	*+83,5*
+ Produits divers	4,9	*+3,5*	6,3	*+3,1*	10,8	*+2,1*	5,8	*+0,2*
= Production de l'exercice	277,4	*+12,0*	222,8	*+11,5*	372,8	*+18,9*	334,8	*-3,1*
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	*///*	0,5	*///*	0,5	*///*	0,2	*///*
- Charges d'approvisionnement	94,3	*+12,3*	78,1	*+23,4*	116,9	*+16,4*	102,9	*-1,9*
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	72,2	*+4,5*	54,0	*+7,2*	89,8	*+6,6*	81,6	*+2,7*
= Valeur ajoutée	111,3	*+17,3*	91,3	*+5,4*	166,6	*+28,5*	150,5	*-6,5*
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	*///*	0,0	*///*	0,0	*///*	0,0	*///*
+ Subventions d'exploitation	36,3	*-1,0*	34,4	*-1,7*	34,0	*-2,0*	11,3	*+8,0*
+ Indemnités d'assurance	3,9	*+25,8*	4,5	*+60,5*	6,1	*+52,8*	5,2	*+132,8*
- Fermages	15,9	*+2,4*	17,3	*-0,3*	24,0	*+0,8*	4,9	*-3,6*
- Impôts et taxes	2,3	*+0,4*	2,4	*+1,7*	2,9	*-1,4*	1,7	*-3,3*
- Charges de personnel	17,6	*+3,5*	3,0	*+4,1*	18,9	*+1,5*	75,1	*-1,4*
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	115,7	*+15,9*	107,5	*+5,6*	160,9	*+30,8*	85,3	*-5,9*
+ Transferts de charge	0,3	*///*	0,1	*///*	0,3	*///*	0,8	*///*
- Dotations aux amortissements	36,5	*-1,3*	28,8	*-0,3*	43,1	*+1,4*	31,4	*-2,4*
= Résultat d'exploitation	79,5	*+25,8*	78,8	*+8,0*	118,1	*+45,6*	54,7	*-7,7*
+ Produits financiers	0,6	*+1,0*	0,9	*+19,0*	1,2	*-44,8*	0,4	*+29,8*
- Charges financières	3,0	*-3,1*	1,8	*-11,7*	3,4	*+1,3*	2,2	*-2,3*
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	77,1	*+27,1*	77,9	*+8,6*	116,0	*+45,4*	53,0	*-7,7*
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	6,9	*+36,7*	9,1	*+14,4*	11,5	*+97,7*	3,0	*+85,3*
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,1	*+1,7*	0,6	*+24,3*	1,4	*+15,3*	2,1	*-9,1*
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	*///*	0,1	*///*	0,1	*///*	0,2	*///*
= Résultat de l'exercice	86,4	*+26,8*	87,6	*+9,1*	128,9	*+45,9*	58,3	*-5,5*
Cotisations sociales de l'exploitant	12,3	*+5,1*	11,5	*+25,8*	15,6	*+12,3*	12,9	*-8,2*
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	147,6	*+12,2*	125,7	*+3,3*	200,6	*+22,2*	161,8	*-5,6*
EBE par ETP non salarié	84,1	*+16,9*	91,6	*+7,0*	124,3	*+31,3*	61,8	*-6,8*
RCAI par ETP non salarié	56,0	*+28,2*	66,4	*+10,0*	89,6	*+45,9*	38,4	*-8,6*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Echantillon	1 100		455		855		726	
Population	44 240		11 240		34 545		34 819	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	26,2	*-0,5*	29,8	*-0,7*	110,0	*+1,2*	119,1	*+1,0*
dont : SAU en fermage	18,7	*-1,1*	21,6	*-0,1*	99,1	*+1,7*	94,7	*+2,2*
Effectifs animaux (en UGB)	0,4	*-4,0*	1,5	*-13,4*	123,6	*+0,9*	117,2	*-0,3*
Nombre d'ETP	2,7	*+1,3*	3,3	*+4,4*	2,1	*+0,6*	1,4	*+0,3*
dont : ETP non salariés	1,3	*-0,4*	1,2	*-0,9*	1,7	*-1,4*	1,3	*-0,3*
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	132,0	*+29,0*	66,0	*-27,0*	144,9	*+19,5*	60,8	*+11,1*
- Prélèvements privés	59,7	*+25,3*	42,1	*-8,0*	62,3	*+12,7*	28,8	*+35,6*
= Autofinancement	72,3	*+32,7*	23,9	*-44,1*	82,6	*+25,3*	31,9	*-6,1*
Actif immobilisé	291,2	*-2,2*	201,4	*-1,8*	448,9	*-0,7*	296,1	*-3,5*
Actif circulant	474,2	*+3,8*	184,4	*-4,1*	216,4	*+16,1*	146,5	*+3,9*
Stocks	307,0	*+3,5*	36,0	*+7,9*	93,8	*+6,3*	81,5	*-1,4*
Capitaux propres	536,3	*+3,2*	238,6	*-2,7*	343,4	*+9,7*	304,8	*-1,4*
Endettement total	231,0	*-2,6*	149,2	*-3,3*	325,3	*-1,0*	139,1	*-0,8*
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation	269,0	*+9,0*	193,9	*-4,9*	339,3	*+16,7*	111,6	*+13,5*
- Achats d'animaux	0,0	*+11,2*	0,4	*+47,7*	4,2	*+3,7*	6,7	*-11,1*
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	269,0	*+9,0*	193,5	*-4,9*	335,1	*+16,8*	104,9	*+15,7*
+ Production stockée	24,3	///	3,0	///	5,5	///	0,6	///
+ Production immobilisée	5,9	*-14,2*	5,1	*-13,9*	7,9	*+97,3*	1,1	*-26,8*
+ Produits divers	4,6	*+11,8*	5,4	*-10,1*	3,7	*-8,5*	2,0	*+2,7*
= Production de l'exercice	303,7	*+19,8*	207,0	*-2,4*	352,1	*+15,6*	108,6	*+8,7*
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	///	0,2	///	0,5	///	0,1	///
- Charges d'approvisionnement	39,2	*+5,2*	38,3	*+8,5*	125,7	*+17,5*	45,9	*+6,5*
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	78,1	*+4,8*	78,3	*+3,0*	96,1	*+7,8*	40,3	*-2,6*
= Valeur ajoutée	186,6	*+31,8*	90,7	*-10,0*	130,9	*+20,1*	22,5	*+45,4*
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	///	0,0	///	0,0	///	0,0	///
+ Subventions d'exploitation	8,0	*-56,1*	29,6	*-22,8*	42,2	*+1,3*	52,3	*-2,8*
+ Indemnités d'assurance	5,8	*-12,6*	2,0	*-54,7*	2,7	*+74,8*	1,7	*+37,5*
- Fermages	26,4	*+11,9*	7,2	*-5,4*	15,2	*-0,8*	10,6	*-2,5*
- Impôts et taxes	3,4	*+8,1*	1,7	*-6,5*	2,2	*-3,1*	1,3	*-1,7*
- Charges de personnel	37,9	*+5,5*	46,6	*+8,7*	10,3	*+10,0*	2,3	*+2,4*
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	132,6	*+27,9*	66,8	*-26,5*	148,3	*+18,3*	62,4	*+10,8*
+ Transferts de charge	0,5	///	0,3	///	0,3	///	0,0	///
- Dotations aux amortissements	31,0	*-1,9*	29,6	*-0,4*	52,7	*-0,6*	26,1	*-3,3*
= Résultat d'exploitation	102,1	*+41,4*	37,5	*-38,6*	95,8	*+32,3*	36,3	*+23,6*
+ Produits financiers	0,4	*+45,7*	0,4	*-25,0*	0,6	*+24,6*	0,1	*-18,3*
- Charges financières	2,6	*-4,2*	1,5	*-4,7*	4,7	*-4,4*	1,9	*-5,5*
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	99,9	*+43,2*	36,4	*-39,3*	91,8	*+34,9*	34,5	*+25,4*
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	3,1	*+26,1*	1,4	*-48,3*	7,7	*+28,3*	5,4	*+38,5*
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,6	*-4,4*	4,6	*+3,9*	3,1	*-2,1*	1,6	*+10,2*
+ Profits et charges exceptionnels	1,1	///	0,0	///	0,4	///	0,1	///
= Résultat de l'exercice	106,7	*+41,1*	42,4	*-37,0*	103,0	*+33,4*	41,6	*+26,2*
Cotisations sociales de l'exploitant	13,2	*-2,7*	10,8	*+5,9*	16,1	*+8,9*	7,0	*-1,0*
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	194,5	*+21,7*	120,3	*-13,6*	173,2	*+15,0*	74,8	*+7,8*
EBE par ETP non salarié	104,4	*+28,4*	53,8	*-25,9*	88,0	*+20,0*	48,0	*+11,1*
RCAI par ETP non salarié	78,6	*+43,8*	29,4	*-38,7*	54,5	*+36,8*	26,6	*+25,8*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Echantillon	503		268		385		757	
Population	18 573		4 877		9 119		34 459	
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	98,6	*+4,1*	71,5	*-0,0*	42,8	*-5,5*	116,2	*+1,0*
dont : SAU en fermage	70,8	*+2,1*	60,4	*+1,0*	34,9	*-7,4*	102,5	*+1,0*
Effectifs animaux (en UGB)	73,5	*-2,6*	537,8	*-1,3*	407,0	*-6,7*	93,1	*-4,6*
Nombre d'ETP	1,7	*+2,4*	2,4	*-1,2*	1,7	*-1,6*	2,0	*+0,2*
dont : ETP non salariés	1,4	*-0,6*	1,4	*+0,6*	1,3	*-3,5*	1,5	*+0,2*
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	57,1	*-9,7*	231,0	*+134,9*	126,8	*+27,0*	113,8	*+7,5*
- Prélèvements privés	29,0	*-10,4*	66,3	*+17,5*	40,9	*-19,1*	40,6	*-17,0*
= Autofinancement	28,1	*-8,9*	164,7	*+325,3*	85,8	*+78,9*	73,2	*+27,8*
Actif immobilisé	226,4	*-1,9*	517,5	*-0,9*	330,8	*-3,0*	325,0	*-1,3*
Actif circulant	108,9	*-2,2*	412,4	*+27,2*	218,9	*+20,3*	240,0	*+13,5*
Stocks	39,8	*-3,3*	264,6	*+12,9*	68,4	*+12,4*	110,8	*+9,6*
Capitaux propres	196,6	*-1,8*	358,8	*+41,2*	207,0	*+27,6*	326,5	*+10,2*
Endettement total	139,5	*-2,2*	575,8	*-3,5*	345,5	*-4,9*	241,5	*-2,5*
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)								
Ventes et autoconsommation	119,0	*+2,5*	853,6	*+16,8*	446,7	*+3,6*	279,5	*+6,5*
- Achats d'animaux	3,7	*-16,7*	42,1	*+5,7*	68,3	*+8,5*	13,9	*-12,8*
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	115,3	*+3,3*	811,5	*+17,4*	378,3	*+2,8*	265,6	*+7,8*
+ Production stockée	0,2	///	34,1	///	7,2	///	6,7	///
+ Production immobilisée	1,5	*+14,6*	9,9	*-28,3*	6,0	*-15,5*	5,9	*-9,6*
+ Produits divers	1,4	*+19,1*	4,3	*+1,4*	4,7	*+2,4*	5,9	*+10,6*
= Production de l'exercice	118,3	*-0,2*	859,9	*+21,0*	396,2	*+2,8*	284,0	*+7,3*
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	///	1,4	///	0,3	///	0,5	///
- Charges d'approvisionnement	51,9	*+8,3*	520,6	*+16,4*	221,4	*+4,7*	107,7	*+13,6*
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	42,5	*-0,0*	127,8	*-4,7*	78,4	*+0,1*	79,2	*+2,2*
= Valeur ajoutée	23,9	*-16,7*	212,9	*+62,8*	96,8	*+0,8*	97,5	*+5,0*
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	///	0,0	///	0,0	///	0,0	///
+ Subventions d'exploitation	47,7	*-1,6*	70,2	*+177,5*	47,9	*+109,7*	44,5	*+3,5*
+ Indemnités d'assurance	1,3	*+41,6*	5,1	*+297,0*	4,7	*+44,8*	3,9	*+54,9*
- Fermages	6,6	*-0,0*	11,9	*-2,2*	6,9	*-6,4*	15,8	*-0,5*
- Impôts et taxes	1,1	*-5,7*	3,4	*-1,5*	1,8	*-10,5*	2,4	*-1,9*
- Charges de personnel	5,9	*+8,4*	33,7	*-1,8*	9,5	*+11,9*	11,7	*-1,9*
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	59,4	*-8,1*	239,3	*+123,0*	131,2	*+25,7*	116,0	*+7,6*
+ Transferts de charge	0,1	///	0,4	///	0,7	///	0,4	///
- Dotations aux amortissements	28,5	*+1,3*	61,6	*-3,3*	48,2	*+0,8*	40,0	*-1,8*
= Résultat d'exploitation	31,0	*-15,4*	178,0	*+296,9*	83,7	*+46,8*	76,4	*+13,2*
+ Produits financiers	0,1	*-33,4*	1,5	*+101,3*	0,5	*+4,4*	0,7	*+11,0*
- Charges financières	2,6	*+43,5*	10,0	*+0,0*	5,7	*-2,8*	3,3	*-6,5*
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,5	*-18,6*	169,5	*+374,3*	78,5	*+51,8*	73,8	*+14,3*
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	3,7	*-6,6*	9,4	*+174,3*	3,1	*-16,0*	11,2	*+92,0*
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,5	*+2,2*	3,3	*+19,9*	3,4	*+15,9*	2,2	*-0,1*
+ Profits et charges exceptionnels	0,0	///	-0,1	///	0,1	///	0,1	///
= Résultat de l'exercice	34,8	*-16,1*	182,1	*+335,5*	85,0	*+44,6*	87,2	*+19,5*
Cotisations sociales de l'exploitant	8,6	*-8,7*	14,9	*-8,8*	12,1	*-1,6*	12,5	*+7,7*
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	71,7	*-6,8*	283,1	*+81,5*	144,7	*+21,9*	142,0	*+4,5*
EBE par ETP non salarié	41,3	*-7,6*	175,6	*+121,6*	97,5	*+30,3*	78,4	*+7,4*
RCAI par ETP non salarié	19,8	*-18,1*	124,4	*+371,3*	58,3	*+57,3*	49,9	*+14,1*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

	Petites		Moyennes		Grandes	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Echantillon	1 710		2 824		2 788	
Population	101 456		109 677		77 872	
Caractéristiques physiques						
Surface agricole utilisée (en ha)	56,7	*+2,5*	95,5	*+0,5*	135,9	*+1,8*
dont : SAU en fermage	39,2	*+2,6*	82,1	*+1,0*	127,1	*+2,2*
Effectifs animaux (en UGB)	27,3	*-4,0*	58,3	*-0,1*	171,6	*-3,6*
Nombre d'ETP	1,3	*-0,0*	1,8	*+1,2*	3,5	*+1,7*
dont : ETP non salariés	1,1	*-0,0*	1,3	*-0,9*	1,8	*-0,4*
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)						
Capacité d'autofinancement	40,9	*+4,7*	96,5	*+9,7*	233,5	*+26,4*
- Prélèvements privés	20,0	*+26,7*	43,6	*+15,5*	91,7	*+11,9*
= Autofinancement	20,9	*-12,1*	52,9	*+5,2*	141,8	*+38,5*
Actif immobilisé	149,7	*-4,2*	270,8	*-0,9*	549,8	*+1,5*
Actif circulant	94,3	*+6,0*	212,6	*+10,1*	524,2	*+13,5*
Stocks	35,9	*+3,8*	97,7	*+9,6*	286,7	*+10,9*
Capitaux propres	174,7	*+1,0*	306,5	*+5,2*	585,0	*+13,7*
Endettement total	70,4	*-4,2*	178,7	*+1,1*	493,8	*-0,0*
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)						
Ventes et autoconsommation	86,3	*+9,3*	209,1	*+10,9*	585,3	*+12,8*
- Achats d'animaux	2,9	*+9,5*	5,4	*-11,6*	16,8	*-1,6*
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	83,4	*+9,3*	203,7	*+11,6*	568,5	*+13,3*
+ Production stockée	-0,4	*///*	5,1	*///*	25,5	*///*
+ Production immobilisée	0,8	*-17,3*	2,9	*+8,0*	9,9	*+10,6*
+ Produits divers	2,8	*+10,1*	4,5	*-0,8*	8,3	*+4,1*
= Production de l'exercice	86,6	*+7,1*	216,2	*+11,8*	612,2	*+15,2*
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	*///*	0,3	*///*	0,8	*///*
- Charges d'approvisionnement	30,1	*+12,5*	70,8	*+14,2*	211,1	*+14,0*
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	31,1	*+1,1*	59,9	*+4,5*	143,0	*+6,6*
= Valeur ajoutée	25,6	*+8,8*	85,8	*+15,4*	258,9	*+21,7*
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	*///*	0,0	*///*	0,0	*///*
+ Subventions d'exploitation	24,3	*-3,2*	35,0	*-5,3*	53,9	*+7,1*
+ Indemnités d'assurance	1,5	*+62,5*	3,6	*+24,2*	7,6	*+30,1*
- Fermages	5,2	*-0,1*	14,9	*+4,5*	31,3	*+3,2*
- Impôts et taxes	1,2	*+1,9*	2,0	*+0,4*	4,2	*+1,0*
- Charges de personnel	3,6	*+3,6*	9,8	*+7,7*	46,9	*+4,3*
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	41,4	*+4,2*	97,7	*+9,9*	237,9	*+25,7*
+ Transferts de charge	0,1	*///*	0,3	*///*	0,6	*///*
- Dotations aux amortissements	15,4	*-3,4*	32,0	*+0,1*	70,4	*+0,3*
= Résultat d'exploitation	26,1	*+8,8*	66,0	*+15,5*	168,0	*+40,8*
+ Produits financiers	0,2	*+22,8*	0,5	*-6,2*	1,3	*+6,9*
- Charges financières	0,9	*-9,3*	2,2	*-6,1*	6,9	*+1,9*
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	25,4	*+9,6*	64,3	*+16,2*	162,4	*+42,8*
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	2,9	*+18,9*	6,5	*+19,7*	12,6	*+74,8*
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,1	*-3,4*	1,7	*+4,0*	4,1	*+4,2*
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	*///*	0,2	*///*	0,7	*///*
= Résultat de l'exercice	29,5	*+10,0*	72,7	*+15,3*	179,9	*+43,4*
Cotisations sociales de l'exploitant	5,6	*+2,6*	11,5	*+9,2*	22,4	*+5,6*
VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)	49,9	*+2,5*	120,8	*+8,5*	312,7	*+18,9*
EBE par ETP non salarié	36,8	*+4,2*	73,1	*+10,9*	135,3	*+26,1*
RCAI par ETP non salarié	22,6	*+9,6*	48,1	*+17,3*	92,4	*+43,3*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Autres grandes cultures		Maraîchage et horticulture	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Résultat courant avant impôts	77,1	*+27,1*	77,9	*+8,6*	116,0	*+45,4*	53,0	*-7,7*
+ Dotation aux amortissements	36,5	*-1,3*	28,8	*-0,3*	43,1	*+1,4*	31,4	*-2,4*
+ Charges et produits exceptionnels	0,3	///	0,1	///	0,1	///	0,2	///
= Capacité d'autofinancement	113,9	*+16,2*	106,8	*+6,0*	159,1	*+28,7*	84,6	*-5,9*
- Prélèvements privés	48,3	*+13,3*	43,1	*+48,2*	67,0	*+32,8*	51,1	*-6,7*
= Autofinancement	65,6	*+18,6*	63,7	*-11,7*	92,1	*+25,6*	33,5	*-4,7*
+ Cessions d'immobilisations	10,9	*+20,2*	14,3	*+19,3*	17,9	*+22,7*	4,8	*+48,2*
+ Subventions d'équipement reçues	3,1	*+15,8*	0,9	*+40,2*	2,5	*+31,3*	5,2	*+181,0*
+ Nouvelles dettes financières	42,7	*+2,7*	34,6	*+31,2*	56,1	*+6,3*	26,5	*-30,1*
+ Variation des dettes auprès des tiers	3,7	///	5,5	///	2,8	///	0,5	///
+ Diminution de trésorerie nette	///	///	///	///	///	///	///	///
= Total des ressources	126,0	*+13,8*	119,0	*+6,7*	171,5	*+12,3*	70,6	*-10,6*
Acquisitions d'immobilisations	51,0	*+5,4*	47,5	*+21,0*	65,3	*-0,7*	34,3	*-17,2*
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,9	///	-0,5	///	0,2	///	-0,1	///
+ Charges à répartir	0,0	///	0,0	///	-0,1	///	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	39,2	*-0,3*	29,3	*+0,9*	49,2	*+2,0*	30,5	*+5,0*
+ Variation des stocks	15,9	///	23,7	///	29,0	///	3,2	///
+ Variation des créances auprès des tiers	11,0	///	12,6	///	17,4	///	2,1	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,3	///	-0,1	///	0,2	///	-0,3	///
+ Augmentation de trésorerie nette	7,8	///	6,4	///	10,3	///	1,0	///
= Total des emplois	126,0	*+13,8*	119,0	*+6,7*	171,5	*+12,3*	70,6	*-10,6*
Variation du fonds de roulement net	31,3	///	37,1	///	54,1	///	5,5	///
Variation du besoin en fonds de roulement	23,4	///	30,7	///	43,7	///	4,6	///
Variation de trésorerie nette	7,9	///	6,4	///	10,4	///	1,0	///
Investissement total	40,9	*+2,4*	32,8	*+21,9*	47,6	*-5,5*	29,3	*-23,5*
Excédent de trésorerie d'exploitation	86,3	*+3,0*	76,2	*+0,6*	114,2	*+9,5*	80,1	*-4,6*

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Autres grandes cultures		Maraîchage et Horticulture	
Bilan 2022	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	303,5	*+3,9*	212,7	*+6,5*	318,7	*+5,3*	175,2	*+0,5*
Terrains	44,3	*+5,1*	53,7	*+4,4*	36,2	*+4,8*	19,1	*+6,0*
Aménagements terrains	2,6	*+1,3*	3,5	*-1,9*	2,5	*+0,2*	2,4	*-3,9*
Constructions	66,6	*+1,1*	20,6	*+4,5*	50,0	*+3,7*	45,5	*-1,3*
Installations spécialisées	15,9	*+8,9*	7,9	*+35,9*	20,2	*+10,3*	35,6	*-2,0*
Matériel	88,7	*+6,1*	92,6	*+8,6*	115,9	*+7,1*	51,5	*+0,9*
Plantations (y compris forêt)	11,8	*+2,7*	0,2	*+43,7*	2,1	*-9,1*	2,2	*+10,4*
Animaux reproducteurs	47,5	*+1,9*	4,0	*-10,2*	8,1	*+2,6*	1,1	*-12,3*
Autres immobilisations	26,2	*+3,6*	30,1	*+3,4*	83,6	*+3,8*	17,7	*+4,1*
Actif circulant	255,0	*+15,8*	230,3	*+23,6*	304,9	*+23,8*	158,1	*+3,9*
Stocks et en-cours	127,0	*+14,3*	98,2	*+31,9*	130,5	*+28,6*	38,8	*+9,1*
dont animaux circulants	23,9	*+7,1*	2,5	*-15,6*	6,5	*+2,9*	0,5	*+80,8*
Valeurs réalisables	64,1	*+19,5*	64,5	*+22,9*	99,8	*+21,2*	41,3	*+10,1*
Valeurs disponibles	64,0	*+15,3*	67,6	*+13,8*	74,6	*+19,6*	78,0	*-1,5*
Régularisation actif	2,6	*+8,1*	1,6	*+5,7*	4,3	*+4,7*	4,4	*-5,8*
Total actif	561,1	*+9,0*	444,6	*+14,7*	627,8	*+13,5*	337,7	*+2,0*
Capitaux propres	335,3	*+13,2*	285,0	*+18,7*	360,2	*+21,2*	156,7	*+7,1*
Capital individuel initial	203,2	*+0,0*	154,0	*+0,0*	189,4	*+0,0*	93,4	*+0,0*
Variation du capital initial	119,1	*+47,1*	129,1	*+52,7*	165,0	*+60,0*	51,8	*+16,1*
Subventions d'investissement	12,9	*+7,9*	1,9	*+19,8*	5,7	*+23,4*	11,4	*+38,2*
Total endettement	225,6	*+3,4*	159,3	*+8,2*	266,7	*+4,6*	180,8	*-2,1*
Dettes à long ou moyen terme	149,0	*+2,6*	101,4	*+5,7*	169,8	*+4,4*	102,2	*-3,6*
Emprunts à court terme	6,4	*-3,3*	3,2	*-4,9*	8,4	*-1,1*	7,5	*-1,6*
Autres dettes financières à - 1 an	11,5	*+1,6*	9,5	*+15,3*	12,5	*+18,4*	6,1	*-7,0*
Dettes auprès de tiers	58,7	*+6,7*	45,2	*+13,9*	76,0	*+3,8*	65,1	*+0,7*
Régularisation passif	0,3	///	0,3	///	1,0	///	0,2	*+83,1*
Total passif	561,1	*+9,0*	444,6	*+14,7*	627,8	*+13,5*	337,7	*+2,0*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

Tableau de financement simplifié	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Résultat courant avant impôts	99,9	*+43,2*	36,4	*-39,3*	91,8	*+34,9*	34,5	*+25,4*
+ Dotation aux amortissements	31,0	*-1,9*	29,6	*-0,4*	52,7	*-0,6*	26,1	*-3,3*
+ Charges et produits exceptionnels	1,1	///	0,0	///	0,4	///	0,1	///
= Capacité d'autofinancement	132,0	*+29,0*	66,0	*-27,0*	144,9	*+19,5*	60,8	*+11,1*
- Prélèvements privés	59,7	*+25,3*	42,1	*-8,0*	62,3	*+12,7*	28,8	*+35,6*
= Autofinancement	72,3	*+32,7*	23,9	*-44,1*	82,6	*+25,3*	31,9	*-6,1*
+ Cessions d'immobilisations	6,1	*+20,0*	4,0	*+7,1*	12,4	*+20,8*	7,5	*+14,9*
+ Subventions d'équipement reçues	3,0	*-16,4*	8,6	*-22,0*	5,6	*+45,2*	1,7	*+6,0*
+ Nouvelles dettes financières	36,6	*-3,2*	29,6	*-6,8*	64,6	*+1,8*	25,3	*+12,2*
+ Variation des dettes auprès des tiers	5,7	///	1,1	///	4,8	///	2,1	///
+ Diminution de trésorerie nette	///	///	*+4 933,6*	///	///	///	///	///
= Total des ressources	123,7	*+24,6*	72,1	*-22,5*	170,0	*+17,6*	68,6	*+7,3*
Acquisitions d'immobilisations	44,9	*+13,4*	42,5	*-8,5*	69,7	*+0,3*	31,4	*+12,9*
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	///	-0,1	///	3,8	///	-0,2	///
+ Charges à répartir	0,0	///	-0,1	///	0,0	///	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	37,8	*-2,2*	24,5	*+12,9*	56,8	*-1,9*	25,5	*-1,9*
+ Variation des stocks	27,5	///	5,0	///	9,2	///	3,1	///
+ Variation des créances auprès des tiers	10,7	///	0,4	///	12,9	///	2,8	///
+ Variation des comptes de régularisation	1,0	///	0,0	///	0,7	///	0,1	///
+ Augmentation de trésorerie nette	1,9	///	///	///	16,9	///	5,9	///
= Total des emplois	123,7	*+24,6*	72,1	*-22,5*	170,0	*+17,6*	68,6	*+7,3*
Variation du fonds de roulement net	35,3	///	-0,6	///	34,8	///	9,7	///
Variation du besoin en fonds de roulement	33,5	///	4,3	///	17,9	///	3,8	///
Variation de trésorerie nette	1,9	///	-4,9	///	16,9	///	5,9	///
Investissement total	38,8	*+12,3*	38,4	*-9,8*	61,1	*-4,9*	23,7	*+7,8*
Excédent de trésorerie d'exploitation	87,9	*-0,7*	58,1	*-23,8*	118,0	*+10,4*	56,9	*+20,4*

Bilan 2022	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	291,2	*+3,9*	201,4	*+5,3*	448,9	*+3,7*	296,1	*+1,0*
Terrains	93,5	*+6,3*	26,1	*+3,5*	24,2	*+3,2*	39,2	*+3,9*
Aménagements terrains	1,5	*+8,7*	3,8	*+5,9*	2,9	*+3,3*	1,6	*-3,9*
Constructions	55,9	*-1,8*	31,5	*+1,6*	124,6	*-1,3*	49,3	*+0,4*
Installations spécialisées	6,3	*+7,9*	17,1	*+24,5*	34,1	*+10,7*	4,4	*+6,8*
Matériel	62,3	*+6,9*	53,1	*+6,4*	127,4	*+7,5*	64,4	*+1,6*
Plantations (y compris forêt)	57,1	*+2,7*	53,1	*+4,3*	0,2	*+24,2*	0,0	*-1,3*
Animaux reproducteurs	0,3	*+2,6*	1,1	*-6,6*	107,9	*+3,7*	128,8	*-0,2*
Autres immobilisations	14,3	*+3,0*	15,8	*-0,2*	27,6	*+3,4*	8,5	*+3,7*
Actif circulant	474,2	*+9,7*	184,4	*+1,3*	216,4	*+20,6*	146,5	*+8,9*
Stocks et en-cours	307,0	*+9,8*	36,0	*+16,1*	93,8	*+10,9*	81,5	*+3,9*
dont animaux circulants	0,2	*-1,2*	0,5	*+9,4*	35,6	*+9,4*	50,9	*+3,8*
Valeurs réalisables	84,6	*+15,2*	65,2	*-3,5*	66,0	*+21,6*	25,2	*+11,2*
Valeurs disponibles	82,6	*+4,2*	83,2	*-0,3*	56,7	*+39,8*	39,8	*+19,2*
Régularisation actif	2,1	*+7,1*	2,0	*-6,8*	3,6	*+22,4*	1,5	*+12,1*
Total actif	767,5	*+7,4*	387,9	*+3,3*	668,9	*+8,8*	444,1	*+3,5*
Capitaux propres	536,3	*+9,7*	238,6	*+1,8*	343,4	*+14,4*	304,8	*+4,4*
Capital individuel initial	320,8	*+0,0*	133,6	*+0,0*	210,6	*+0,0*	233,1	*+0,0*
Variation du capital initial	194,1	*+32,0*	78,6	*+0,3*	112,9	*+56,4*	63,0	*+25,3*
Subventions d'investissement	21,4	*+1,9*	26,4	*+18,0*	19,9	*+14,4*	8,7	*+2,2*
Total endettement	231,0	*+2,9*	149,2	*+5,7*	325,3	*+3,4*	139,1	*+1,6*
Dettes à long ou moyen terme	127,7	*+0,3*	92,1	*+6,6*	243,1	*+3,4*	93,9	*+0,5*
Emprunts à court terme	10,4	*-13,3*	4,0	*-12,8*	7,5	*-1,8*	2,9	*-19,5*
Autres dettes financières à - 1 an	14,4	*+16,1*	5,4	*+55,9*	10,8	*-15,2*	7,2	*+3,9*
Dettes auprès de tiers	78,4	*+7,8*	47,7	*+2,3*	63,9	*+8,2*	35,1	*+6,4*
Régularisation passif	0,2	///	0,0	///	0,2	///	0,1	///
Total passif	767,5	*+7,4*	387,9	*+3,3*	668,9	*+8,8*	444,1	*+3,5*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

Tableau de financement simplifié	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Résultat courant avant impôts	28,5	*-18,6*	169,5	*+374,3*	78,5	*+51,8*	73,8	*+14,3*
+ Dotation aux amortissements	28,5	*+1,3*	61,6	*-3,3*	48,2	*+0,8*	40,0	*-1,8*
+ Charges et produits exceptionnels	0,0	///	-0,1	///	0,1	///	0,1	///
= Capacité d'autofinancement	57,1	*-9,7*	231,0	*+134,9*	126,8	*+27,0*	113,8	*+7,5*
- Prélèvements privés	29,0	*-10,4*	66,3	*+17,5*	40,9	*-19,1*	40,6	*-17,0*
= Autofinancement	28,1	*-8,9*	164,7	*+325,3*	85,8	*+78,9*	73,2	*+27,8*
+ Cessions d'immobilisations	5,4	*-24,3*	18,4	*+196,4*	6,1	*-14,9*	16,1	*+56,7*
+ Subventions d'équipement reçues	3,5	*+39,4*	7,0	*+55,2*	2,9	*+43,1*	2,1	*-10,4*
+ Nouvelles dettes financières	25,4	*+4,1*	104,8	*+4,2*	45,5	*-31,4*	48,1	*-4,6*
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,2	///	8,9	///	4,5	///	3,3	///
+ Diminution de trésorerie nette	///	///	///	///	///	///	///	///
= Total des ressources	63,5	*-7,6*	303,8	*+65,6*	144,8	*+13,7*	142,8	*+16,2*
Acquisitions d'immobilisations	33,7	*-9,6*	92,2	*+11,3*	43,9	*-26,0*	58,3	*+3,2*
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,3	///	2,5	///	0,5	///	1,6	///
+ Charges à répartir	-0,1	///	0,0	///	0,0	///	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	24,9	*+7,3*	93,9	*+3,3*	55,1	*+4,9*	42,2	*-2,0*
+ Variation des stocks	0,7	///	42,5	///	10,6	///	15,1	///
+ Variation des créances auprès des tiers	0,3	///	29,3	///	26,6	///	13,9	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	///	0,5	///	0,3	///	0,1	///
+ Augmentation de trésorerie nette	2,6	///	*+42 976,4*	///	7,9	///	11,6	///
= Total des emplois	63,5	*-7,6*	303,8	*+65,6*	144,8	*+13,7*	142,8	*+16,2*
Variation du fonds de roulement net	2,5	///	106,3	///	40,9	///	37,4	///
Variation du besoin en fonds de roulement	-0,1	///	63,2	///	32,7	///	25,7	///
Variation de trésorerie nette	2,6	///	43,0	///	8,2	///	11,7	///
Investissement total	29,7	*-6,8*	76,3	*-0,9*	38,2	*-27,7*	43,8	*-7,4*
Excédent de trésorerie d'exploitation	57,0	*-5,6*	165,0	*+87,9*	93,4	*+3,9*	81,7	*-3,3*

Bilan 2022	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture polyélevage	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	226,4	*+2,2*	517,5	*+4,9*	330,8	*-2,1*	325,0	*+4,8*
Terrains	23,4	*+3,4*	23,9	*+4,5*	22,4	*+5,3*	41,6	*+6,5*
Aménagements terrains	1,8	*-2,2*	6,0	*+7,4*	4,9	*+2,6*	2,5	*+0,7*
Constructions	62,3	*+2,2*	267,6	*+6,5*	154,7	*-3,1*	65,5	*+5,7*
Installations spécialisées	14,3	*+11,6*	25,5	*+9,9*	36,2	*-3,2*	13,3	*+3,0*
Matériel	69,3	*+0,2*	105,2	*+1,1*	84,2	*-2,0*	106,0	*+6,7*
Plantations (y compris forêt)	0,1	*+4,1*	0,3	*+16,2*	1,0	*-0,3*	5,0	*-1,2*
Animaux reproducteurs	46,5	*+2,9*	53,8	*+4,9*	11,4	*+4,6*	63,0	*+2,6*
Autres immobilisations	8,8	*-1,4*	35,2	*+0,6*	15,9	*-4,9*	28,2	*+1,2*
Actif circulant	108,9	*+3,2*	412,4	*+32,3*	218,9	*+24,3*	240,0	*+20,6*
Stocks et en-cours	39,8	*+1,8*	264,6	*+19,1*	68,4	*+18,3*	110,8	*+15,8*
dont animaux circulants	16,2	*+1,9*	177,1	*+20,3*	38,1	*+19,3*	33,8	*+3,1*
Valeurs réalisables	29,9	*+3,1*	79,2	*+56,4*	87,5	*+41,4*	67,2	*+22,3*
Valeurs disponibles	39,2	*+4,8*	68,7	*+76,4*	63,0	*+11,8*	62,1	*+28,0*
Régularisation actif	0,9	*-7,8*	4,9	*+10,5*	2,9	*+13,1*	3,2	*+7,7*
Total actif	336,2	*+2,5*	934,8	*+15,5*	552,6	*+7,0*	568,2	*+11,0*
Capitaux propres	196,6	*+3,6*	358,8	*+49,9*	207,0	*+26,6*	326,5	*+16,6*
Capital individuel initial	143,1	*+0,0*	188,4	*+0,0*	120,8	*+0,0*	192,4	*+0,0*
Variation du capital initial	39,5	*+17,4*	147,8	*+361,9*	66,7	*+194,4*	123,5	*+60,6*
Subventions d'investissement	14,1	*+7,4*	22,6	*+19,6*	19,5	*-2,5*	10,6	*-1,0*
Total endettement	139,5	*+1,0*	575,8	*+1,0*	345,5	*-2,1*	241,5	*+4,1*
Dettes à long ou moyen terme	103,0	*+0,6*	371,2	*+2,6*	253,1	*-3,7*	162,1	*+2,8*
Emprunts à court terme	2,5	*-6,9*	23,7	*+7,2*	6,3	*+4,7*	6,0	*+33,2*
Autres dettes financières à - 1 an	5,3	*-3,3*	64,1	*-17,9*	16,8	*-11,9*	12,6	*+2,5*
Dettes auprès de tiers	28,7	*+4,2*	116,8	*+8,3*	69,4	*+6,9*	60,8	*+5,8*
Régularisation passif	0,1	///	0,1	///	0,1	///	0,2	///
Total passif	336,2	*+2,5*	934,8	*+15,5*	552,6	*+7,0*	568,2	*+11,0*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

Tableau F : Situation financière des exploitations en 2022

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2021 en euros 2022 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2021 et 2022

Tableau de financement simplifié	Petites		Moyennes		Grandes	
	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*	2022	*Évol. 22/21 (%)*
Résultat courant avant impôts	25,4	*+9,6*	64,3	*+16,2*	162,4	*+42,8*
+ Dotation aux amortissements	15,4	*-3,4*	32,0	*+0,1*	70,4	*+0,3*
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	///	0,2	///	0,7	///
= Capacité d'autofinancement	40,9	*+4,7*	96,5	*+9,7*	233,5	*+26,4*
- Prélèvements privés	20,0	*+26,7*	43,6	*+15,5*	91,7	*+11,9*
= Autofinancement	20,9	*-12,1*	52,9	*+5,2*	141,8	*+38,5*
+ Cessions d'immobilisations	4,8	*+19,2*	9,9	*+3,2*	20,3	*+47,8*
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	*-1,2*	2,3	*+11,5*	6,4	*+32,6*
+ Nouvelles dettes financières	12,2	*-11,0*	34,6	*+9,1*	93,9	*+4,6*
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,4	///	4,0	///	7,5	///
+ Diminution de trésorerie nette	///	///	///	///	///	///
= Total des ressources	39,7	*-5,3*	103,7	*+9,7*	269,9	*+24,1*
Acquisitions d'immobilisations	19,8	*-3,1*	43,7	*+6,6*	101,8	*+9,1*
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,7	///	1,1	///	2,6	///
+ Charges à répartir	0,0	///	-0,1	///	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	13,2	*+3,5*	30,7	*-2,9*	85,1	*+3,2*
+ Variation des stocks	2,8	///	11,6	///	39,1	///
+ Variation des créances auprès des tiers	1,8	///	9,2	///	25,3	///
+ Variation des comptes de régularisation	-0,1	///	0,1	///	0,9	///
+ Augmentation de trésorerie nette	2,8	///	7,3	///	15,1	///
= Total des emplois	39,7	*-5,3*	103,7	*+9,7*	269,9	*+24,1*
Variation du fonds de roulement net	7,0	///	24,2	///	72,9	///
Variation du besoin en fonds de roulement	4,1	///	16,9	///	57,6	///
Variation de trésorerie nette	2,8	///	7,3	///	15,2	///
Investissement total	14,3	*-13,4*	34,9	*+7,9*	84,1	*+3,2*
Excédent de trésorerie d'exploitation	37,3	*+5,2*	75,2	*+1,3*	165,8	*+7,7*

	Petites		Moyennes		Grandes	
Bilan 2022	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	149,7	*+1,2*	270,8	*+3,6*	549,8	*+5,0*
Terrains	45,2	*+4,0*	46,7	*+2,8*	39,7	*+11,0*
Aménagements terrains	1,1	*-0,5*	2,5	*+0,8*	4,9	*+2,2*
Constructions	25,2	*+0,5*	50,1	*+0,4*	143,8	*+1,6*
Installations spécialisées	5,0	*+5,3*	10,7	*+5,9*	37,2	*+10,9*
Matériel	36,8	*+1,2*	81,3	*+6,9*	166,8	*+7,0*
Plantations (y compris forêt)	2,5	*-2,0*	8,3	*+4,5*	28,9	*+2,5*
Animaux reproducteurs	24,8	*-2,9*	49,2	*+2,3*	74,5	*+3,7*
Autres immobilisations	9,2	*+1,4*	22,0	*+3,3*	54,1	*+4,3*
Actif circulant	94,3	*+8,8*	212,6	*+15,3*	524,2	*+18,0*
Stocks et en-cours	35,9	*+8,5*	97,7	*+13,5*	286,7	*+15,8*
dont animaux circulants	9,5	*+0,1*	20,2	*+5,0*	48,0	*+10,5*
Valeurs réalisables	22,3	*+8,6*	56,2	*+19,1*	129,5	*+22,5*
Valeurs disponibles	36,1	*+9,2*	58,6	*+14,8*	108,0	*+18,6*
Régularisation actif	1,3	*-0,0*	2,0	*+5,9*	5,3	*+12,2*
Total actif	245,2	*+4,0*	485,4	*+8,4*	1 079,3	*+11,0*
Capitaux propres	174,7	*+6,0*	306,5	*+10,7*	585,0	*+18,3*
Capital individuel initial	129,6	*+0,0*	196,3	*+0,0*	308,8	*+0,0*
Variation du capital initial	39,6	*+31,5*	99,8	*+41,2*	249,9	*+54,5*
Subventions d'investissement	5,5	*+6,7*	10,3	*+6,1*	26,4	*+9,3*
Total endettement	70,4	*-0,6*	178,7	*+4,7*	493,8	*+3,5*
Dettes à long ou moyen terme	45,8	*-1,1*	117,4	*+3,4*	327,8	*+2,8*
Emprunts à court terme	1,5	*-26,2*	4,4	*+2,2*	15,7	*-1,6*
Autres dettes financières à - 1 an	3,1	*+5,7*	8,2	*+1,4*	27,1	*+1,1*
Dettes auprès de tiers	20,0	*+2,1*	48,7	*+9,0*	123,2	*+6,5*
Régularisation passif	0,1	*+126,7*	0,2	*+20,0*	0,5	*-41,5*
Total passif	245,2	*+4,0*	485,4	*+8,4*	1 079,3	*+11,0*

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2021-2022 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

CHAPITRE 2

Les comptes nationaux prévisionnels de l'agriculture en 2023

Estimation au 20 décembre 2023

Introduction 49

Faits marquants pour l'agiculture en 2023 50

La production de la branche agricole 52

La valeur ajoutée de la branche agricole 65

Les résultats de la branche agricole 72

Annexes 74

- Graphiques sur longue période 80
- Graphiques conjoncturels 83
- Méthodologie et définitions du compte spécifique de la branche agricole 86
- Liens vers Internet 88

Introduction

Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique », présenté à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation (CCAN), est établi par l'Insee selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 2010) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen (cf. méthodologie page 39).

Son établissement repose sur un suivi statistique agricole auquel participent le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et de nombreux organismes intervenant dans la mise en œuvre de la politique agricole. Les évaluations s'appuient sur les résultats de la Statistique agricole annuelle (SAA) et du Réseau d'information comptable agricole (RICA). Le champ du compte spécifique est plus large que celui des résultats du RICA présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Ceux-ci ne couvrent pas notamment les petites exploitations, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte du compte national sur les points suivants :
– les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
– les établissements produisant des semences certifiées et les jardins familiaux des non-exploitants ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Le compte de l'agriculture présenté ici décrit les performances de l'agriculture en tant qu'**activité économique**. Est estimée notamment la valeur ajoutée, soit la richesse créée par cette activité. Augmentée de l'ensemble des subventions nettes des impôts au titre de son exercice, elle est appelée **valeur ajoutée brute au coût des facteurs**. Celle-ci peut aussi être exprimée nette de la dépréciation du capital. Ce résultat est alors appelé **revenu des facteurs de la branche agricole**, au sens où il vient rémunérer le travail et le capital mobilisés par cette activité économique. **Il ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est agriculteur**.

Ce compte prévisionnel de l'agriculture pour 2023 a été établi sur la base de données et d'informations disponibles au 04 décembre 2023.

Ce rapport et la rétrospective 1959-2023 des comptes sont disponibles sur le site :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/6675413?sommaire=6675425

Avertissement

Le rapport sur le compte national prévisionnel de l'agriculture, publié chaque année en décembre, s'achevait habituellement par la présentation d'agrégats en termes nets. Les agrégats comptables nets se déduisent des agrégats bruts en soustrayant la consommation de capital fixe (CCF), à savoir la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital. L'estimation de ce poste est délicate, repose sur une modélisation, et les données disponibles en décembre ne permettent pas d'en avoir une évaluation suffisamment fiable. Il a donc été décidé d'interrompre, au moment du compte prévisionnel, la publication de la CCF et des indicateurs nets qui en résultent. Ces indicateurs resteront publiés à partir du compte provisoire, au moment où peuvent êtes intégrées des données de la comptabilité nationale qui en permettent une estimation satisfaisante.

Ce compte prévisionnel de l'année 2023 est le dernier compte publié en base 2014. En juillet 2024, le compte de l'agriculture sera publié dans la nouvelle base 2020, qui intègre notamment les résultats du dernier recensement agricole. Ce changement de base pourra être source de révisions. Les séries des comptes de l'agriculture seront rétropolées en base 2020.

Faits marquants pour l'agriculture en 2023

La valeur de la production agricole hors subventions recule légèrement en 2023 (– 0,8 %), après deux années de forte croissance.

Les prix diminuent globalement de 3,7 %. Ils sont tirés à la baisse par la chute des prix des céréales et des oléagineux, dans un contexte mondial marqué par le repli des cours des produits agricoles et des matières premières. La hausse du coût des intrants connaît certes un ralentissement, mais demeure encore forte (+3,5 %) portée par les prix des engrais. Dans le même temps les récoltes abondantes portent une hausse de la production agricole en volume (+ 2,9 %).

La production végétale diminue de 4,6 % en valeur (après + 17,4 % en 2022), du fait d'un reflux des prix (- 10,1 %), alors que les volumes augmentent nettement (+ 6,1 %). Les conditions climatiques plus favorables qu'en 2022 ont permis une amélioration des rendements des récoltes de céréales. Il en est de même pour les oléagineux et protéagineux, les fourrages et les pommes de terre. Il en découle une baisse des prix de ces produits, particulièrement sensible pour les céréales (- 28,4 % après + 24,0 %) et les oléagineux (-24,6 % après + 2,2 %). Les disponibilités mondiales importantes pèsent en effet sur les cours, et ce en dépit de la poursuite du conflit en Ukraine. Par ailleurs, les prix des fruits et légumes s'élèvent.

A l'inverse, **la production animale** croît de 5,2 % en valeur (après + 17,5 % en 2022). Les prix sont en hausse (+ 7,9 %) alors que les volumes fléchissent (- 2,5 %). Comme les années précédentes, la production de bétail recule, conséquence de l'érosion continue du cheptel en France comme en Europe. La production de volailles ne se redresse que légèrement, l'épizootie d'*inflenza* aviaire s'étant prolongée au début 2023. La progression des prix ralentit dans un contexte où les coûts de l'alimentation animale progressent moins vite. En outre, la demande intérieure est moins dynamique tandis que les exportations de porcins ralentissent.

Les **consommations intermédiaires** augmentent en valeur (+ 2,5 % après + 15,7 %). La hausse des prix est moindre qu'en 2022 (+ 3,5 % après + 22,0 %) alors que la diminution du volume des intrants se poursuit (- 0,9 % après – 5,2 %). La charge en aliments pour animaux diminue suite à une contraction des volumes achetés. La très forte hausse du prix des engrais entraîne à nouveau une réduction de leur usage. La facture énergétique diminue en raison notamment d'une baisse des prix du gazole non routier. A l'inverse, les coûts des pesticides et celui des dépenses vétérinaires sont en hausse.

En 2023, la **valeur ajoutée brute** de la branche agricole se contracterait de 5,3 %, suite au repli de la production au prix de base (- 0,8 %), conjugué à la hausse des consommations intermédiaires (+ 2,5 %).

Les **subventions d'exploitation** (hors subventions sur les produits) s'élèveraient à environ 8,4 milliards d'euros, en hausse de 1,8 % par rapport à 2022, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle PAC à compter du 1er janvier 2023.

La **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** diminuerait de 4,5 % en 2023. L'emploi agricole continue tendanciellement de décroître, au rythme de - 0,5 % en 2023. La réduction de l'emploi non salarié se poursuit (– 2,0 %), tandis que l'emploi salarié progresse (+ 1,7 %). Dès lors, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif baisserait de 4,1 %. Les prix agricoles ont amorcé leur décrue en 2023 alors que les prix des biens et services continuent de progresser. Ainsi, en termes réels, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif reculerait nettement de 9,0% après avoir progressé de 9,6 % en 2022.

Tableau 1 : De la production de la branche agricole à la valeur ajoutée

Principaux postes du compte de l'agriculture en 2023		Valeurs (en milliards d'euros)	Évolutions en %		
			Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	(a)	95,5	2,9	-3,7	-0,8
Produits végétaux		56,6	6,1	-10,1	-4,6
Céréales		13,0	5,8	-28,4	-24,2
Oléagineux, protéagineux		3,4	4,2	-24,8	-21,6
Autres plantes industrielles		2,1	-0,8	8,5	7,6
Fourrages		7,1	19,7	-7,2	11,0
Légumes, pommes de terre, plantes et fleurs		12,0	6,2	1,6	7,9
Fruits		3,7	0,2	7,5	7,7
Vins		15,3	3,3	-1,1	2,2
Produits animaux		33,2	-2,5	7,9	5,2
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)		13,9	-5,1	9,7	4,1
Volailles, œufs		6,3	0,7	5,8	6,5
Lait et autres produits de l'élevage		13,1	-1,2	7,1	5,8
Services		5,7	0,0	5,4	5,4
Subventions sur les produits	(b)	1,1	-2,9	2,6	-0,4
Production au prix de base	(c) = (a) + (b)	96,6	2,9	-3,6	-0,8
Consommations intermédiaires, dont :	(d)	57,2	-0,9	3,5	2,5
achats		47,7	-3,6	5,7	1,8
Valeur ajoutée brute	(e) = (c) - (d)	39,4	7,9	-12,3	-5,3

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

La production de la branche agricole

1 La production hors subventions

Tableau 2 : La production de la branche agricole hors subventions

	Valeurs en M€	Évolutions en %			Contributions en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Production hors subventions	95 455	2,9	-3,7	-0,8	2,9	-3,7
dont productions végétales	56 599	6,1	-10,1	-4,6	3,7	-6,4
Céréales	12 959	5,8	-28,4	-24,2	1,0	-5,2
Oléagineux, protéagineux	3 405	4,2	-24,8	-21,6	0,2	-1,1
Fruits	3 726	0,2	7,5	7,7	0,0	0,3
Vins	15 269	3,3	-1,1	2,2	0,5	-0,2
Légumes frais	3 686	2,7	7,1	10,0	0,1	0,2
Pommes de terre	5 147	12,8	-3,0	9,4	0,6	-0,2
dont productions animales	33 202	-2,5	7,9	5,2	-0,8	2,5
Bétail	13 878	-5,1	9,7	4,1	-0,7	1,2
Lait	11 709	-2,0	7,5	5,3	-0,2	0,8

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

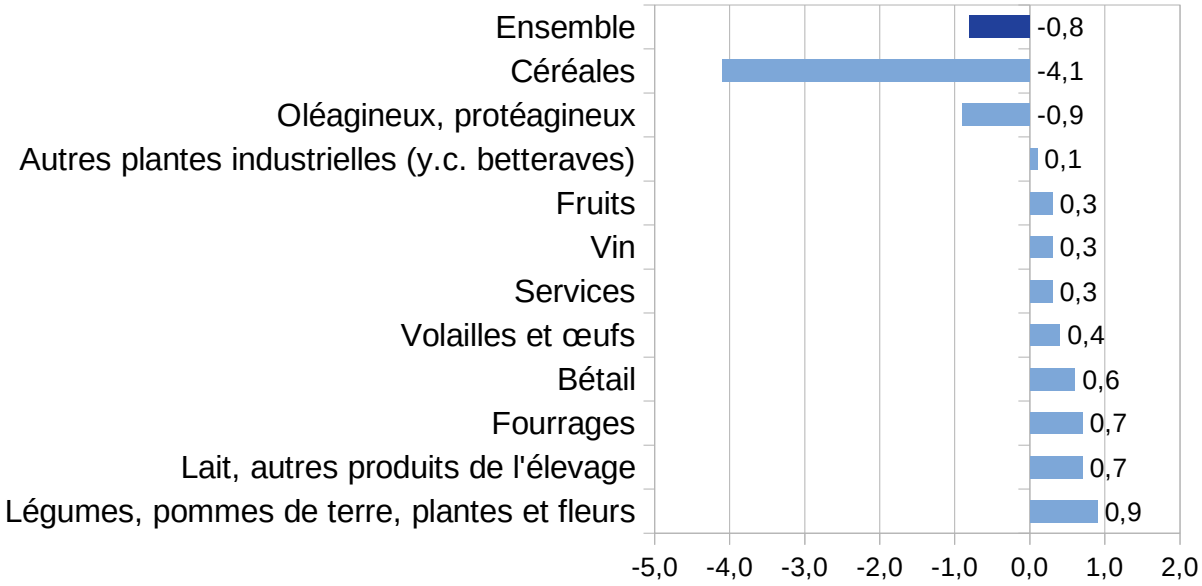
Le volume de la production agricole hors subventions repart à la hausse en 2023 (+ 2,9 % après – 0,6 %). La progression des productions végétales s'accentue (+ 6,1 % après + 1,7 %), grâce notamment au rebond de la récolte de céréales (+ 5,8 % après – 11,0 %) et de pommes de terre (+12,8 % après – 8,3 %). Les productions de fruits et de vins se stabilisent après la très forte croissance de l'année précédente. La baisse des productions animales se poursuit (– 2,5 % après – 4,7 %) et concerne la production de bétail comme celle de lait.

Globalement **les prix** agricoles refluent après la hausse soutenue de l'année 2022 (– 3,7 % après + 17,3 %). Le prix des productions végétales recule fortement (– 10,1 % après + 15,5 %), sous l'effet notamment de la chute des cours des céréales et des oléagineux et protéagineux (respectivement – 28,4 % et – 24,8 %). A l'inverse, le renchérissement du prix des productions animales se poursuit, à un rythme toutefois ralenti (+ 7,9 % après + 23,3 %).

Au total, la valeur de la production de la branche agricole hors subventions est en léger repli en 2023 (– 0,8 %) après la croissance soutenue des deux dernières années.

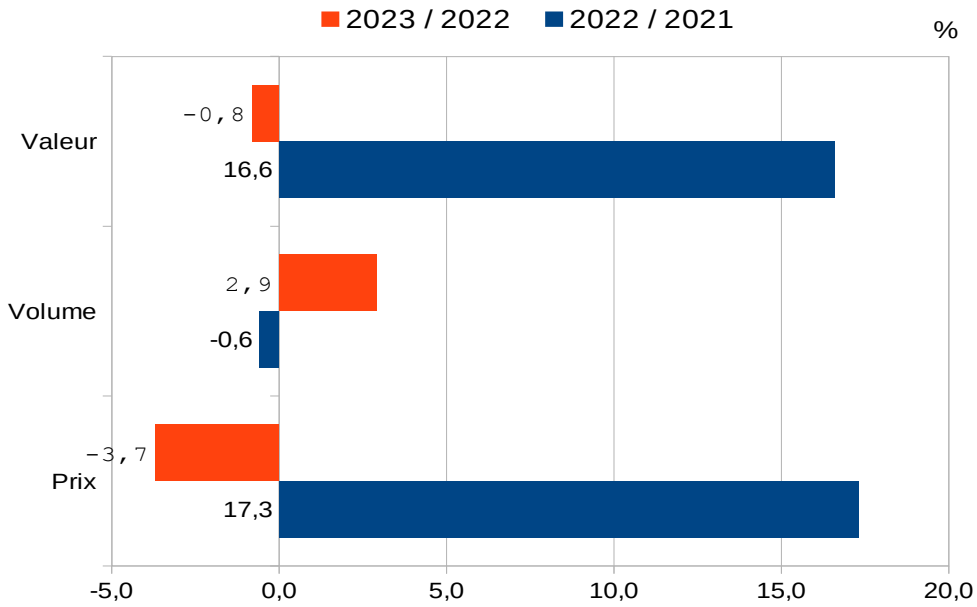
Depuis 2020, à la suite des fortes hausses des années 2021 et 2022, la production agricole progresse en valeur de 25,7 %. Cette augmentation est avant tout liée à celle des prix (+ 23,9 %), alors que la production ne s'accroît que faiblement en volume (+ 1,5 %). En trois ans, la production végétale s'est accrue de 27,6 % en valeur. L'année 2023 a amplifié sa hausse en volume (+7,9 % depuis 2020) en atténuant la hausse des prix, qui atteint 18,3 % sur trois ans. La production animale augmente de 26 % en valeur. Elle est également tirée par la forte augmentation des prix (+ 38,2 %), cependant qu'elle recule en volume (- 8,9 %).

Graphique 1 : Variation de la production agricole hors subventions 2023/2022 en milliards d'euros



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

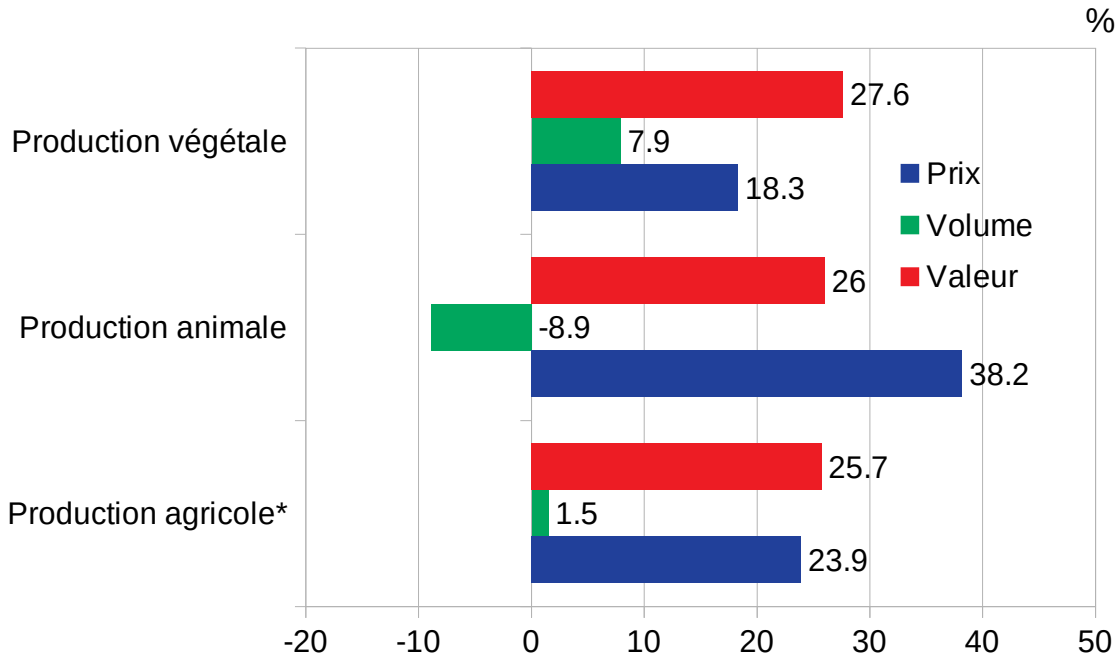
Graphique 2 : Évolution de la production agricole hors subventions en 2022 et 2023



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Lecture : en 2023, la valeur de la production agricole hors subventions diminue de 0,8 % par rapport à 2022.

Graphique 3 : Évolution de la production hors subventions entre 2020 et 2023, en valeur, en volume et en prix



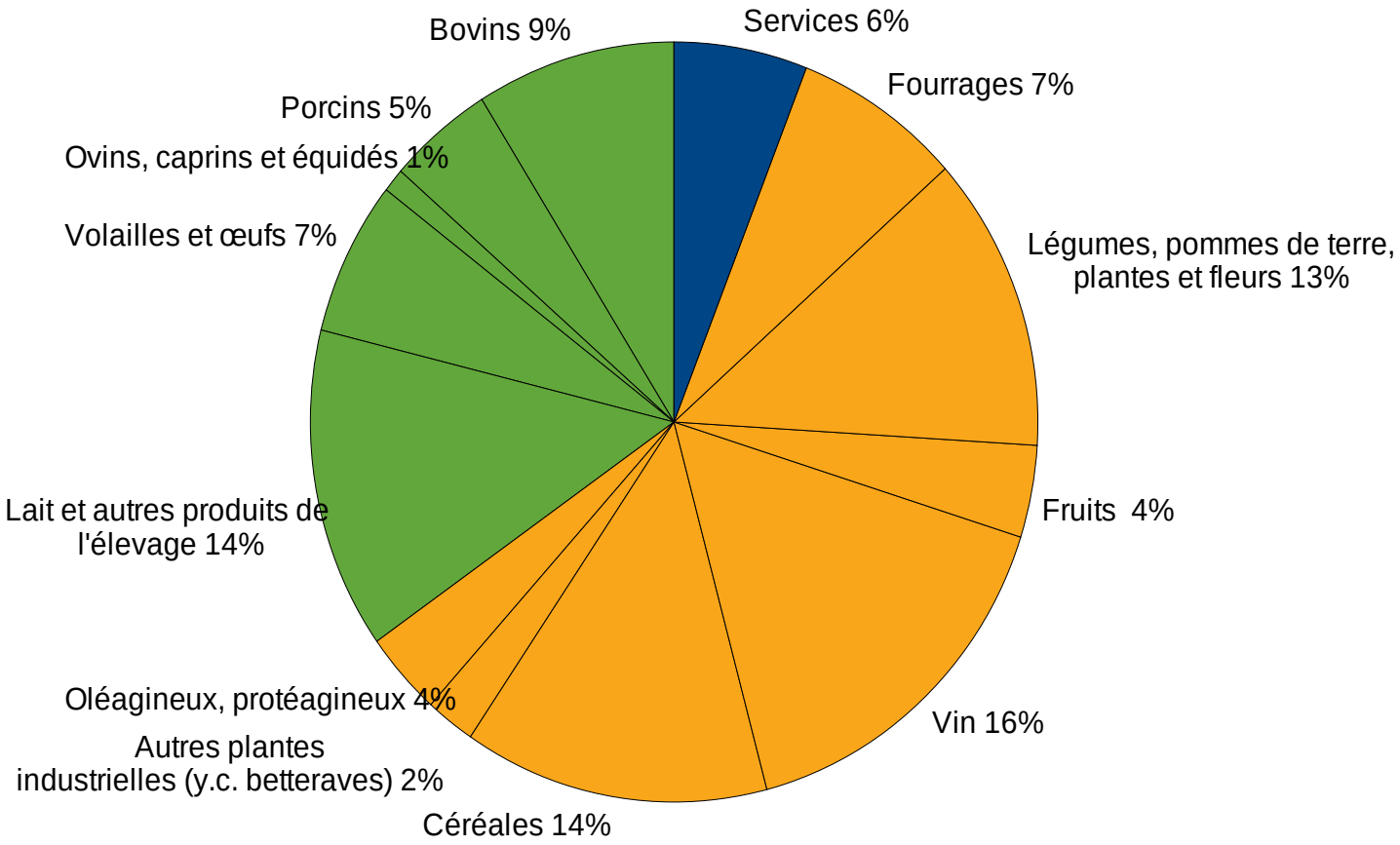
* Y compris la production de services
Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023
Lecture : entre 2020 et 2023, la valeur de la production agricole hors subvention augmente de 27,6 %

Tableau 3 : Part des différents produits dans la valeur de la production agricole de 2021 à 2023 (hors subventions, en %)

	2021	2022	2023
Céréales	18,8	17,8	13,6
Oléagineux, protéagineux	4,4	4,5	3,6
Autres plantes industrielles (y.c. betteraves)	2,0	2,0	2,2
Fourrages	6,6	6,7	7,5
Légumes, pommes de terre, plantes et fleurs	12,6	11,6	12,6
Fruits	3,7	3,6	3,9
Vin	13,2	15,5	16
Bovins	8,5	8,8	8,9
Porcins	3,9	4	4,7
Ovins, caprins et équidés	1,1	1	1
Volailles et œufs	5,8	6,1	6,6
Lait et autres produits de l'élevage	13,2	12,8	13,7
Services	6,3	5,6	5,9
Total	100	100	100

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Graphique 4 : Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2023



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

2 Détail par produits

2.1 Les céréales

Tableau 4 : Production hors subventions de céréales en 2023 (évolution en %)

	Valeur (M€)	Évolutions en %			Contributions aux évolutions en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	En volume	En prix
Ensemble	**12 959**	**5,8**	**-28,4**	**-24,2**	**5,8**	**-28,4**
Blé tendre	7 346	3,6	-27,9	-25,3	2,1	-15,7
Maïs	2 316	13,0	-36,0	-27,7	2,4	-7,2
Orge	2 390	7,1	-23,0	-17,5	1,2	-3,9

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture arrêté au 04 décembre 2023

En 2023, la valeur de la production de **céréales** diminue nettement (- 24,2 %), sous l'effet d'une forte baisse des prix (- 28,4 %) partiellement compensée par la hausse des volumes (+ 5,8 %).

En **volume**, la production augmente (+ 5,8 %) après la baisse de 2022 (- 11,0 %). La récolte de **blé tendre** augmente de 3,6 %. Cette hausse est portée par de meilleurs rendements qu'en 2022. La récolte d'**orge** augmente (+ 7,1 %), la hausse des rendements permettant de compenser les moindres surfaces mises en culture. Le **maïs** connaît un fort rebond (+ 13,0 %) après une mauvaise année 2022 (- 30,2 %). Ceci s'explique par une hausse des rendements, compensant la baisse des surfaces cultivées qui se poursuit.

Les **prix** de production diminuent (- 28,4 %), dans un contexte de recul des prix, après deux années de forte hausse (+31,8 % en 2021, +24,0 % en 2022). En dépit de la guerre en Ukraine et du retrait de la Russie de l'accord sur le corridor en Mer Noire, l'abondance des récoltes mondiales continue de tirer les cours des céréales à la baisse. Le prix du **blé tendre** se réduit fortement (- 27,9 % après + 23,6 % en 2022). Le prix de l'**orge** diminue également (- 23,0 % après +26,9 % en 2022). Le prix du **maïs** baisse lui aussi (- 36,0 % après +22,3 % en 2022), du fait des fortes disponibilités mondiales, notamment du maïs brésilien.

2.2 Les plantes industrielles[1]

Tableau 5 : Production hors subventions de plantes industrielles en 2023 (évolution en %)

	Valeur (M€)	Évolutions en %			Contributions aux évolutions en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	En volume	En prix
Ensemble	**5 493**	**2,6**	**-14,8**	**-12,6**	**2,6**	**-14,8**
Oléagineux	3 153	2,8	-24,6	-22,5	1,8	-15,9
Protéagineux	252	24,0	-26,8	-9,2	1,1	-1,4
Betteraves industrielles	1 417	1,5	12,1	13,8	0,3	2,4

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture arrêté au 04 décembre 2023

La valeur de la production d'**oléagineux** baisse en 2023 (- 22,5 %, après trois années de forte hausse) du fait du recul des prix (- 24,6 %). Les volumes continuent d'augmenter (+ 2,8 % après + 17,3 % en 2022) principalement sous l'effet de la hausse des surfaces mises en culture. Les volumes de **colza** diminuent (-5,5 % après +36,8 % en 2022), du fait de la baisse des rendements, que la hausse des surfaces ne permet pas de compenser. Les prix diminuent de 22,9 %. La production de **tournesol** augmente fortement (+ 19,4 %) du fait de la hausse des rendements, et lui permet d'atteindre un niveau historiquement haut. Il en est de même pour le **soja** (+ 15,9 %). Les prix du tournesol et du soja baissent nettement (- 29,5 % et - 17,1 %) du fait des disponibilités abondantes attendues au niveau mondial.

La valeur de la production de **protéagineux** diminue également (- 9,2 %) sous l'effet de la baisse des prix (– 26,8 % après + 27,0 %). Les volumes se rétablissent (+ 24,0 % après – 20,7 % en 2022), grâce à un effet couplé d'une hausse des rendements et des surfaces cultivées.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** continue d'augmenter (+ 13,8 % après + 32,4 %). La hausse en valeur est tirée par l'appréciation des prix (+ 12,1 % après + 44,8 % en 2022).Comme en attestent les prix historiques du sucre, la demande peine à satisfaire l'offre. La récolte augmente légèrement (+ 1,5 %) en dépit d'un recul des surfaces cultivées, portée par une hausse des rendements.

1 Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les " autres plantes industrielles " ; ce dernier poste regroupe notamment les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

2.3 Les fruits et légumes

Tableau 6 : Production hors subventions de fruits et légumes en 2023 (évolution en %)

	Valeur (M€)	Évolutions			Contributions aux évolutions	
		Volume	Prix	Valeur	En volume	En prix
Ensemble	**12 559**	**6,1**	**2,8**	**9,1**	**6,1**	**2,8**
Fruits	3 726	0,2	7,5	7,7	0,1	2,1
Légumes	3 686	2,7	7,1	10,0	0,8	2,0
Pommes de terre	5 147	12,8	-3,0	9,4	5,2	-1,3

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture arrêté au 04 décembre 2023

La production de **fruits** s'accroît en valeur de 7,7 %. Succédant aux récoltes abondantes de l'année précédente, les volumes produits en 2023 seraient quasi-stables (+ 0,2 % après + 20,8 %). Les récoltes de fruits d'été ont souffert des intempéries estivales et de la chaleur qui ont entraîné une baisse des rendements. Les pertes ont notamment été importantes pour les cerises (- 12,3 %) et pour les melons (- 8,3 %). De même, la récolte de poires est en baisse après les volumes importants produits en 2022, tout comme celle de noix (- 19,9 %). A l'inverse, les conditions climatiques ont été plus favorables à la production de pommes (+ 9,2 % en volume), qui dépasse la moyenne quinquennale. Les cours des fruits repartent à la hausse en 2023 (+ 7,5 %). Ils sont avant tout tirés par ceux des pommes, qui s'élèvent de 16,3 % en dépit des bonnes récoltes du fait d'une forte demande. Les poires contribuent moins à cette hausse du prix des fruits (étant moins consommées que les pommes), mais s'apprécient fortement (+ 40,7 %), en raison du dynamisme de la demande intérieure, et leur prix dépasse la moyenne des cinq dernières années. La baisse de l'offre accroît le prix des cerises (+ 40,7 %), et dans une moindre mesure celui des fraises (+ 9,2 %). Toutefois, la concurrence de l'Espagne pèse sur le prix des pêches (- 7,8 %) et le prix des abricots recule (-3,6 %), sous l'effet d'une moindre demande.

La valeur de la production de l**égumes** croît de 10,0 % sous l'effet conjugué de la hausse des prix (+ 7,1 %) et de celle des volumes (+ 2,7 %). Dans l'ensemble, la production se redresse après les mauvaises récoltes de l'année précédente. Les légumes qui contribuent le plus à cette hausse des volumes sont notamment les salades (+ 10,8 %), l'ail (+ 32,3 %), le choux-fleur et les choux autres (respectivement + 7,6 % et + 19,8 %). En revanche, les récoltes de tomates enregistrent une baisse de 11,2 %, en raison du manque d'ensoleillement printanier ainsi que du retard de mise en culture des variétés sous serre dû aux prix élevés de l'énergie. Bien qu'en diminution, les coûts de l'énergie restent élevés et renchérissent les légumes. Ce sont les oignons (+ 65,7 %) et les artichauts (+ 110,7 %) qui contribuent le plus à la poussée des prix. De plus, pour certains légumes comme les choux-fleurs, les carottes et les salades, les prix (respectivement + 54,2 %, +19,1 %, + 6,8 %) sont accrus par des disponibilités limitées en début d'année issues de la campagne précédente. Toutefois, les cours de certains légumes font exception, comme celui des tomates (- 6,4 %), des concombres (- 17 %) et des courgettes (- 9,9 %) : la concurrence de l'Espagne fait pression sur les prix et la météo estivale a été peu propice à la consommation dans certaines régions.

La production de **pommes de terre** augmente de 9,4 % en valeur en raison d'une progression des volumes (+ 12,8 %) partiellement atténuée par une baisse des prix (- 3,0 %). La hausse importante des surfaces cultivées et de bons rendements ont permis à la récolte de dépasser largement la moyenne quinquennale. Malgré ces bonnes récoltes, la réduction des prix resterait limitée, du fait du dynamisme de la demande industrielle. Les coûts de conservation restent en outre élevés en dépit du fléchissement du prix de l'énergie.

2.4 Les vins

Tableau 7 : Production hors subventions de vin en 2023 (évolution en %)

	Valeur (M€)	Évolutions en %			Contributions aux évolutions en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Ensemble	**15 269**	**3,3**	**-1,1**	**2,2**	**3,3**	**-1,1**
Vins d'appellation d'origine	12 328	5,9	-0,2	5,7	4,6	-0,2
vins de champagne*	5 626	12,8	7,9	21,8	4,0	2,8
autres vins d'appellation	6 702	1,4	-6,2	-4,9	0,7	-3,0
Autres vins	2 941	-6,1	-4,5	-10,3	-1,3	-0,9
vins pour eaux de vie AOC	1 554	-4,1	-7,4	-11,2	-0,5	-0,8
autres vins de distillation	29	-10	0,0	-10	0,0	00
vins de table et de pays	1 358	-8,3	-1,0	-9,2	-0,8	-0,1

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

* Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulants (activité secondaire).

La **valeur** de la production de vins progresse de 2,2 %. Le surcroît de volume (+ 3,3 %) est atténué par un léger recul des prix (- 1,1 %).

L'augmentation de la production viticole est contrastée selon les catégories de vins : les volumes produits de vins d'appellation d'origine protégée progressent de 5,9 %, tirés par la production de vins de champagne (+ 12,8 %). A l'opposé, les vendanges de vins courants baissent de 6,1 %. Dans l'ensemble, la production est supérieure à la moyenne quinquennale, malgré son repli dans certains vignobles touchés par un déficit pluviométrique, des épisodes de grêle et le mildiou.

Le recul des cours tient à plusieurs facteurs : des disponibilités accrues du fait de stocks élevés issus des très bonnes vendanges de l'an passé, la baisse des exportations vers l'Union européenne et les pays tiers, qui se confirme en 2023, tout comme le repli des ventes vers la grande distribution. Cette diminution des prix concerne en particulier les vins pour eaux de vie (- 7,4 %), ainsi que les vins d'appellation d'origine protégée autres que le champagne (- 6,2 %). Elle est moins prononcée pour les vins de table et de pays (- 1,0 %). En effet, ces derniers subissent en 2023 une moindre concurrence des vins espagnols, dont la production a chuté de 14,0 % en raison de conditions climatiques défavorables.

2.5 Le bétail

Tableau 8 : Production hors subventions de bétail en 2023 (évolution en %)

	Valeur (M€)	Évolutions en %			Contributions aux évolutions en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	En volume	En prix
Ensemble	**13 878**	**-5,1**	**9,7**	**4,1**	**-5,1**	**9,7**
Gros bovins	7 190	-4,8	5,0	0,0	-2,6	2,7
Veaux	1 264	-6,8	5,8	-1,4	-0,7	0,5
Ovins-caprins	808	-5,7	2,3	-3,5	-0,4	0,1
Porcins	4 460	-5,0	21,7	15,6	-1,4	6,3

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

La hausse de la valeur de la production de **bétail** se ralentit nettement en 2023 (+ 4,1 % après + 19,9 % en 2022) : l'augmentation des prix est moindre (+ 9,7 % après + 23,6 %), toujours associée à une baisse des volumes (- 5,1 %).

La production de **gros bovins** est stable en valeur. La baisse des volumes s'accentue en 2023 (- 4,8 %), sous l'effet du recul des abattages dans le contexte général d'érosion du cheptel. Ceci est toutefois compensé par la hausse des cours (+ 5,0 %). La faiblesse de l'offre contribue à maintenir les prix élevés, mais leur progression est en très net ralentissement par rapport à l'année précédente (+ 27,0 %), en raison d'une diminution de la demande. De plus, les prix des aliments pour bovins décroissent à partir du deuxième trimestre.

La production de **veaux** se replie en valeur (- 1,4 %) sous l'effet d'une contraction des volumes (- 6,8 %), en partie rattrapée par le renchérissement des prix (+ 5,8 %). Comme pour les bovins, les prix augmentent moins que l'année précédente (+ 15,0 % en 2022), en raison du manque de dynamisme de la demande intérieure et de la moindre pression des coûts de l'alimentation animale.

La production d'**ovins** recule également en valeur (- 3,5 %), en raison d'une réduction des volumes (- 5,7 %), partiellement effacée par la hausse des prix (+ 2,3 %). Ici encore, les faibles disponibilités rencontrent une demande atone, et les prix de l'alimentation des animaux ralentissent.

La forte hausse de la valeur de la production de **porcins** se poursuit en 2023 (+ 15,6 % après + 21,0 %). Les prix s'élèvent de 21,7 %, alors que les volumes se réduisent. (- 5,0 %). Comme dans le reste de l'Union européenne, le recul des abattages est lié à l'érosion continue du cheptel. Les prix atteignent des niveaux inédits, mais décélèrent progressivement au cours de l'année. La demande intérieure est peu dynamique, tandis que les exportations de viande vers l'Union européenne et la Chine continuent de reculer. Par ailleurs, le coût de l'alimentation des porcins diminue au second semestre, restant cependant supérieur à la moyenne quinquennale.

2.6 Les produits avicoles

Tableau 9 : Production hors subventions de produits avicoles en 2023 (évolution en %)

	Valeur (M€)	Évolutions en %			Contributions aux évolutions en point de %	
		Volume	Prix	Valeur	En volume	En prix
Ensemble	**6 268**	**0,7**	**5,8**	**6,5**	**0,7**	**5,8**
Volailles	3 633	1,0	6,0	7,1	0,6	3,5
Œufs	2 634	0,2	5,5	5,7	0,1	2,3

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

La valeur de la production de **volailles** croît de 7,1 % en 2023, associée à des prix en hausse (+ 6,0 %). La production de volaille avait baissé de 14,4 % en volume en 2022, affectée par l'influenza aviaire. En 2023, elle ne remonte que de 1,0 % en volume, l'épizootie s'étant prolongée jusqu'en début d'année. Les abattages se sont véritablement redressés au printemps 2023, en particulier ceux des canards. Les prix restent cependant à des niveaux très élevés, tirés par la forte demande intérieure et le coût de l'alimentation des volailles qui continue de progresser au premier semestre.

La production d'**œufs** augmente en valeur de 5,7 %. La hausse des prix retrouve un rythme plus habituel (+ 5,5 % après + 68 % en 2022), tandis que les volumes produits sont quasi-stables (+ 0,2 %). Les cours sont restés très élevés en début d'année mais la reprise progressive des élevages de poules pondeuses a entraîné une détente sur les prix à compter du second semestre. La demande des consommateurs reste très vive pour ce produit, qui est la moins chère des protéines animales.

2.7 Les autres produits animaux

Tableau 10 : Production hors subventions d'autres produits animaux en 2023 (évolution en %)

	Valeur en M€	Volume	Prix	Valeur
Ensemble	**13 057**	**-1.2**	**7.1**	**5.8**
dont :				
Lait et produits laitiers*	12 259	-2.0	7.5	5.3
Autres produits de l'élevage	797	11,7	1,8	13,7

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

* Produits laitiers transformés par les exploitations.

La **production de laits, produits laitiers et autres produits animaux** augmente de 5,8 % en valeur. Ceci découle de la hausse des prix (+ 7,1 %), atténuée par la baisse des volumes (- 1,2 %).

La valeur de la production de **lait et produits laitiers** enregistre une hausse de 5,3 %, portée par la hausse des prix (7,5 %) Les volumes produits diminuent de 2,0 %, la décapitalisation du cheptel laitier se poursuivant.

Pour les **autres produits de l'élevage,** la valeur de la production croît de 13,7 %, tandis que les prix s'élèvent de 1,8 %. En volume, la production augmente de 11,7 %, porté par le rétablissement poursuivi du volume de miel après la baisse de 2021.

3 Les subventions sur les produits

En 2023, le montant des subventions sur les produits est quasi-stable (-0,4 %), au même niveau qu'en 2022 à 1,1 milliard d'euros.

Tableau 11 : Subventions sur les produits*, en millions d'euros

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023**
Subventions sur les produits végétaux	324,4	307,3	289,9	297,6	308,7	305,7	307,9	320,7	343,4
Subventions sur les produits animaux	870,5	870,3	868,6	840,9	838,6	829,7	832,0	823,8	797,3
Total	**1 194,9**	**1 177,6**	**1 158,5**	**1 138,4**	**1 147,3**	**1 135,3**	**1 139,9**	**1 144,5**	**1 140,7**

Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, Offices agricoles

* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

** Estimation

4 La production de la branche agricole au prix de base

Tableau 12 : La production de la branche agricole au prix de base en 2023

	Valeur (M€)	Évolution en %		
		Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	95 455	2,9	-3,7	-0,8
Subventions sur les produits*	1 140	-2,9	2,6	-0,4
Production au prix de base**	96 595	2,9	-3,6	-0,8

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

* Par convention, l'indice de volume d'une subvention est égal à celui de la production concernée, au niveau le plus fin possible de la nomenclature de produits. Dans le partage volume-prix des subventions, **l'indice de prix est donc déduit et ne correspond pas à l'évolution des barèmes (exprimés en €/ha ou en €/tête de bétail).**

**Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts sur les produits qu'il reverse.

En valeur comme en volume, l'évolution de la **production au prix de base** reste très proche de celle de la production hors subventions, compte tenu du faible poids des subventions sur les produits.

La valeur ajoutée de la branche agricole

1 Les consommations intermédiaires

Tableau 13 : Les consommations intermédiaires en 2023

	Valeur (M€)	Évolution en %			Contribution à l'évolution en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Consommations intermédiaires* : total	57 182	-0,9	3,5	2,5	-0,9	3,5
dont : aliments pour animaux intraconsommés	9 514	13,2	-6,3	6,1	2,1	-1,2
aliments pour animaux achetés **	10 027	-4,8	1,5	-3,4	-0,9	0,3
énergie et lubrifiants	5 610	-0,4	-1,5	-1,9	0,0	-0,2
engrais et amendements	5 683	-17,0	19,1	-1,1	-1,8	1,7
pesticides et produits agrochimiques	3 052	0,0	8,7	8,7	0,0	0,4
dépenses vétérinaires	1 521	0,0	5,2	5,2	0,0	0,1
Sous-total, hors aliments intraconsommés	47 668	-3,6	5,7	1,8	-3,0	4,6

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023
* Y compris les services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).
** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, pulpes de betteraves…), hors produits agricoles intraconsommés, tels les fourrages.

En 2023, les **consommations intermédiaires** de la branche agricole augmentent en valeur de 2,5 %. Les volumes se replient (- 0,9 %) tandis que les prix augmentent (+ 3,5 %).

Premier poste de dépense, les **achats d'aliments pour animaux baissent** de 3,4 % en valeur. Les prix des **aliments achetés en dehors de la branche agricole** s'élèvent de 1,5 %, résultant de deux tendances opposées : le nouveau renchérissement des produits manufacturés agro-alimentaires et la baisse en 2023 du prix des céréales. Le prix des **aliments intraconsommés** diminue de 6,3 %, après la très forte hausse de l'année précédente (+46,3 %) où la hausse du prix des engrais et les conséquences de la sécheresse estivale avaient fortement renchéri les fourrages. En volume, la consommation d'aliments pour animaux progresse de 3,5 %, la consommation croissante d'aliments intraconsommés faisant plus que compenser une nouvelle baisse des achats à l'extérieur de la branche.

Les **achats d'engrais et d'amendements** poursuivent leur nette diminution en volume (- 17 % après - 12,9 % en 2022). Ceci s'explique par une nouvelle hausse du prix de ces intrants (+19,1 % après + 79,7 %) . En valeur, les achats d'engrais et amendements diminuent de 1,1 %.
La **facture énergétique** fléchit légèrement (- 1,9 % après +35,0 % en 2022); Cette baisse résulte de celle du gazole non routier utilisé pour les tracteurs, tandis que les autres produits énergétiques s'élèvent à nouveau.

Les **dépenses vétérinaires** augmentent en valeur du fait de la hausse des prix (+5,2 %), tout comme les **pesticides et produits agrochimiques** (+8,7 %).

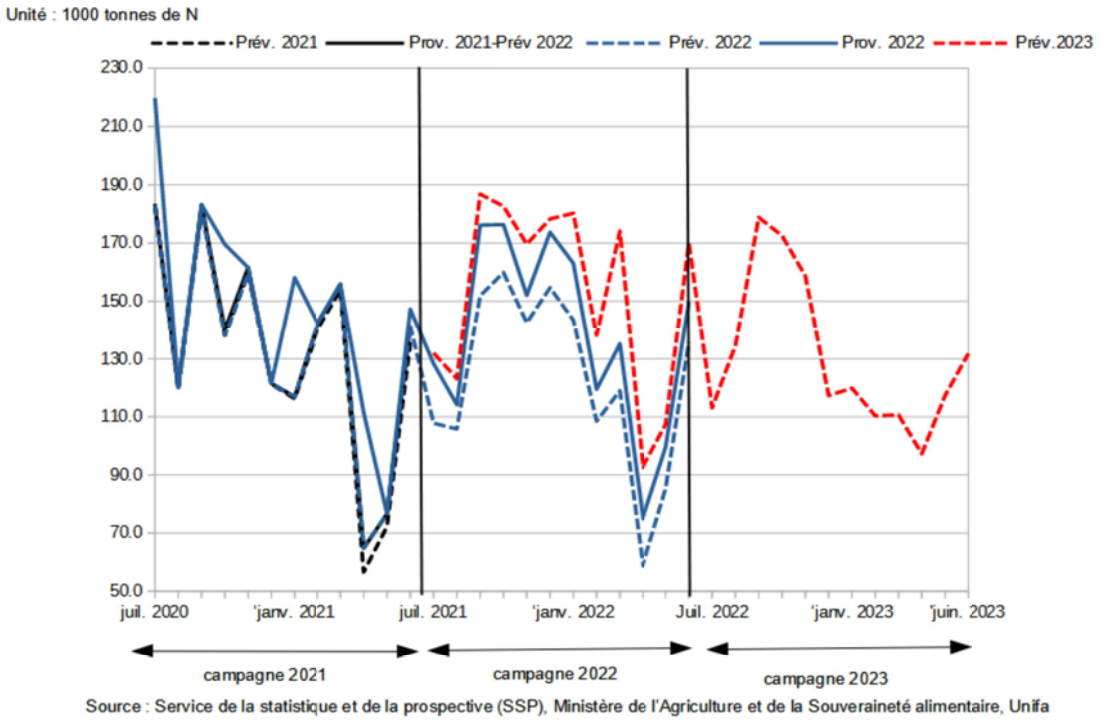
Encadré 1 : **La difficulté à suivre l'adaptation des pratiques culturales dans un contexte d'inflation et de tensions sur les ressources**

Depuis le début de l'année 2021, les prix des intrants agricoles ont fortement augmenté, en particulier ceux de l'énergie, des engrais ou de l'alimentation animale. De janvier à septembre 2023, les prix des moyens de production agricoles dépassent ainsi de 31,9 % la moyenne des neufs premiers mois de l'année 2020. Cette hausse a été plus rapide que celle des prix agricoles à la production (+ 28,9 %), et que celle des prix à la consommation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (+ 20,8 %). Le réchauffement climatique entraîne en outre des situations répétées de tensions sur la ressource en eau et la production de fourrage. En France, l'été 2022 s'est révélé le plus chaud depuis 1900 après celui de 2003. L'été 2023 est au quatrième rang, juste derrière celui de 2018.

Ces fortes hausses du prix des intrants et conditions climatiques de plus en plus chaudes affectent les pratiques culturales, dans des proportions qu'il est difficile d'évaluer à court terme, les données ne remontant que progressivement. Dès ce compte prévisionnel, plusieurs indicateurs peuvent toutefois révéler une adaptation de certains comportements. Selon les estimations de mise en culture, les surfaces de maïs seraient au plus bas depuis 30 ans tandis que celles du tournesol, plante mois demandeuse en eau, seraient au plus haut depuis 25 ans[2]. Conséquence de la hausse exceptionnelle de leur prix, les achats d'engrais ont fortement chuté. Toutefois, les données de livraisons d'engrais ne remontent que progressivement, et doivent faire l'objet d'estimations successives. De même, la hausse des prix de l'énergie induit vraisemblablement des pratiques plus économes qu'il est difficile d'évaluer. C'est une fois que sont disponibles les informations du Réseau d'information comptable agricole (RICA), au moment de l'établissement du compte semi-définitif, que peuvent être évaluées de façon complète les consommations intermédiaires des exploitations agricoles.

Le graphique ci-dessous illustre cette remontée progressive de l'information sur le cas des livraisons engrais simples azotés, de loin les plus utilisés en France (66,6 % des quantités mises en terre en moyenne sur les trois dernières campagnes). Pour la campagne 2021, les livraisons d'engrais azotés ont été revues à la hausse de 12,1 % depuis leur première estimation. Pour l'ensemble des engrais, la révision à la hausse a été de 9,4 %. L'intégration des résultats du Rica a en outre conduit à relever de 12,4 % supplémentaires la valeur des achats d'engrais en 2021. Pour 2022, les livraisons d'engrais simples azotés ont été revues à la hausse de 16,7 % depuis le compte prévisionnel. Pour la campagne 2023, les données actuellement disponibles feraient état d'une baisse des livraisons par rapport à 2022 de 14,9 % pour les engrais simples azotés, et de 23,2 % pour l'ensemble des engrais. L'expérience des révisions précédentes a conduit à faire l'hypothèse d'une moindre diminution du volume d'engrais mis en terre, estimée pour ce compte à - 17 % pour l'ensemble des engrais et amendements.

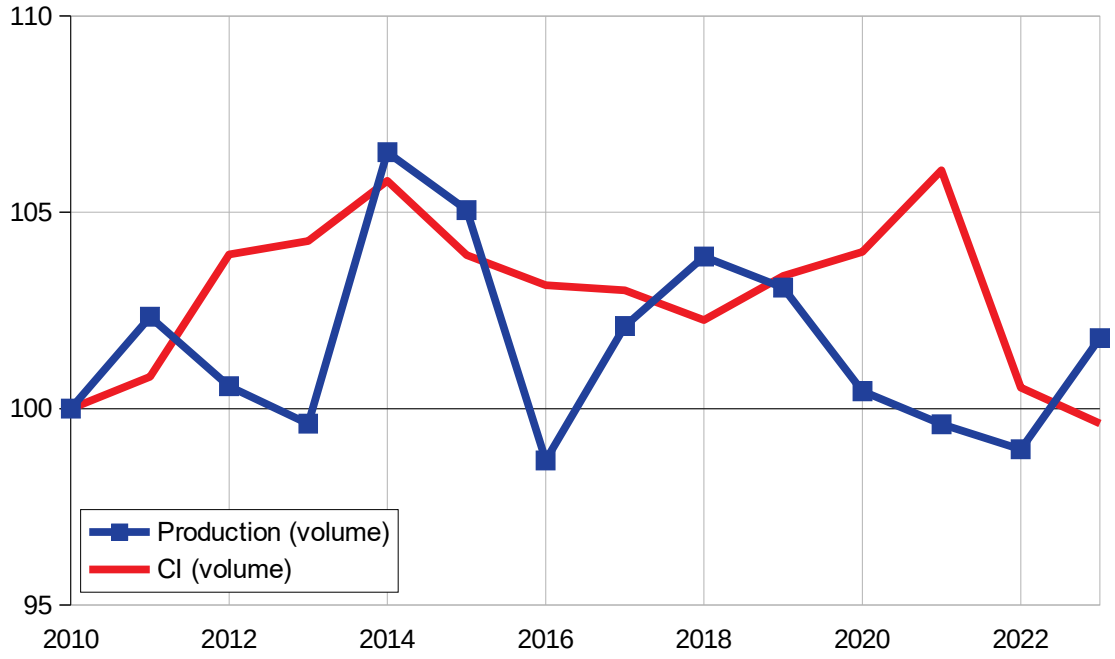
Graphique 5: Livraisons d'engrais simples azotées selon l'information disponible lors des comptes successifs



Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP), Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Unifa

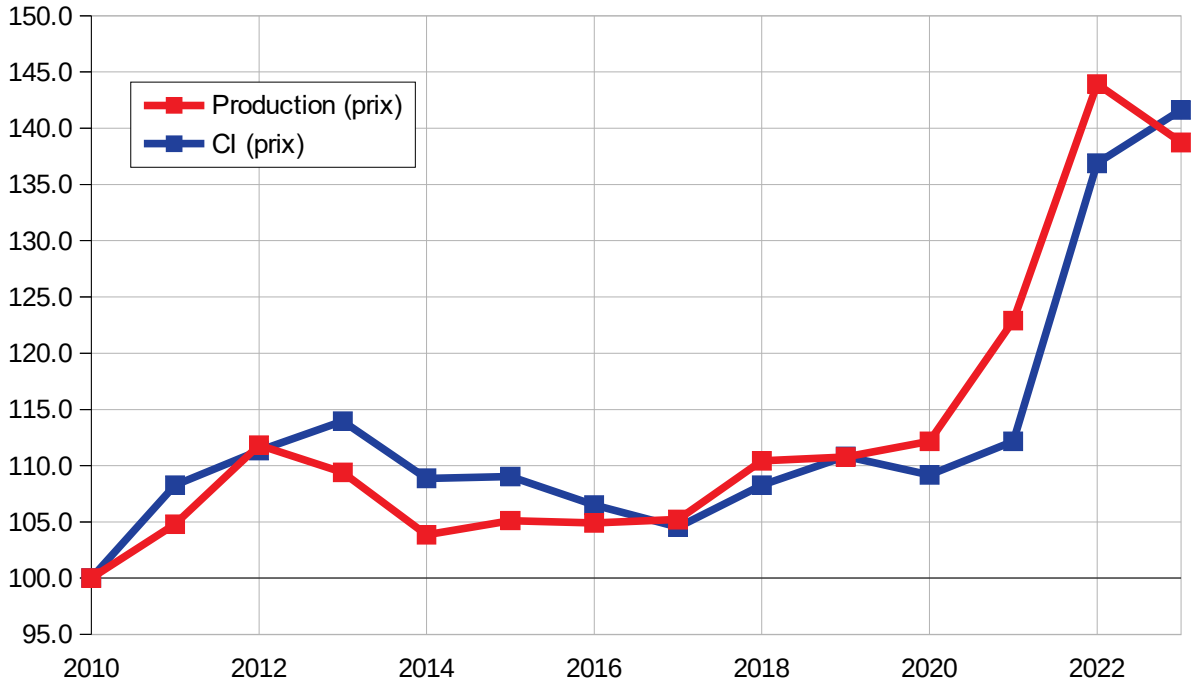
2 *Agreste Infos Rapides – Grandes cultures*- n°2023 - Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, mai 2023

Graphique 6 : Évolution de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires (CI), en volume, base 100 en 2010



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Graphique 7 : Évolution des prix de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires (CI), base 100 en 2010



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

2 La valeur ajoutée brute de la branche agricole

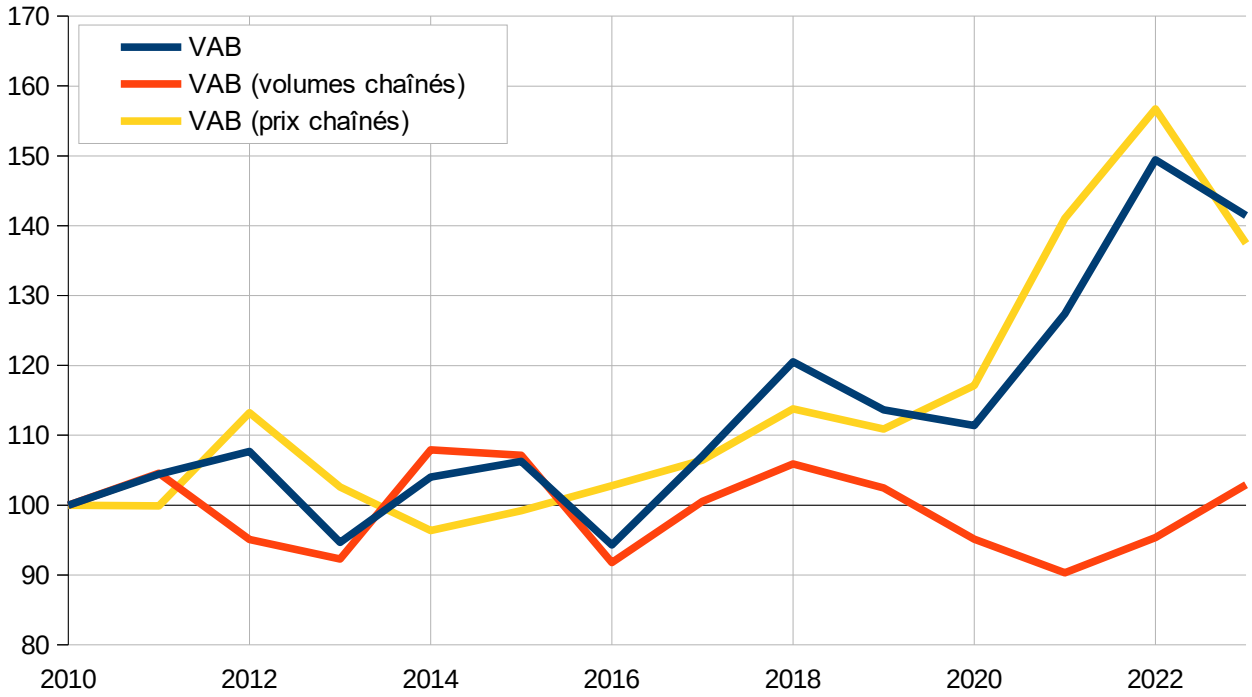
Tableau 14 : La valeur ajoutée brute de la branche agricole en 2023

	Valeur (M€)	Évolution en %			Contribution à l'évolution en points de %	
		Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Production au prix de base	96 595	2,9	-3,6	-0,8	6,7	-8,0
Consommations intermédiaires	57 182	-0,9	3,5	2,5	1,2	-4,3
Valeur ajoutée brute	39 414	7,9	-12,3	-5,3	7,9	-12,3

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

En 2023, la **valeur ajoutée brute** diminue de 5,3 % sous l'effet d'un fléchissement (- 0,8 %) de la production au prix de base - c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits et déduction faite des impôts sur les produits - conjugué à une augmentation des consommations intermédiaires (+2,5 %). La valeur ajoutée brute diminue sous l'effet des prix (- 12,3 %) compensé en partie par la hausse en volume (+7,9 %).

Graphique 8 : Évolution de la valeur ajoutée brute (VAB) de la branche agricole, base 100 en 2010



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

3 Les subventions d'exploitation

En 2023, les **subventions d'exploitation** en France métropolitaine devraient s'établir autour de 8,4 milliards d'euros. Leur montant augmenterait de 150 millions d'euros par rapport à 2022, en raison notamment de l'entrée en vigueur de la nouvelle PAC au 1er janvier 2023.

Tableau 15 : Les subventions d'exploitation* de la branche agriculture, en millions d'euros

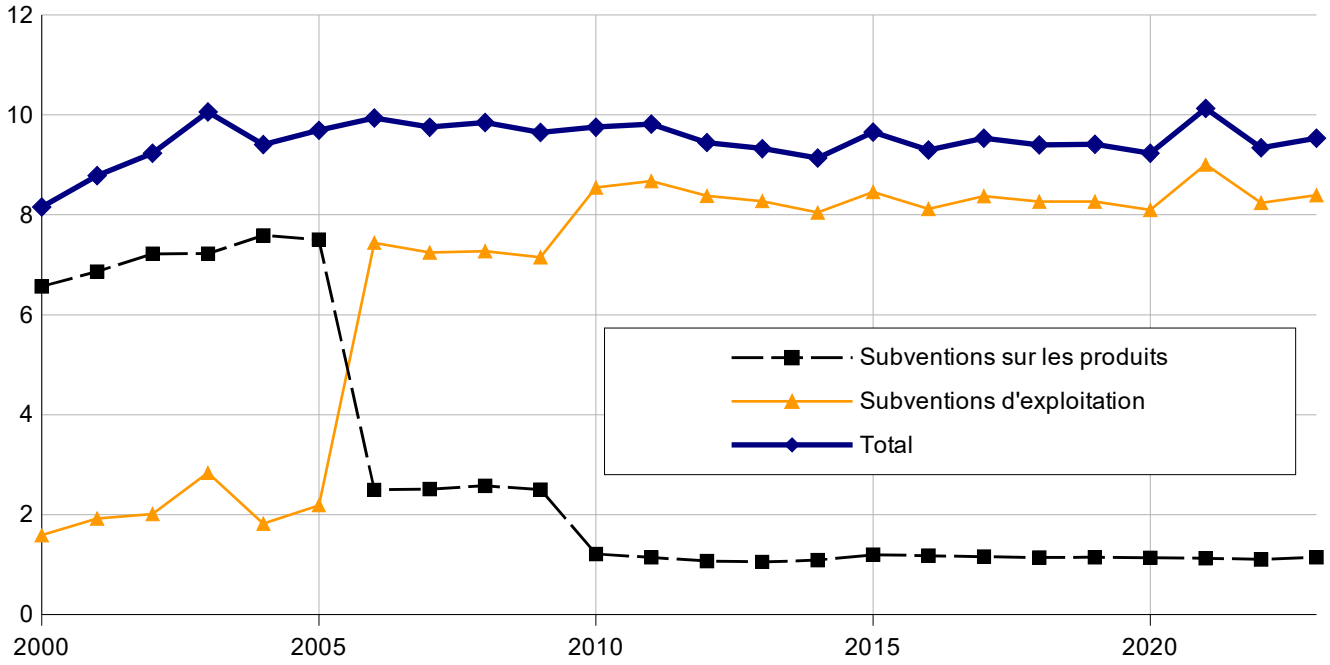
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Paiement unique – Aides découplées du 1er pilier**	5 983,3	5 740,8	5 730,2	5 642,8	5,690.2	5,649.0	5,720.3
dont paiement de base	3 096,0	2 939,0	2 915,6	2 878,6	2,924.7	2,909.0	3,248.7
paiement vert	2 125,8	2 033,9	2 041,3	2 015,6	2,017.4	2,000.3	1,682.4
paiement redistributif	710,8	686,0	681,3	672,2	672.2	664.4	673.0
paiement jeunes agriculteurs	50,6	81,8	91,9	76,4	75.9	75.3	116.2
Indemnité compensatrice de handicap naturel (ICHN)	1 032,6	1 031,1	1 100,9	1 084,1	1,069.9	1,060.8	1,060.8
Prime herbagère agri-environnementale (PHAE), PMSEE	0,0	0,0	0,0	0,0	0.0	0.0	0.0
Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD	423,2	459,8	514,0	455,8	495.7	481.5	481.5
Aides aux éleveurs	201,4	127,5	73,2	112,4	112.6	111.0	120.9
Aides aux producteurs de fruits et légumes	2,9	3,0	2,0	2,0	3.4	3.4	3.4
Aides aux viticulteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0.0	0.0	0.0
Agriculteurs en difficulté	1,6	1,0	1,0	1,0	1.0	3.0	3.0
Indemnités au titre des calamités agricoles	96,7	200,0	185,4	105,4	425.3	138.0	274.0
Indemnités pour dégâts de gibier	32,5	30,0	30,0	45,0	52.5	60.0	60.0
Autres subventions d'exploitation	167,5	159,0	171,9	184,1	307.7	453.3	620.1
Prises en charge d'intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0.0	0.0	0.0
Bonifications d'intérêt	20,7	52,5	41,8	29,7	21.0	12.0	12.0
CICE	353,5	419,4	372,9	0	0.0	0.0	0.0
Fonds de solidarité (aides covid)				393.0	559.0		
Aides exceptionnelles covid					155.2		
Aides exceptionnelles impact de la guerre en Ukraine						230.6	
Allègements de charges exceptionnels				15.0	79.0		
Total métropole	**8,316.0**	**8,224.1**	**8,223.4**	**8,070.3**	**8,972.4**	**8,205.6**	**8,356.0**
Subventions dans les DOM	58.2	38.5	41.4	29.2	32.6	35.0	35.0
Total	**8,374.2**	**8,262.5**	**8,264.8**	**8,099.5**	**9,005.1**	**8,240.6**	**8,391.0**

Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP), ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, Offices agricoles.

* Les montants sont enregistrés selon la règle des droits et obligations (montants dus), ce qui peut occasionner des différences avec les concours publics (montants versés)

** À partir de 2015, les paiements uniques de la PAC ont été remplacés par un paiement de base (3 249 millions d'euros en 2023), un paiement vert adossé au paiement de base conditionné au respect de pratiques environnementales (1 682 millions d'euros), un paiement redistributif (673 millions d'euros) qui surprime forfaitairement les 52 premiers hectares de chaque exploitation et un paiement en faveur des jeunes agriculteurs (116 millions d'euros)

Graphique 9 : Subventions à l'agriculture entre 2000 et 2023, en milliards d'euros



Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP), ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, Offices agricoles

Lecture : en 2023, le total des subventions s'élève à 9,5 milliards d'euros

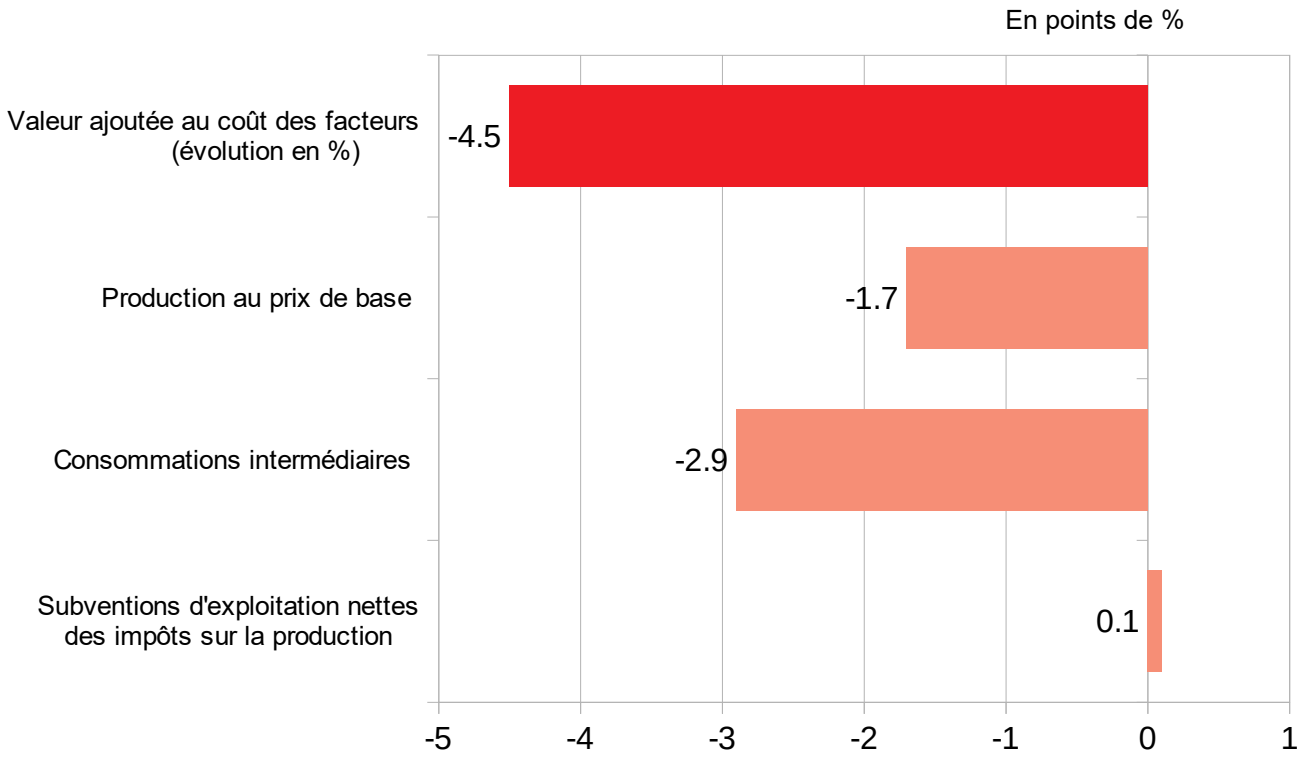
4 Les impôts sur la production

En 2023, les **autres impôts sur la production** augmentent de 5,4 % s'élevant à 1,9 milliard d'euros. Les impôts fonciers sont prévus en hausse, les dégrèvements pour calamité agricole étant moins élevés en 2023 que pour les années antérieures.

5 La valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole

En 2023, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** (VABCF) diminuerait de 4,5 % en valeur, après une hausse de 12,3 % en 2022.

Graphique 10 : Contributions (en points de %) des différents postes à la hausse (en %) de la VABCF



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Compte tenu d'une réduction de 0,5 % de l'emploi agricole total, la VABCF par actif régresserait de 4,1 % après une hausse de 12,8 % en 2022.

Les résultats de la branche agricole

Les résultats bruts et en termes réels de la branche agricole

En valeur, le **résultat brut de la branche agricole** diminuerait de 8,2 % en 2023 (après +14,9 %).

Les indicateurs de résultats peuvent également être présentés en **termes réels** : les évolutions à prix courants sont alors déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un résultat est positive si elle est supérieure à l'évolution générale des prix.

Le prix du PIB s'est apprécié de 5,4 % en 2023 après une hausse de 2,9 % en 2022.

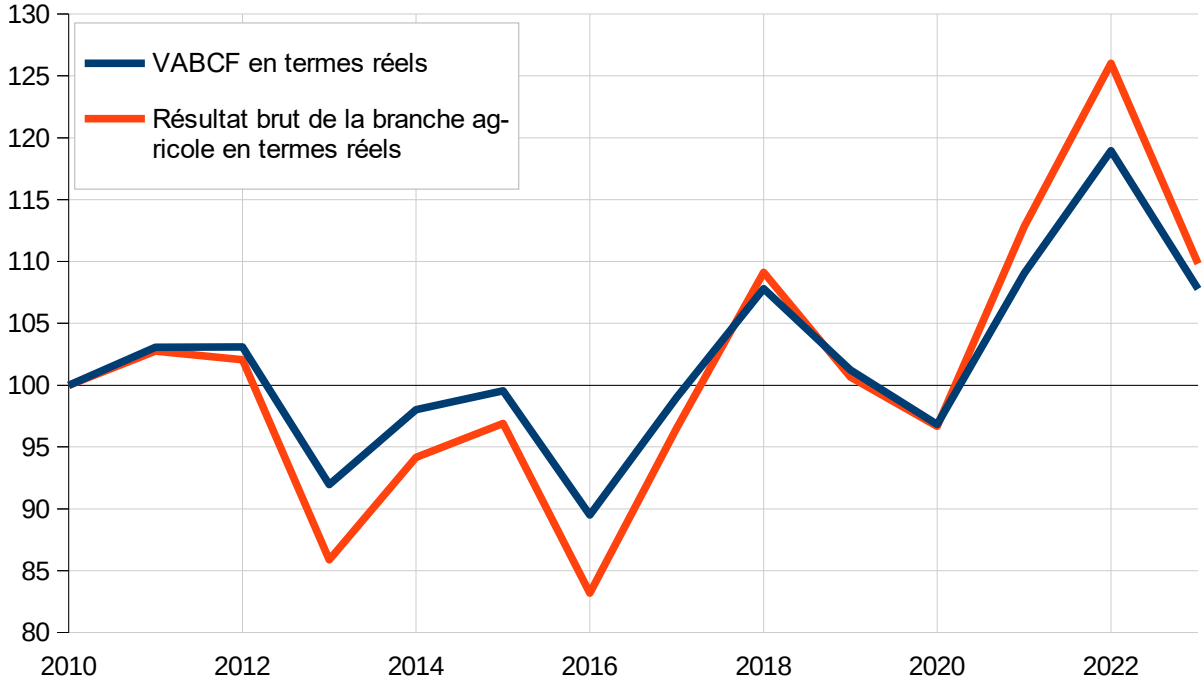
En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+5,4 %), le résultat brut de la branche agricole baisserait de 12,9 % (après +11,7 % en 2022).

La baisse de l'emploi non salarié se poursuit (-2,0 %), et conduirait à une diminution du **résultat brut de la branche agricole par actif non salarié** de 6,3 % (après +17,3 %). Le **résultat brut de la branche agricole par actif non salarié en termes réels** régresserait de 11,1 % en 2023 (après +14 %). La volatilité des prix agricoles et des prix des intrants peut induire de fortes variations de cet indicateur.

Les salaires versés par les unités agricoles progresseraient de 7,0 % en 2023 sous l'effet de la hausse du taux de salaire horaire et de l'augmentation des effectifs salariés. Les cotisations sociales à la charge des employeurs augmenteraient de 7,1 % en 2023 (après +3,3 %), du fait de la non reconduction de certains allégements de cotisations patronales de 2022 (dispositif de prise en charge de cotisations sociales "Pec résilience" lié aux impacts de la guerre en Ukraine, soutien à la filière porcine).

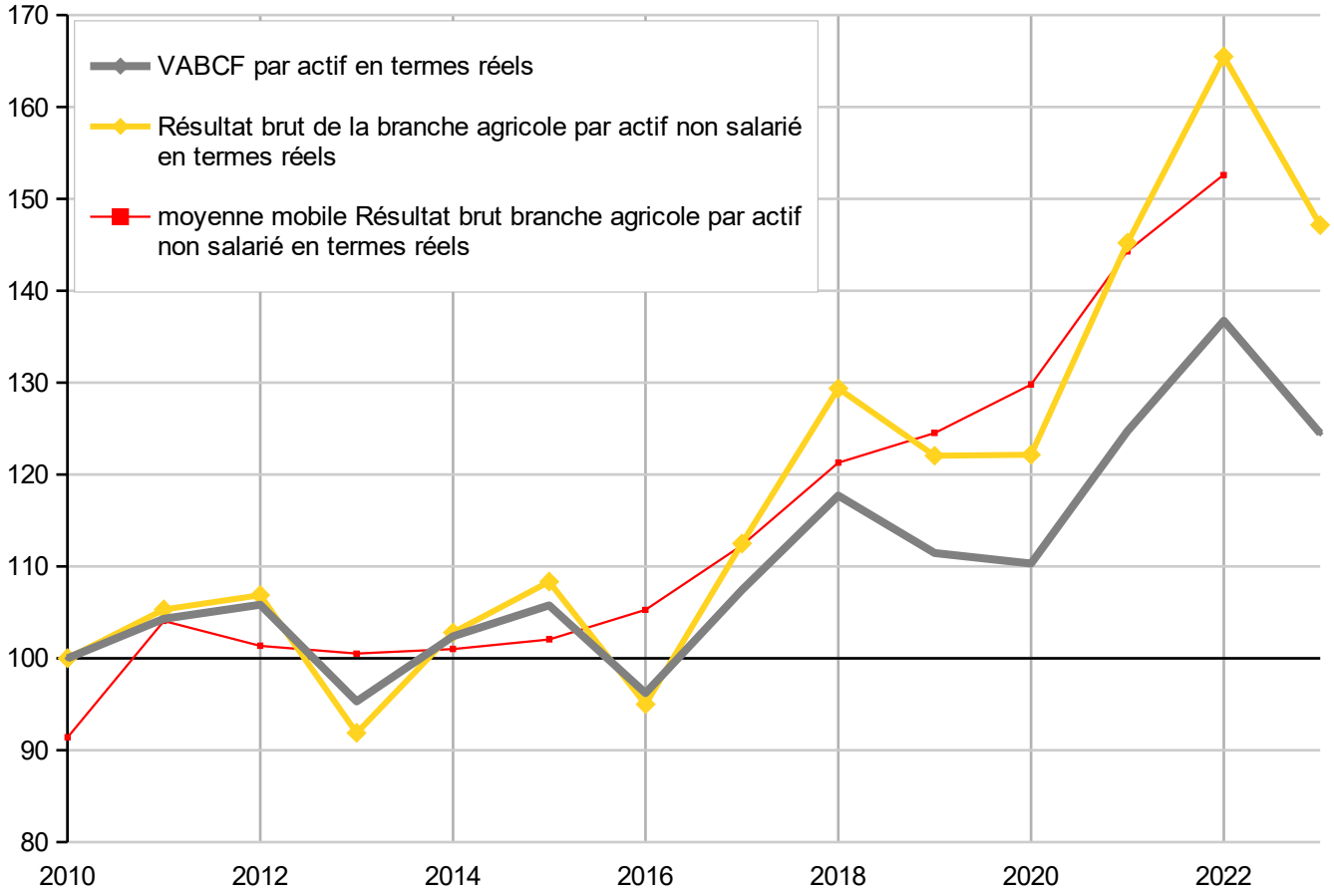
En 2023, les **intérêts dus** par la branche augmenteraient de 12,9 %, dans un contexte général de remontée des taux d'intérêt. Les charges locatives nettes augmenteraient de 3,6 % en 2023.

Graphique 11 : VABCF et résultat brut de la branche agricole en termes réels, base 100 en 2010



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Graphique 12 : VABCF par unité de travail agricole et résultat brut de la branche agricole par unité de travail agricole non salarié, en termes réels, base 100 en 2010



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

En 2023, les prix des produits agricoles ont globalement diminué, cependant que le prix du PIB s'appréciait. Par rapport à leurs niveaux bruts, les résultats de la branche agricole en termes réels sont donc plus dégradés en termes réels.

Tableau 16 : Évolutions des résultats, en brut et en termes réels

en %	Brut	Brut en termes réels
Valeur Ajoutée au Coût des Facteurs (VACF)	-4,5	-9,4
VACF par actif	-4,1	-9,0
Résultat de la branche agricole	-8,2	-12,9
Résultat de la branche agricole par actif non salarié	-6,3	-11,1

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Annexes

Compte prévisionnel de la branche agriculture en 2023

Tableau A1 - 2023 : Production hors subventions (En milliards d'euros)

A1 – PRODUCTION HORS SUBVENTIONS en milliards d'euros	Valeur 2022 (a)	Indice de volume (b)= 100x(c)/(a)	Volume 2023 (c)	Indice de prix (d)= 100x(e)/(c)	Valeur 2023 (e)	Indice de valeur (f)= 100x(e)/(a)
Blé dur	0.4	95.0	0.4	85.5	0.4	81.2
Blé tendre	9.8	103.6	10.2	72.1	7.3	74.7
Maïs	3.2	113.0	3.6	64.0	2.3	72.3
Orge	2.9	107.1	3.1	77.0	2.4	82.5
Autres céréales	0.7	104.7	0.8	72.6	0.6	76.0
CEREALES	**17.1**	**105.8**	**18.1**	**71.6**	**13.0**	**75.8**
Oléagineux	4.1	102.8	4.2	75.4	3.2	77.5
Protéagineux	0.3	124.0	0.3	73.2	0.3	90.8
Tabac	0.0	107.7	0.0	115.8	0.0	124.7
Betteraves industrielles	1.2	101.5	1.3	112.1	1.4	113.8
Autres plantes industrielles	0.7	94.9	0.6	101.3	0.7	96.1
PLANTES INDUSTRIELLES	**6.3**	**102.6**	**6.5**	**85.2**	**5.5**	**87.4**
Maïs fourrage	1.1	115.6	1.2	90.8	1.1	104.9
Autres fourrages	5.4	120.5	6.5	93.2	6.0	112.2
PLANTES FOURRAGERES	**6.4**	**119.7**	**7.7**	**92.8**	**7.1**	**111.0**
Légumes frais	3.4	102.7	3.4	107.1	3.7	110.0
Plantes et fleurs	3.1	100.0	3.1	103.3	3.2	103.3
PROD MARAICHERS ET HORTICOLES	**6.4**	**101.4**	**6.5**	**105.3**	**6.9**	**106.8**
POMMES DE TERRE	**4.7**	**112.8**	**5.3**	**97.0**	**5.1**	**109.4**
FRUITS	**3.5**	**100.2**	**3.5**	**107.5**	**3.7**	**107.7**
Vins de champagne	4.6	112.8	5.2	107.9	5.6	121.8
dont vins calmes	3.0	113.1	3.4	108.4	3.7	122.6
dont champagne	1.6	112.4	1.8	107.0	1.9	120.3
Autres vins d'appellation	7.0	101.4	7.1	93.8	6.7	95.1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	**11.7**	**105.9**	**12.4**	**99.8**	**12.3**	**105.7**
Vins pour eaux de vie AOC	1.8	95.9	1.7	92.6	1.6	88.8
dont vins de distillation	0.4	117.8	0.4	100.0	0.4	117.8
dont cognac	1.4	90.0	1.2	90.0	1.1	81.0
Autres vins de distillation	0.0	90.0	0.0	100.0	0.0	90.0
Vins de table et de pays	1.5	91.7	1.4	99.0	1.4	90.8
VINS COURANTS	**3.3**	**93.9**	**3.1**	**95.5**	**2.9**	**89.7**
TOTAL PRODUITS VEGETAUX	**59.4**	**106.1**	**63.0**	**89.9**	**56.6**	**95.4**
Gros bovins	7.2	95.2	6.8	105.0	7.2	100.0
Veaux	1.3	93.2	1.2	105.8	1.3	98.6
Ovins– caprins	0.8	94.3	0.8	102.3	0.8	96.5
Equidés	0.2	100.0	0.2	100.0	0.2	100.0
Porcins	3.9	95.0	3.7	121.7	4.5	115.6
BETAIL	**13.3**	**94.9**	**12.7**	**109.7**	**13.9**	**104.1**
Volailles	3.4	101.0	3.4	106.0	3.6	107.1
Œufs	2.5	100.2	2.5	105.5	2.6	105.7
PRODUITS AVICOLES	**5.9**	**100.7**	**5.9**	**105.8**	**6.3**	**106.5**
Lait et produits laitiers	11.6	98.0	11.4	107.5	12.3	105.3
dont lait	11.1	98.0	10.9	107.5	11.7	105.3
dont produits laitiers	0.5	98.0	0.5	107.5	0.6	105.3
Autres produits de l'élevage	0.7	111.7	0.8	101.8	0.8	113.7
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	**12.3**	**98.8**	**12.2**	**107.1**	**13.1**	**105.8**
TOTAL PRODUITS ANIMAUX	**31.6**	**97.5**	**30.8**	**107.9**	**33.2**	**105.2**
TOTAL DES BIENS AGRICOLES	**90.9**	**103.1**	**93.7**	**95.8**	**89.8**	**98.8**
Activités principales de travaux agricoles	5.2	100.0	5.2	105.4	5.5	105.4
Activités secondaires de services	0.2	100.0	0.2	105.4	0.2	105.4
PRODUCTION DE SERVICES	**5.4**	**100.0**	**5.4**	**105.4**	**5.7**	**105.4**
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE	**96.3**	**102.9**	**99.1**	**96.3**	**95.5**	**99.2**
dont production des activités secondaires	3.7	101.3	3.7	101.3	3.8	102.7

Tableau A2 - 2023 : Subventions sur les produits (En millions d'euros)

A2 – SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS en millions d'euros	Valeur 2022	Indice de volume	Volume 2023	Indice de prix	Valeur 2023	Indice de valeur
Blé dur	6.1	95.0	5.8	105.9	6.2	100.6
Blé tendre						
Maïs						
Orge						
Autres céréales	1.8	104.7	1.9	97.0	1.9	101.6
CEREALES	**8.0**	**97.2**	**7.7**	**103.4**	**8.0**	**100.5**
Oléagineux	5.3	102.8	5.4	114.0	6.2	117.2
Protéagineux	57.0	124.0	70.7	94.5	66.8	117.2
Tabac						
Betteraves industrielles						
Autres plantes industrielles	85.9	94.9	81.5	106.3	86.6	100.8
PLANTES INDUSTRIELLES	**148.2**	**106.4**	**157.7**	**101.2**	**159.6**	**107.7**
Maïs fourrage						
Autres fourrages						
PLANTES FOURRAGERES						
Légumes frais	13.8	102.7	14.2	98.0	13.9	100.6
Plantes et fleurs	1.6	100.0	1.6	100.0	1.6	100.0
PROD MARAICHERS ET HORTICOLES	**15.4**	**102.7**	**15.8**	**109.1**	**17.3**	**112.1**
POMMES DE TERRE	**1.7**	**112.8**	**2.0**	**94.6**	**1.9**	**106.7**
FRUITS	**147.4**	**100.2**	**147.7**	**107.2**	**158.4**	**107.4**
Vins de champagne						
dont vins calmes						
dont champagne						
Autres vins d'appellation						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE						
Vins pour eaux de vie AOC						
dont vins de distillation						
dont cognac						
Autres vins de distillation						
Vins de table et de pays						
VINS COURANTS						
TOTAL PRODUITS VEGETAUX	**320.7**	**102.7**	**329.4**	**104.3**	**343.4**	**107.1**
Gros bovins	600.9	95.2	572.1	101.0	577.9	96.2
Veaux						
Ovins– caprins	122.9	94.3	115.9	105.4	122.2	99.4
Equidés						
Porcins	3.8	95.0	3.6	105.3	3.8	100.0
BETAIL	**727.7**	**94.5**	**687.6**	**102.3**	**703.6**	**96.7**
Volailles	8.2	101.0	8.3	99.0	8.2	100.0
Œufs	0.3	100.2	0.3	99.8	0.3	100.0
PRODUITS AVICOLES	**8.5**	**101.0**	**8.6**	**99.0**	**8.5**	**100.0**
Lait et produits laitiers	87.4	98.0	85.6	98.3	84.2	96.4
dont lait	87.4	98.0	85.6	98.3	84.2	96.4
dont produits laitiers						
Autres produits de l'élevage	0.3	111.7	0.3	89.5	0.3	100.0
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	**87.6**	**98.0**	**85.9**	**98.7**	**84.7**	**96.7**
TOTAL PRODUITS ANIMAUX	**823.8**	**95.0**	**782.6**	**101.9**	**797.3**	**96.8**
TOTAL DES BIENS AGRICOLES	**1,144.5**	**97.1**	**1111.3**	**102.6**	**1140.1**	**99.6**
Activités principales de travaux agricoles						
Activités secondaires de services						
PRODUCTION DE SERVICES						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE	**1,144.5**	**97.1**	**1111.3**	**102.6**	**1140.1**	**99.6**
dont production des activités secondaires						

Tableau A3 - 2023 : Production au prix de base (En milliards d'euros)

A3 – PRODUCTION AU PRIX DE BASE en milliards d'euros	Valeur 2022	Indice de volume	Volume 2023	Indice de prix	Valeur 2023	Indice de valeur
Blé dur	0.4	95.0	0.4	85.8	0.4	81.5
Blé tendre	9.8	103.6	10.2	72.1	7.3	74.7
Maïs	3.2	113.0	3.6	64.0	2.3	72.3
Orge	2.9	107.1	3.1	77.0	2.4	82.5
Autres céréales	0.7	104.7	0.8	72.7	0.6	76.1
CEREALES	**17.1**	**105.8**	**18.1**	**71.7**	**13.0**	**75.8**
Oléagineux	4.1	102.8	4.2	75.4	3.2	77.6
Protéagineux	0.3	124.0	0.4	76.8	0.3	95.3
Tabac	0.0	107.7	0.0	115.8	0.0	124.7
Betteraves industrielles	1.2	101.5	1.3	112.1	1.4	113.8
Autres plantes industrielles	0.8	94.9	0.7	101.9	0.7	96.7
PLANTES INDUSTRIELLES	**6.4**	**102.7**	**6.6**	**85.5**	**5.7**	**87.9**
Maïs fourrage	1.1	115.6	1.2	90.8	1.1	104.9
Autres fourrages	5.4	120.5	6.5	93.2	6.0	112.2
PLANTES FOURRAGERES	**6.4**	**119.7**	**7.7**	**92.8**	**7.1**	**111.0**
Légumes frais	3.4	102.7	3.5	107.1	3.7	110.0
Plantes et fleurs	3.1	100.0	3.1	103.3	3.2	103.3
PROD MARAICHERS ET HORTICOLES	**6.5**	**101.4**	**6.5**	**105.3**	**6.9**	**106.8**
POMMES DE TERRE	**4.7**	**112.8**	**5.3**	**97.0**	**5.1**	**109.4**
FRUITS	**3.6**	**100.2**	**3.6**	**107.5**	**3.9**	**107.7**
Vins de champagne	4.6	112.8	5.2	107.9	5.6	121.8
dont vins calmes	3.0	113.1	3.4	108.4	3.7	122.6
dont champagne	1.6	112.4	1.8	107.0	1.9	120.3
Autres vins d'appellation	7.0	101.4	7.1	93.8	6.7	95.1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	**11.7**	**105.9**	**12.4**	**99.8**	**12.3**	**105.7**
Vins pour eaux de vie AOC	1.8	95.9	1.7	92.6	1.6	88.8
dont vins de distillation	0.4	117.8	0.4	100.0	0.4	117.8
dont cognac	1.4	90.0	1.2	90.0	1.1	81.0
Autres vins de distillation	0.0	90.0	0.0	100.0	0.0	90.0
Vins de table et de pays	1.5	91.7	1.4	99.0	1.4	90.8
VINS COURANTS	**3.3**	**93.9**	**3.1**	**95.5**	**2.9**	**89.7**
TOTAL PRODUITS VEGETAUX	**59.7**	**106.1**	**63.3**	**90.0**	**56.9**	**95.4**
Gros bovins	7.8	95.2	7.4	104.7	7.8	99.7
Veaux	1.3	93.2	1.2	105.8	1.3	98.6
Ovins– caprins	1.0	94.3	0.9	102.7	0.9	96.8
Equidés	0.2	100.0	0.2	100.0	0.2	100.0
Porcins	3.9	95.0	3.7	121.7	4.5	115.6
BETAIL	**14.1**	**94.9**	**13.3**	**109.3**	**14.6**	**103.8**
Volailles	3.4	101.0	3.4	106.0	3.6	107.0
Œufs	2.5	100.2	2.5	105.5	2.6	105.7
PRODUITS AVICOLES	**5.9**	**100.7**	**5.9**	**105.8**	**6.3**	**106.5**
Lait et produits laitiers	11.7	98.0	11.5	107.4	12.3	105.3
dont lait	11.2	98.0	11.0	107.4	11.8	105.2
dont produits laitiers	0.5	98.0	0.5	107.5	0.6	105.3
Autres produits de l'élevage	0.7	111.7	0.8	101.8	0.8	113.7
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	**12.4**	**98.8**	**12.3**	**107.0**	**13.1**	**105.7**
TOTAL PRODUITS ANIMAUX	**32.4**	**97.5**	**31.6**	**107.8**	**34.0**	**105.0**
TOTAL DES BIENS AGRICOLES	**92.0**	**103.0**	**94.8**	**95.9**	**90.9**	**98.8**
Activités principales de travaux agricoles	5.2	100.0	5.2	105.4	5.5	105.4
Activités secondaires de services	0.2	100.0	0.2	105.4	0.2	105.4
PRODUCTION DE SERVICES	**5.4**	**100.0**	**5.4**	**100.0**	**5.4**	**100.0**
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE	**97.4**	**102.9**	**100.2**	**96.4**	**96.6**	**99.2**
dont production des activités secondaires	3.7	101.3	3.7	101.3	3.8	102.7

Tableau A4 - 2023 : Consommations intermédiaires (En millions d'euros)

	Valeur 2022	Indice de volume	Volume 2023	Indice de prix	Valeur 2023	Indice de valeur
Semences et plants	2,669	100.1	2,671	106.8	2,852	106.9
Énergie et lubrifiants	5,718	99.6	5,695	98.5	5,610	98.1
Engrais et amendements	5,748	83.0	4,771	119.1	5,683	98.9
Pesticides (produits phytosanitaires)	2,807	100.0	2,807	108.7	3,052	108.7
Dépenses vétérinaires	1,446	100.0	1,446	105.2	1,521	105.2
Aliments pour animaux	19,350	103.5	20,034	97.5	19,541	101.0
dont : intraconsommés	*8,966*	*113.2*	*10,152*	*93.7*	*9,514*	*106.1*
achetés en dehors de la branche	*10,384*	*95.2*	*9,881*	*101.5*	*10,027*	*96.6*
Entretien du matériel	4,350	100.0	4,350	107.8	4,688	107.8
Entretien des bâtiments	409	100.0	409	104.0	426	104.0
Services de travaux agricoles	5,190	96.6	5,012	105.4	5,282	101.8
Autres biens et services	8,090	99.8	8,074	105.6	8,527	105.4
dont : SIFIM	*533*	*97.1*	*518*	*105.3*	*545*	*102.2*
Total	**55,776**	**99.1**	**55,268**	**103.5**	**57,182**	**102.5**

Tableau A5 - 2023 : Compte de production (En milliards d'euros)

		Valeur 2022	Indice de valeur	Valeur 2023
	Production	**97.4**	**99.2**	**96.6**
(–)	Consommations intermédiaires	55.8	102.5	57.2
(=)	**Valeur ajoutée brute**	**41.6**	**94.7**	**39.4**

Tableau A6 - 2023 : Compte d'exploitation (En milliards d'euros)

		Valeur 2022	Indice de valeur	Valeur 2023
	Valeur ajoutée brute	**41.6**	**94.7**	**39.4**
(+)	Subventions d'exploitation	8.2	101.8	8.4
(–)	Autres impôts sur la production	1.8	105.4	1.9
	dont :Impôts fonciers	1.0	111.2	1.1
	dont : Autres	0.8	98.1	0.8
(=)	**Valeur ajoutée brute au coût des facteurs**	**48.1**	**95.5**	**45.9**
(–)	Rémunération des salariés	8.5	107.0	9.1
	Salaires	7.2	107.0	7.7
	Cotisations sociales à la charge des employeurs	1.3	107.0	1.4
(=)	**Revenu mixte brut ou excédent brut d'exploitation**	**39.6**	**93.0**	**36.8**

Tableau A7 - 2023 : Compte de revenu d'entreprise (En milliards d'euros)

	COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE	Valeur 2022	Indice de valeur	Valeur 2023
	Revenu mixte brut ou excédent brut d'exploitation	**39.6**	**93.0**	**36.8**
(–)	Intérêts[1]	0.5	120.5	0.7
	(pour mémoire : Intérêts dus par la branche)	1.0	112.9	1.2
(–)	Charges locatives nettes[2]	2.6	103.6	2.7
(=)	**Résultat brut de la branche agricole**	**36.4**	**91.8**	**33.5**

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.
2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

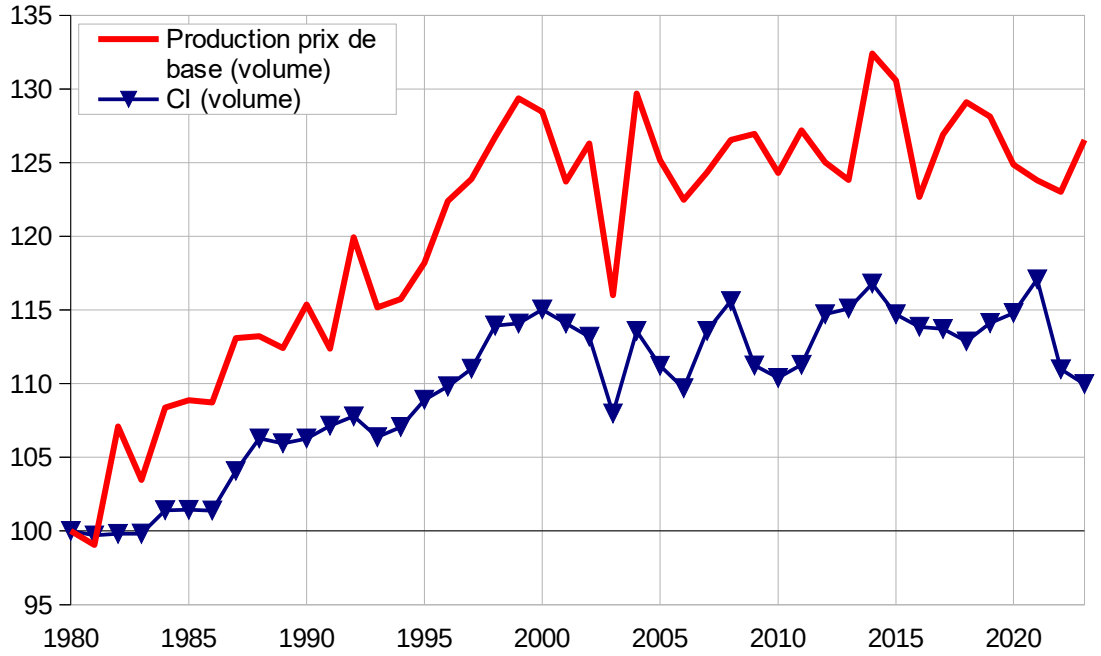
Tableau A8 - 2023 : Indicateurs de résultat brut

	Évolution 2023/ 2022 (en %)	
	en valeur	**en termes réels****
Valeur ajoutée au coût des facteurs	**-4.5**	**-9.4**
par actif	-4.1	-9.0
Résultat de la branche agricole	**-8.2**	**-12.9**
par actif non salarié	-6.3	-11.1
Évolution du prix du PIB	5.4	
Évolution du nombre d'UTA* totales	-0.5	
Évolution du nombre d'UTA* non salariées	-2.0	

** UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).*
*** Déflaté de l'indice de prix du PIB.*

Graphiques sur longue période

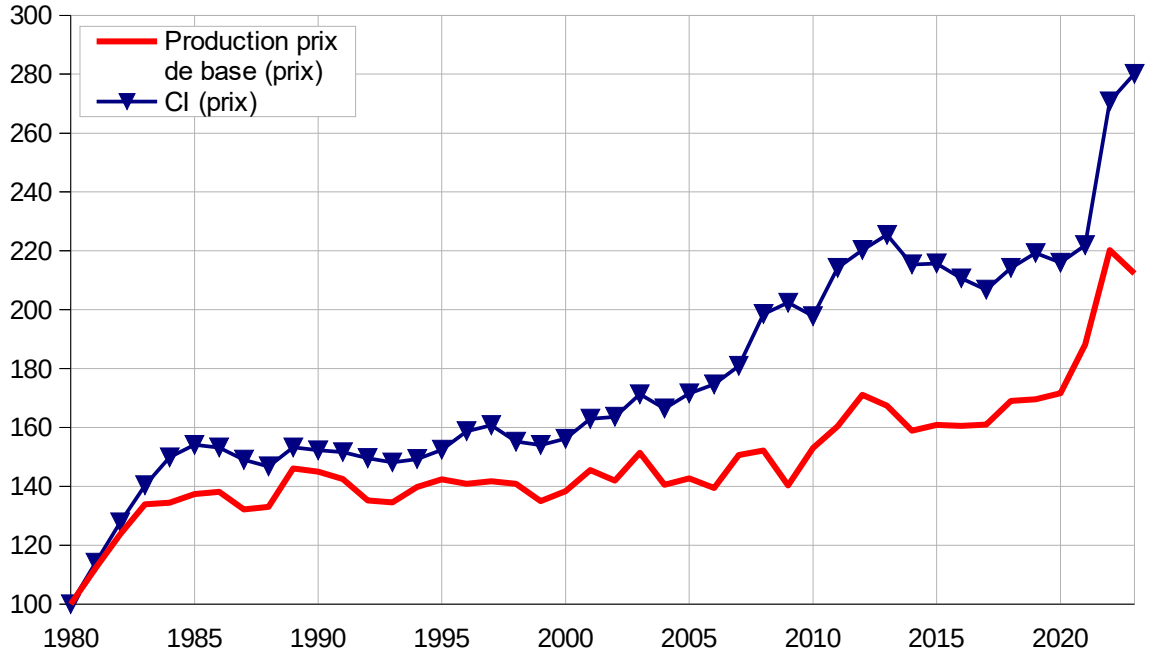
Graphique A1 : Production agricole (prix de base) et consommations intermédiaires, en volume



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Base 100 : 1980

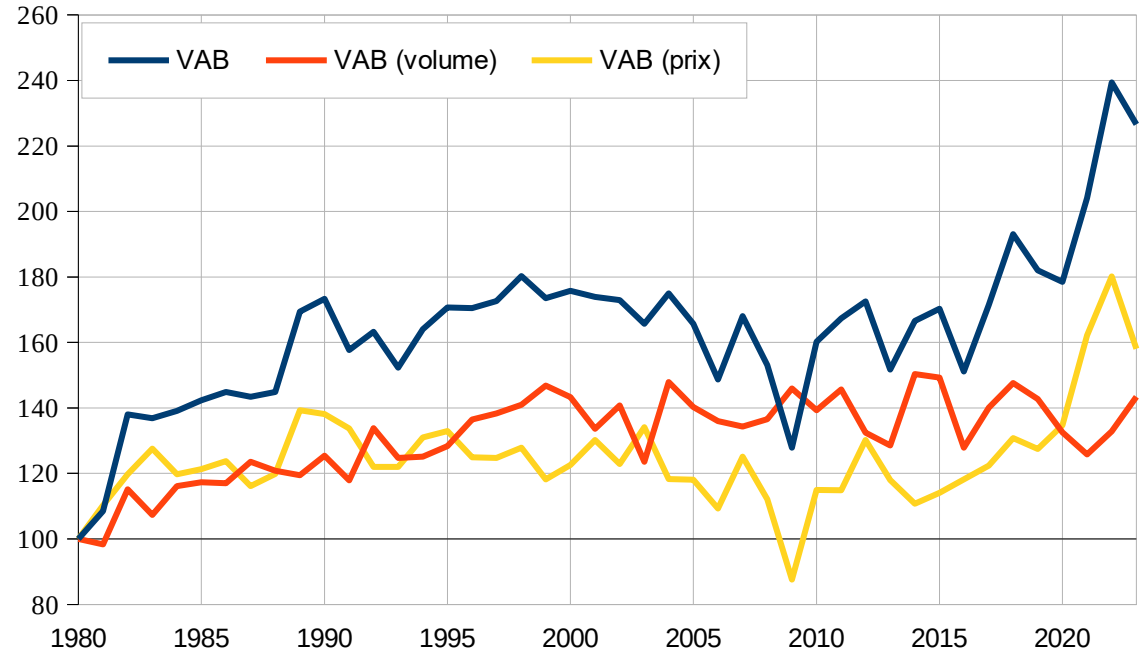
Graphique A2 : Prix de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Base 100 en 1980

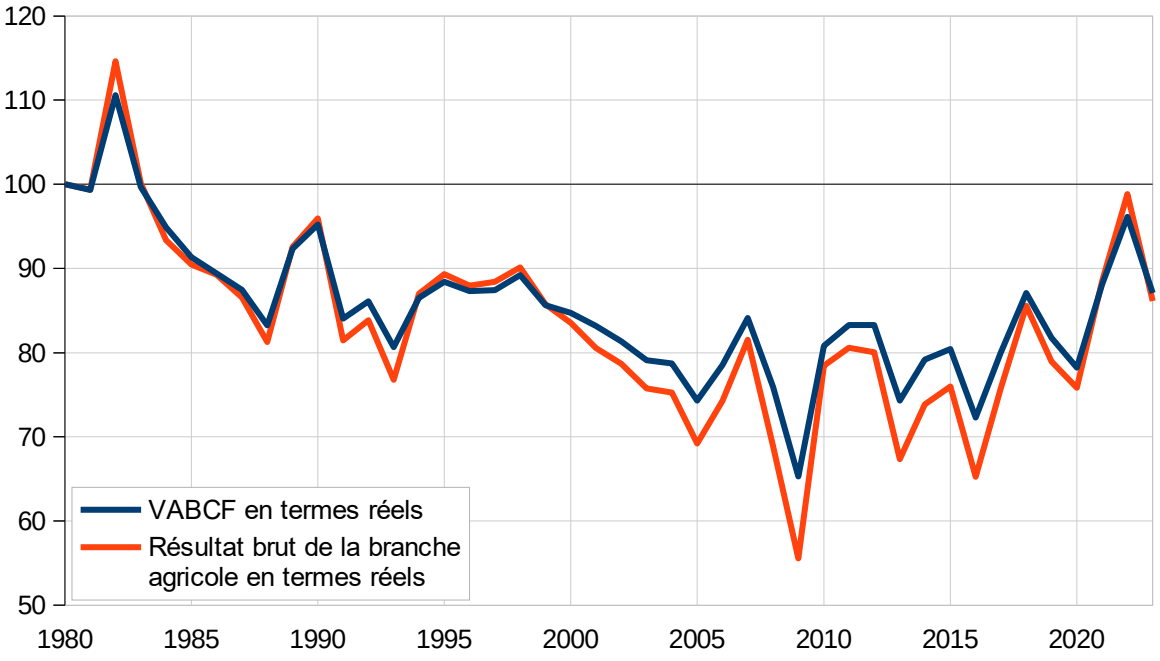
Graphique A3 : Valeur ajoutée brute de la branche agricole



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Base 100 en 1980

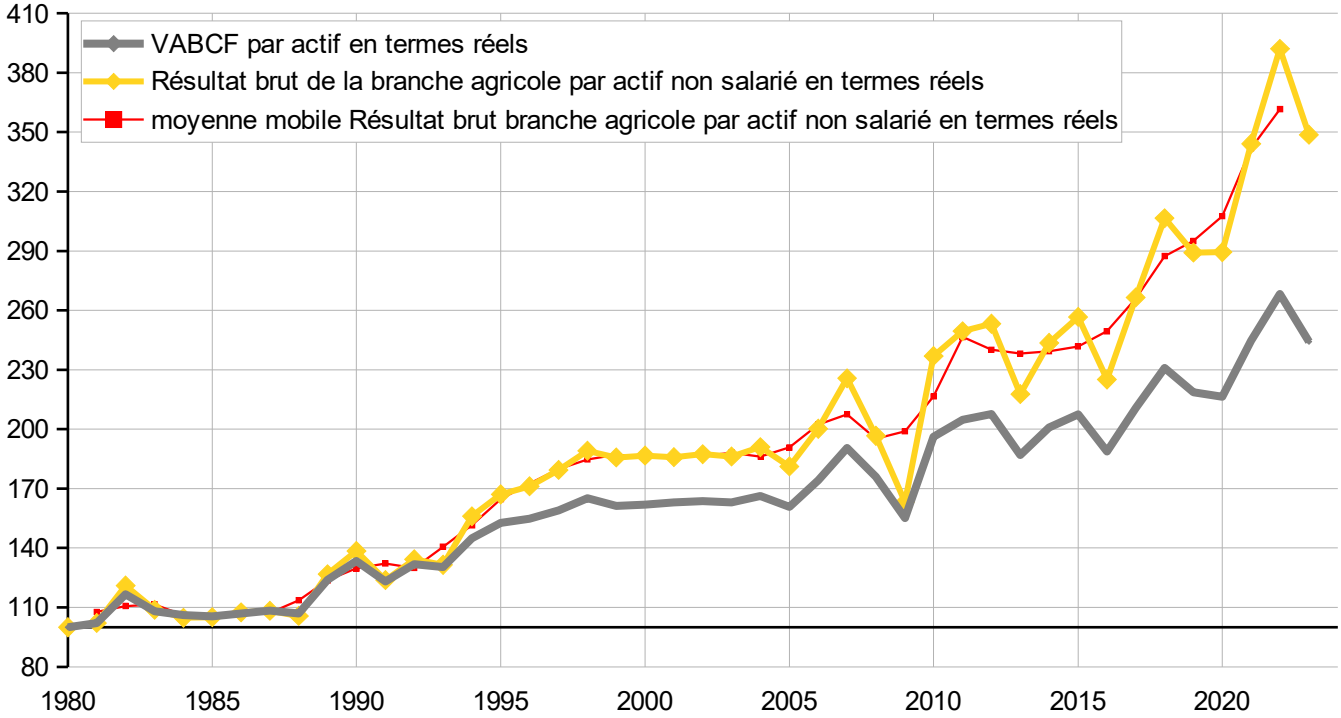
Graphique A4 : VABCF et du résultat brut de la branche agricole



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

Base 100 en 1980

Graphique A5 : VABCF par unité de travail agricole et résultat brut de la branche agricole par unité de travail agricole non salarié

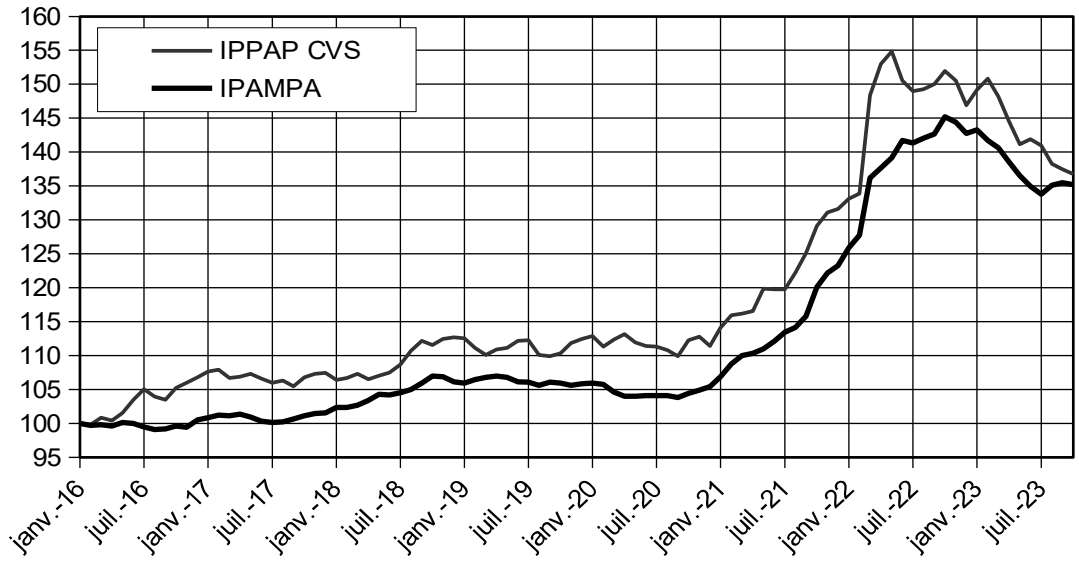


Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 04 décembre 2023

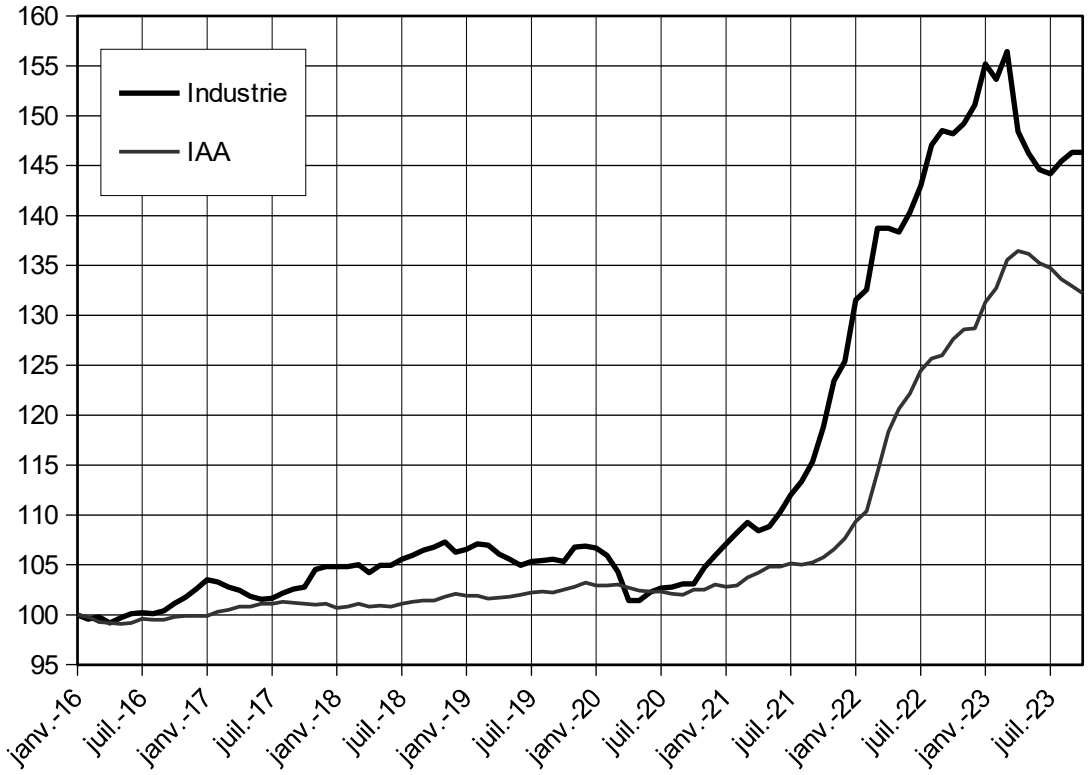
Base 100 en 1980

Graphiques conjoncturels

Graphique C.1 – Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP)
et indice des prix d'achat des moyens de production agricoles (IPAMPA)
(indices mensuels – janvier 2016 = 100)

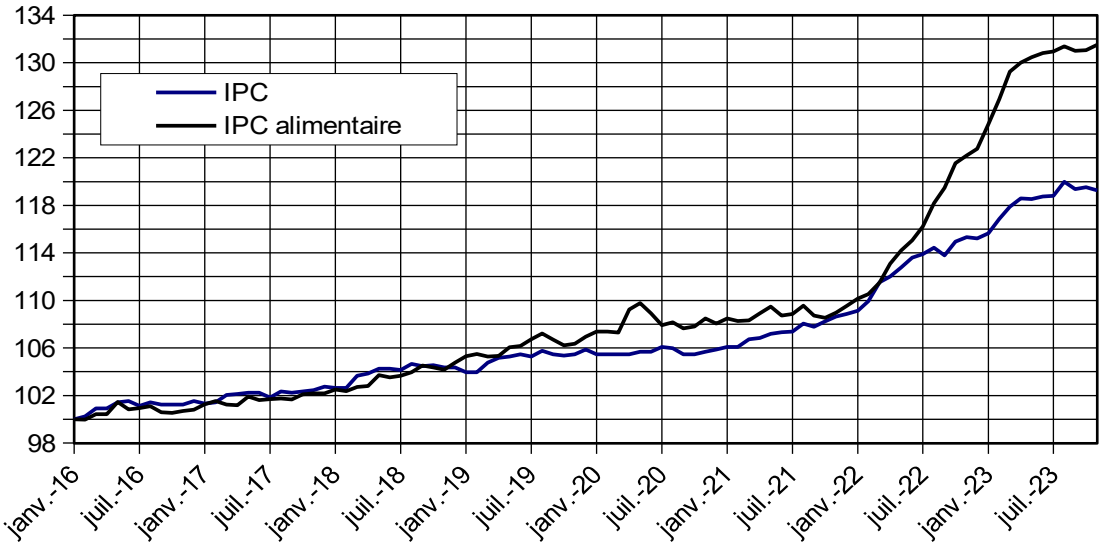


Graphique C.2 – Indice des prix de production de l'industrie française
Ensemble de l'industrie et IAA – marché français
(indices mensuels – janvier 2016= 100)



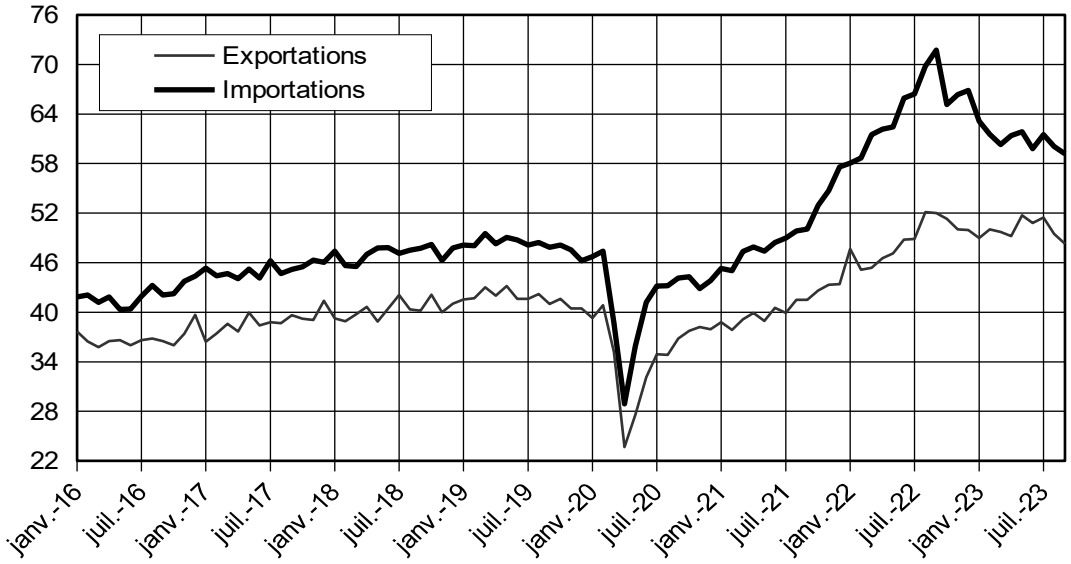
Source : Insee

Graphique C.3 – Indice des prix à la consommation
Ensemble des ménages. Tous produits et produits alimentaires hors boissons et tabac
(indices mensuels – janvier 2016= 100)



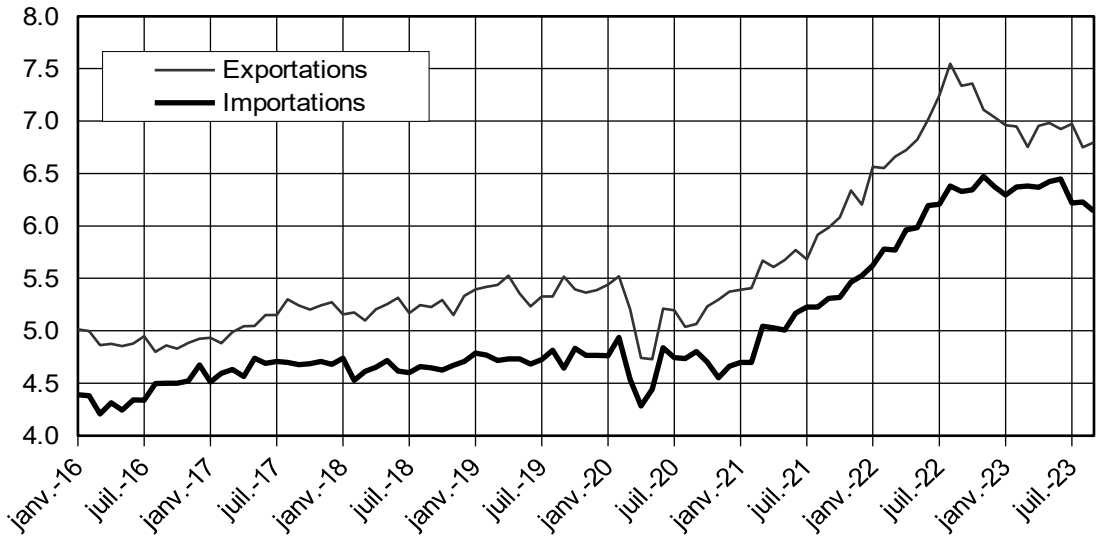
Source : Insee

Graphique C.4
Commerce extérieur – Ensemble (hors matériel militaire)
Importations CAF– Exportations FAB
(en milliards d'euros CVS– CJO)



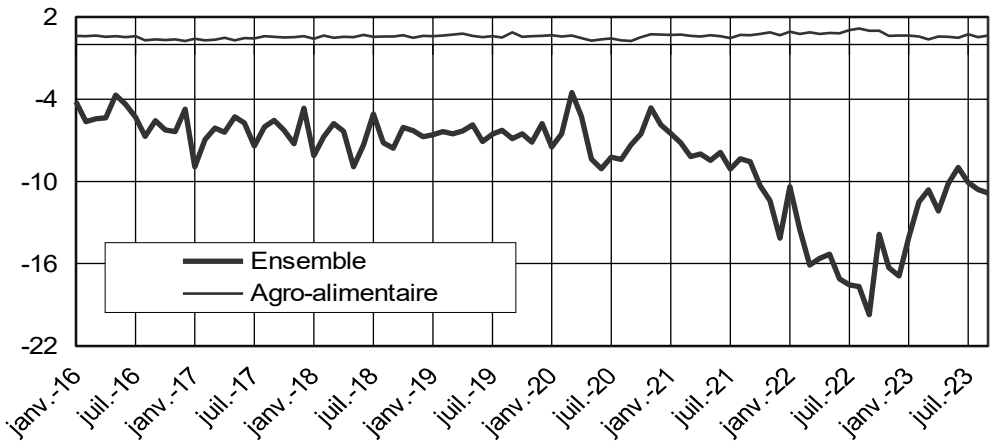
Source : Douanes

Graphique C.5
Commerce extérieur – Produits agroalimentaires
Importations CAF– Exportations FAB
(en milliards d'euros CVS– CJO)



Source : Douanes

Graphique C.6
Solde CAF– FAB du commerce extérieur
Ensemble (hors matériel militaire) et produits **agroalimentaires**
(en milliards d'euros CVS– CJO)



Source : Douanes

Méthodologie et définitions du compte spécifique de la branche agricole

Le compte spécifique de la branche agricole, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 2010) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

● La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon. Elle **exclut donc la sylviculture et la pêche.**

● La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. **Le prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, **plus les subventions sur les produits** qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

● Les subventions à la branche agriculture sont scindées **en subventions sur les produits** et **subventions d'exploitation** : les premières ne comprennent plus guère que la prime à la vache allaitante. Les subventions d'exploitation regroupent notamment les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles.

● Les **consommations intermédiaires** de la branche agricole correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

● La **valeur ajoutée brute** se déduit de la production au prix de base en soustrayant les consommations intermédiaires.

● La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. Les durées de vie des actifs sont des durées de vie économique et non fiscale. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie. **L'estimation de ce poste est délicate,** elle résulte d'une modélisation et se trouve de ce fait moins robuste que les données observées.
*Selon que cette estimation est prise en compte ou pas les agrégats sont qualifiés de **nets** ou **bruts***

● La **valeur ajoutée au coût des facteurs** prend en compte impôts sur la production et subventions d'exploitation. La valeur ajoutée **nette** au coût des facteurs est aussi appelée revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA), au sens où il vient rémunérer le travail et le capital mobilisés par cette activité économique. **Il ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est agriculteur.** L'évolution de la valeur ajoutée au coût des facteurs peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein). Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

● Le **résultat de la branche agricole** est calculé comme la valeur ajoutée au coût des facteurs- salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives**.** Il peut être rapporté au nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein). Ce ratio est aussi appelé revenu net de la branche agricole par actif non salarié (RNBA/UTANS). Il est aussi présenté en termes réels.

● Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut.

Comptes de la branche agricole

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) **Valeur ajoutée (brute/nette)**[2]	**Production au prix de base**[1]
Total emplois	*Total ressources*

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres **Valeur ajoutée (brute/nette) au coût des facteurs (1)**	**Valeur ajoutée (brute/nette)** Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Total emplois	*Total ressources*

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs **Excédent (brut/net) d'exploitation / Revenu mixte (brut/ net)**	**Valeur ajoutée (brute/nette) au coût des facteurs**
Total emplois	*Total ressources*

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage) **Résultat (brut/net) de la branche agricole (2)**	**Excédent (brut/net) d'exploitation / Revenu mixte (brut/net)**
Ttotal emplois	*Total ressources*

Évolution du nombre d'UTA[3] *totales*	(3)
Évolution du nombre d'UTA[3] *non salariées*	(4)
Évolution du prix du PIB	(5)

Indicateurs de résultat bruts (évolution en %)

	En valeur	En termes réels[4]
Valeur ajoutée au coût des facteurs	(1)	(1) / (5)
par actif	(1) / (3)	(1) / (3) / (5)
Résultat de la branche agricole	(2)	(2) / (5)
par actif non salarié	(2) / (4)	(2) / (4) / (5)

I**ndicateurs de résultat nets** (évolution en %)

	En valeur	En termes réels[4]
Valeur ajoutée au coût des facteurs		
par actif		(A)
Résultat de la branche agricole		(C)
(C) par actif non salarié		(B)

La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de résultat **net en termes réels** : Index of the real income of factors in agriculture per annual work unit (« revenu des facteurs de la branche agricole par actif ») (indicateur A), Index of real net agricultural entrepreneurial income, per unpaid annual work unit (« revenu net de la branche agricole par actif non salarié ») (indicateur B), Net entrepreneurial income of agriculture (« revenu net de la branche agricole » (indicateur C).

1 Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2 Les agrégats nets sont calculés en soustrayant la consommation de capital fixe aux agrégats bruts.

3 UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).4 Déflatés par l'indice de prix du PIB.

Liens vers Internet

Le contexte européen

https://ec.europa.eu/eurostat/web/agriculture/data

https://ec.europa.eu/eurostat/web/agriculture/data/database

Compte national de l'Agriculture*, chiffres détaillés*

https://www.insee.fr/fr/recherche?q=Compte+de+l'agriculture+en+2020&debut=0

Méthodologie des comptes nationaux en base 2014

https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1030/

Comptes nationaux annuels

https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=33&geo=FRANCE-1

Comptes nationaux trimestriels

https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=32&geo=FRANCE-1

Annexe 1

COMPTE-RENDU DES DÉBATS

Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 20 décembre 2023

Le président, M. Pierre Muller, ouvre la séance.

La réunion comporte les présentations suivantes :

- Les résultats économiques 2022 des exploitations agricoles (Nicolas Devauvre, MASA/SSP)
- Le bilan conjoncturel prévisionnel de l'agriculture pour 2023 (Isabelle Robert-Bobée, MASA/SSP)
- Les comptes nationaux prévisionnels de l'agriculture en 2023 (Vincent Hecquet et Félix Lucas, Insee)

À l'issue des présentations, le président remercie les orateurs et ouvre le débat.

Les résultats économiques 2022 des exploitations agricoles

Pierre Muller introduit le débat et s'étonne, à propos de la comparaison des montants moyens d'aides de la PAC 2021 entre les différents pays européens, du montant moyen très élevé des subventions au Luxembourg, tandis que ce montant moyen est très faible en Grèce. Pour la Grèce, cependant, la part des aides de la PAC dans le revenu brut d'exploitation est au-dessus de la moyenne des pays comparés.

Pierre Claquin (FranceAgriMer) se demande si cela est lié à la taille et aux orientations de productions différentes des exploitations selon les pays.

Nicolas Devauvre (MASA/SSP) répond que ce sont en effet des facteurs d'explication, et qu'il y a davantage d'éléments de comparaison dans le dossier que dans le résumé présenté en séance.

Toujours à propos de la comparaison des aides PAC 2021 entre les pays européens, René Pouëssel (Confédération paysanne) signale qu'il serait intéressant de comparer les subventions en incluant les aides qui ne relèvent pas de la PAC.

Par ailleurs, René Pouëssel (Confédération paysanne) souligne que la filière porcine a connu des difficultés, mais s'interroge sur le montant élevé des subventions versées en 2022 dans cette filière alors que les résultats économiques sont bons. Il signale que l'agriculture biologique fait face à une crise très importante, qui pourrait justifier des montants d'aides plus élevés. Félix Paquier (MASA/SSP) indique une difficulté dans la prise en compte des aides 2021 à la filière porcine dans le RICA : une partie de ces aides a été prise en compte dans les subventions 2022, alors que ces subventions sont relatives à la campagne 2021 et que la prise en compte des subventions d'exploitation dans le RICA se fait habituellement l'année de la campagne à laquelle se rapportent les aides.

Sophie Devienne (Académie d'agriculture) retient également que des secteurs avec les meilleurs résultats figurent parmi les plus subventionnés en 2022. Par ailleurs, elle note qu'en France, comme aux États-Unis, les aides publiques ne sont pas suffisamment axées sur la gestion des grands enjeux agricoles actuels, et notamment l'adaptation au changement climatique. Les masses financières allouées aux aides de crise, par exemple, sont plus importantes que celles allouées à l'adaptation au changement face à ces grands enjeux structurels.

Roch-Marie Stern (FNSEA) trouverait intéressant d'avoir un graphique sur la dispersion des résultats sur longue période par filière et de renouveler le travail sur la comparaison des aides PAC entre les pays européens pour l'année 2023, avec la nouvelle programmation de la PAC. Enfin, il souhaite relativiser le constat de bons résultats pour l'agriculture en 2022 : d'abord, les résultats ont été moins bons en 2023, et par ailleurs, les bons résultats 2022 résultent des prix

particulièrement élevés cette année-là, et ne sont pas la conséquence d'une hausse de la production en volume, ce qui pose question en termes de souveraineté alimentaire.

Philippe Maydat (Coordination rurale) indique que dans les Pyrénées orientales, il observe une très grande souffrance liée au changement climatique, avec en particulier un effondrement de la filière viticole, à la fois pour la production et pour les prix, ce qui contraste avec les évolutions moyennes françaises présentées ici. Il souligne donc l'importance de ne pas analyser que les résultats agrégés au niveau français, mais également la dispersion. Vincent Marcus (MASA/SSP) signale que le SSP prend bonne note de cette remarque et réfléchira aux évolutions possibles du rapport pour tenir compte au mieux de la dispersion des résultats. Il signale cependant qu'à la fin du rapport sont présentées les parts d'exploitations connaissant une baisse de l'EBE en 2022, par filière.

Pierre Muller fait deux remarques d'ordre méthodologique :

• Pour 2022, l'analyse menée à partir du RICA confirme pleinement les résultats en 2022 du compte prévisionnel 2022 et du compte provisoire 2022 présentés lors des deux précédentes commissions ;

• L'appréhension des subventions dans le RICA n'est pas tout à fait la même que dans les comptes nationaux. En particulier, les aides couplées du RICA couvrent un champ un peu plus large que les subventions sur les produits appréhendés dans le compte national.

Pierre Claquin (France Agrimer) s'interroge sur la relation entre l'évolution du taux d'intérêt, qui augmente en 2022, et les courbes présentées en séance sur l'endettement des exploitations (baisse en 2022 du taux d'endettement, du poids de l'endettement et du taux d'intérêt apparent). Nicolas Devauvre (MASA/SSP) indique que pour le taux apparent, la baisse s'explique par le fait que les crédits remboursés en 2022 correspondent à des prêts contractés avant 2022, alors que les taux d'intérêts étaient plus faibles ; Il y a donc une inertie qui fait qu'une hausse du taux d'intérêt ne se retrouve pas immédiatement dans le taux d'intérêt apparent. Par ailleurs, concernant le poids de l'endettement dans l'EBE, la baisse observée en 2022 est essentiellement un effet de la hausse de l'EBE au dénominateur.

Résultats prévisionnels 2023 du bilan conjoncturel de l'agriculture et des comptes nationaux de l'agriculture

Pierre Muller rappelle que dans les résultats relatifs au commerce extérieur présenté dans le bilan conjoncturel, le vin est un produit transformé, produit des industries agro-alimentaires, et pas un produit brut agricole. À l'inverse, le vin fait partie du champ des comptes de l'agriculture.

Pierre Muller invite également à lire l'avertissement du rapport de l'Insee, qui est important et indique que tous les résultats du compte prévisionnel présentés par l'Insee sont bruts, i.e. avant déduction de la consommation de capital fixe (CCF). Les années précédentes, les résultats du compte prévisionnel étaient également présentés nets de CCF. Il a été décidé de ne plus déduire désormais la CCF au compte prévisionnel, l'évaluation de ce poste étant fragile de manière générale, mais particulièrement avec les informations disponibles au moment du compte prévisionnel. En revanche, les indicateurs nets de CCF continueront à être publiés chaque année, à l'occasion de la version provisoire du compte, présentée en juillet de l'année suivante. Il est à noter qu'Eurostat, en revanche, a publié des résultats 2023 pour les différents pays, y compris pour la France, nets de CCF (i.e. déduction faite de la CCF). Pierre Muller signale par ailleurs que l'agriculture est la branche pour laquelle le poids de la CCF dans la VA est le plus fort.

Sophie Devienne (Académie d'agriculture) comprend le caractère délicat de l'estimation de la CCF au moment de l'établissement du compte prévisionnel. Elle regrette néanmoins de ne plus avoir d'indicateurs nets de CCF étant donné l'importance de l'endettement des exploitations et du niveau de capital fixe par actif (qui va même en augmentant). Elle signale que déduire la CCF est même d'autant plus important aujourd'hui, l'agriculture connaissant de profonds changements. Par exemple, l'investissement en matériel informatique est très important dans certaines exploitations.

Pierre Muller rejoint Sophie Devienne sur l'importance de mesurer la CCF, pour toutes les branches et en particulier pour l'agriculture. Il rappelle que la décision de ne plus déduire la CCF ne concerne que la version prévisionnelle des

comptes ; dès la version provisoire du compte d'une année N (i.e. dans les résultats présentés à la CCAN de juillet N + 1), les indicateurs nets de CCF seront présentés. Il rappelle que ces dernières années, il est apparu que les révisions importantes des indicateurs de résultat de la branche agricole entre la version prévisionnelle et la version provisoire étaient en grande partie liées à cette difficulté d'estimation de la CCF au moment du prévisionnel. Ces révisions de la CCF entre le prévisionnel et le provisoire, qui conduisent à des révisions des indicateurs de résultat nets de CCF, a conduit à faire le choix de ne plus présenter les indicateurs nets au prévisionnel.

Sur un autre sujet, Sophie Devienne note que la consommation d'engrais azoté diminue depuis quelques années, alors qu'elle était stable depuis le début des années 1980, sans pour autant qu'un impact soit observé sur le niveau de la production. Philippe Maydat (Coordination rurale) tempère cette conclusion : la baisse de l'utilisation des engrais azotés a un impact à moyen terme, mais pas les premières années, leurs effets n'étant pas immédiats. De plus, il signale que dans certains endroits où la consommation des engrais azotés a baissé, on observe déjà un impact sur la production.

Roch-Marie Stern (FNSEA) s'interroge sur les causes de la baisse des rendements du colza en 2023. Isabelle Robert-Bobée (MASA/SSP) explique que cette baisse est liée au développement de maladies dans un climat humide en 2023. Philippe Maydat (Coordination rurale) confirme que les maladies qui ont touché les cultures de colza ont eu un impact à la baisse sur les rendements. Il s'interroge par ailleurs sur les conséquences à venir en cas d'impasses techniques pour lutter contre certaines maladies en l'absence de substituts à certains produits phytosanitaires interdits. Roch-Marie Stern se demande si une autre cause ne pourrait pas être l'apparition de l'écorégime dans la nouvelle programmation de la PAC en vigueur à partir de 2023 : la hausse des surfaces pourrait venir d'exploitants pour lesquels celle-ci permet d'accéder à l'écorégime, et qui ont moins l'habitude de cette culture avec, de ce fait, des rendements plus faibles.

Pierre Muller note l'importance, cette année, du passage du nominal au réel, avec l'impact de l'inflation, qui est très fort en 2023 alors qu'il était faible les années précédentes (y compris en 2022). L'impact est fort notamment sur la valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF) (-4,5 % en termes nominaux, -9,4 % en termes réels). Pierre Muller indique au passage que la valeur ajoutée, solde du compte de production, fait quant à elle l'objet d'un calcul dit en volume, soit la différence entre la production en volume et les consommations intermédiaires en volume. Elle n'est pas exprimée en termes réels, c'est-à-dire corrigée de l'inflation ; seule la VABCF l'est, car elle s'apparente à un revenu.

Points divers

Pierre Muller indique que le rapport final du groupe de travail sur les comptes de l'agriculture, qui se réunit régulièrement depuis 2022, sera finalement présenté à la Commission des comptes de juillet 2024, contrairement à ce qui avait été annoncé précédemment. Pierre Muller évoque les sujets qui seront abordés dans ce rapport :

• Le groupe de travail a permis de décider des évolutions du champ et des concepts utilisés dans les comptes de l'agriculture, qui seront intégrés dans les comptes en nouvelle base 2020 présentés à partir de juillet 2024 par le SSP et l'Insee. Ces changements concernent l'intégration dans le champ des comptes de l'agriculture de la production des jardins familiaux, la comptabilisation au compte de revenu d'entreprise des flux de primes et d'indemnités d'assurance de dommages, ou encore la prise en compte des intérêts perçus par les exploitations. Le rapport documentera les raisons de ces changements.

• Le rapport proposera par ailleurs l'établissement d'un compte de capital dans le cadre du compte spécifique de l'agriculture, avec notamment la prise en compte des subventions d'investissement et des autres transferts en capital (qui pourra être l'occasion d'un lien avec le rapport sur les concours publics à l'agriculture, qui eux incluent les subventions d'investissement).

• Le rapport proposera également l'établissement d'un compte de patrimoine avec les actifs physiques (matériel, terrain) et financiers. Pierre Müller rappelle que François Walraet (Coordination rurale) avait insisté à la Commission de juillet 2023 sur les difficultés que pourrait poser la communication autour de ce compte. Il faudra donc être vigilant sur cette question. Pierre Muller signale que la France sera le premier pays, à sa connaissance, à présenter un compte de patrimoine pour l'agriculture.

• Le rapport traitera aussi de la cohérence totale entre comptes régionaux et compte national, qui sera respectée en nouvelle base, pour satisfaire à un règlement européen imposant désormais cette cohérence totale.

• Le rapport abordera également la possibilité, à terme, de faire la distinction dans le compte spécifique entre agriculture biologique et agriculture conventionnelle.

• Le rapport abordera également la question, introduite par Yannick Fialip (FNSEA) à la commission de juillet 2023, de la prise en compte des productions d'énergie dans les comptes de l'agriculture. La question est très pertinente, mais difficile. S'il s'agit d'une production « non séparable », elle devrait faire partie des productions qu'on prend en compte.

• Seront aussi ajoutés, dans le rapport du groupe de travail, des éléments sur l'articulation entre comptes de l'agriculture et comptes de l'environnement. Plusieurs questions se posent, sur les subventions, mais aussi sur la contribution de l'agriculture à la biodiversité et à la préservation des paysages et de l'environnement, sur la consommation par l'agriculture de ressources énergétiques renouvelables. Le nouveau système comptable des Nations unies (et donc le système européen des comptes) traite cela comme un coût de production. Ces traitements seront appliqués dans les comptes plus tard que le rebasement 2020, probablement dans la base suivante.

Pierre Muller rappelle, enfin, qu'en juillet 2024 seront présentés les comptes nationaux et régionaux en nouvelle base (sans rétropolation des séries, en tout cas pour les comptes régionaux). Les présentations des comptes de capital ou de patrimoine pourraient se faire, en tout cas pour ce qui concerne les comptes nationaux, à une date ultérieure.

Vincent Marcus (MASA/SSP) indique que le 27 février, de manière concomitante avec le salon international de l'agriculture, aura lieu la publication d'un ouvrage de l'Insee (dans la collection Insee références) sur l'agriculture, co-élaboré avec le SSP. Le Service des données et études statistiques (Sdes) du ministère chargé de la Transition écologique, France Agrimer et l'Inrae ont également contribué à cet ouvrage. Il comportera des fiches thématiques, et des dossiers sur des sujets comme l'agriculture biologique ou encore la consommation alimentaire. Une conférence de presse aura également lieu au moment de la publication.

La date de la prochaine commission est fixée au **3 juillet 2024, à 10h**.

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Vincent Marcus
Composition : Desk (www.desk53.com.fr)
Dépot légal : À parution
ISSN : 1760-8341 (en ligne)
© Agreste 2023

agreste.agriculture.gouv.fr

AGRICULTURE.GOUV.FR
ALIMENTATION.GOUV.FR

STATISTIQUE PUBLIQUE